Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

# L'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur au Burkina Faso

Opportunités pour les jeunes dans les chaînes de valeur à fort potentiel dans les villes de Dori et Fada N'Gourma

RAPID SOCIAL RESPONSE

# Contenu


Remerciements ..... i
Abréviations ..... ii
Résumé exécutif ..... iii
Introduction ..... 1
Cadre conceptuel : Une approche intégrée de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur ..... 4
Méthodologie ..... 7
L'emploi des jeunes : Le statu quo ..... 11
  Emploi et sous-emploi au niveau national ..... 11
  Impact de la pandémie de COVID-19 ..... 14
  Emploi et sous-emploi dans la zone d'étude ..... 18
Un portrait de la jeunesse : Compétences, aspirations, contraintes et opportunités perçues ..... 20
Analyse de la chaîne de valeur ..... 26
  Dori ..... 26
    Niébé ..... 27
    Petits ruminants ..... 31
    Produits laitiers ..... 33
  Fada N'Gourma ..... 36
    Niébé ..... 37
    Petits ruminants ..... 40
    Articles d'habillement ..... 43
Conclusion ..... 44
Recommandations ..... 46
  Opérationnalisation des recommandations ..... 49
Annexe 1 : Cadre pour mesurer et classer les chaînes de valeur ..... 64
Annexe 2 : Chaînes de valeur présélectionnées ..... 66
Annexe 3 : Secteurs d'emploi des jeunes ..... 68
Annexe 4 : Résultats en matière d'éducation et d'emploi, reparti par sexe ..... 72
Annexe 5 : Approche du JET dans IDA19 ..... 75
Annexe 6 : Méthodologie d'analyse des données qualitatives ..... 76

## Liste des figures, tableaux, cartes et encadrés

Figure 1 : Résultats en matière d'emploi au niveau national ..... 11
Figure 2 : Emploi et sous-emploi par source de salaire ..... 12
Figure 3 : Résultats en matière d'emploi par niveau d'éducation ..... 13
Figure 4 : Résultats de l'emploi par secteur ..... 14
Figure 5 : Taux d'emploi tout au long de la pandémie de COVID-19 ..... 15
Figure 6 : Composition sectorielle de l'emploi pendant la pandémie de COVID-19 ..... 16
Figure 7 : Évolution du revenu tout au long de la pandémie de COVID-19 (de la première à la huitième vague de collecte de données du HFPS) ..... 17
Figure 8 : Sources de revenus tout au long de la pandémie de COVID-19 ..... 17
Figure 9 : Résultats en matière d'emploi par région ..... 19
Figure 10 : Résultats de l'emploi dans les régions de l'Est et du Sahel et à Dori et Fada N'Gourma ..... 20
Figure 11 : Niveau d'éducation des jeunes aux niveaux national, régional et local ..... 21
Figure 12 : Alphabétisation des jeunes aux niveaux national, régional et local ..... 22
Figure 13 : Occupation des jeunes aux niveaux national, régional et local ..... 23
Figure 14 : Production de niébé au niveau national et dans la région du Sahel (2010-2019) ..... 28
Figure 15 : La chaîne de valeur du niébé à Dori ..... 28
Figure 16 : La chaîne de valeur des petits ruminants à Dori ..... 31
Figure 17 : Production de lait à l'échelle nationale et dans la région du Sahel (milliers de litres, 2009-2018). ..... 34
Figure 18 : La chaîne de valeur des produits laitiers à Dori ..... 34
Figure 19 : Production de niébé au niveau national et dans la région Est (tonnes, 2009-2018). ..... 37
Figure 20 : Superficie cultivée en niébé au niveau national et dans la région Est (ha, 2009-2018). ..... 37
Figure 21 : La chaîne de valeur du niébé à Fada N'Gourma ..... 38
Figure 22 : La chaîne de valeur des petits ruminants à Fada N'Gourma ..... 41
Figure 23 : La chaîne de valeur de l'habillement à Fada N'Gourma ..... 43
Figure 24 : Secteurs d'emploi pour les jeunes dans la région du Sahel ..... 68
Figure 25 : Secteurs d'emploi des jeunes dans la région Est ..... 69
Figure 26 : Secteurs d'emploi des jeunes à Dori ..... 70
Figure 27 : Secteurs d'emploi des jeunes à Fada N'Gourma ..... 71
Figure 28 : Alphabétisation des femmes âgées de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal ..... 72
Figure 29: Alphabétisation des hommes âgés de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal ..... 72
Figure 30: Niveau d'éducation des jeunes, reparti par sexe ..... 73
Figure 31: Résultats en matière d'emploi pour les femmes âgées de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal ..... 74
Figure 32 : Résultats en matière d'emploi pour les hommes âgés de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal ..... 74
Figure 33 : Cadre du JET ..... 75

Tableau 1 : Actions recommandées pour améliorer l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur sélectionnées ..... 52

Tableau 2: Cadre pour mesurer et classer les chaînes de valeur ..... 64
Tableau 3: Chaînes de valeur présélectionnées pour Dori lors de l'atelier participatif au niveau national ..... 66
Tableau 4: Chaînes de valeur présélectionnées pour Fada N'Gourma lors de l'atelier au niveau national 66

Carte 1 : Sites d'étude au Burkina Faso ..... 8

Encadré 1 : Caractéristiques de la zone d'étude ..... 8
Encadré 2 : L'inclusion économique dans la région du Sahel ..... 50

# Remerciements

La préparation de ce rapport a été dirigée par Julian Koschorke (Spécialiste en protection sociale) et Roland Berehoudougou (Consultant en protection sociale) du pôle d'expertise Protection sociale et emplois (SPJ). L'équipe est reconnaissante à Ulrich Zombré pour l'analyse des données quantitatives et l'aide à la rédaction du rapport ; au Dr. Issa Sombié, à Rufin Traoré et leur équipe pour la collecte et l'analyse des données qualitatives ; à Irene Jillson pour ses conseils sur la conception de la recherche qualitative ; aux *Conseils Etudes Recherches et Réalisations* (CERYA) pour l'analyse des chaînes de valeur ; à l'équipe de la McCourt School of Public Policy de l'Université de Georgetown (Maria Arnal Canudo, Diego Del Pilar Miranda, Mohetaer Munire et Prof. Jacobus Cilliers) pour la revue de la littérature et l'analyse quantitative ; Frieda Vandeninden et Mitja Del Bono pour la première analyse des données ; Raphaela Karlen pour les échanges techniques réguliers ; Rebekka Grun pour son soutien et ses conseils ; Michael Weber et Stephanie Brunelin pour les premiers commentaires ; l'Unité de gestion du pays pour son soutien continu ; et Bénédicte de la Brière, Wendy Cunningham, Mahaman Sani, Ernest Ruzindaza et Emilie Jourdan pour leur révision et leurs précieux commentaires.

Le rapport a bénéficié de manière critique de l'appui du Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes, en particulier du Directeur Général Jean-Pierre Lamoussa Koudougou et de son équipe ainsi que de l'équipe du *Projet d'Emploi des Jeunes et du Développement de* Compétences (PEJDC). Les versions avancées du rapport ont en outre reçu des commentaires importants de la part des gouvernements locaux des régions du Sahel et de l'Est, y compris des directions régionales du ministère en charge de l'agriculture et du ministère en charge des industries et du commerce, qui ont également fourni des informations précieuses tout au long du processus.

Enfin, l'équipe Protection sociale et emplois de la Banque mondiale tient à saluer l'octroi généreux d'une subvention du programme-cadre du Fonds fiduciaire pour la réponse sociale rapide et la protection sociale adaptative et dynamique, qui est soutenu par la Fédération de Russie, le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède, l'Australie, le Danemark et la Fondation Bill & Melinda Gates, sans lequel ce travail n'aurait pas été possible.

# Abréviations

| | |
|---|---|
| CONASUR | Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation |
| EHCVM | Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages |
| PIB | Produit intérieur brut |
| GVC | Chaîne de valeur Mondiale *(Global Value Chain)* |
| HFPS | Enquête téléphonique à haute fréquence *(High-Frequency Phone Survey)* |
| IDA | Association internationale de développement *(International Development Association)* |
| PDI | Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays |
| INERA | *Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles* |
| JET | Emplois et transformation économique *(Jobs and Economic Transformation)* |
| MAAH | Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-Agricoles et de la Mécanisation |
| MJPEJ | Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes |
| NEET | Ni étudiant, ni employé, ni stagiaire *(Not in Education, Employment or Training)* |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| PADEL-B | Projet d'Appui au Développement du Secteur de l'Elevage au Burkina Faso |
| PEJDC | Projet d'Emploi des Jeunes et du Développement de Compétences |
| PNDES | Plan National de Développement Économique et Social |
| S4YE | Solutions pour l'emploi des jeunes *(Solutions for Youth Employment)* |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| SPJ | Protection sociale et emplois *(Social Protection and Jobs)* |
| EFTP | Enseignement et formation techniques et professionnels |
| PAM | Programme alimentaire mondial |

# Résumé exécutif

**Plus de la moitié de la population du Burkina Faso est composée de jeunes, et les possibilités d'emploi sont insuffisantes pour absorber la population croissante du pays.** En 2019, 78 % des 20,5 millions d'habitants du Burkina Faso avaient moins de 25 ans, et 45 % avaient moins de 15 ans.[1] La population âgée de 15 à 64 ans, c'est-à-dire celle qui est dans ses années productives, devrait augmenter de 140 pour cent, passant de 11 millions actuellement à 26 millions d'ici 2050.[2] Cependant, aujourd'hui déjà, les possibilités d'emploi sont insuffisantes. Près de la moitié de la population est actuellement au chômage ou sous-employée. Quatre jeunes sur dix ne sont ni étudiant, ni employé, ni stagiaire (NEET). La grande majorité des personnes employées sont sous-employées et la plupart d'entre elles exercent des activités peu productives, peu rémunératrices et instables.

**Le mécontentement est grand chez les jeunes du Burkina Faso qui aspirent à plus.** Les jeunes Burkinabés ne sont pas satisfaits de leurs possibilités d'emploi actuelles. Dans l'ensemble, 38 % de la population rurale considère que ses conditions de vie actuelles sont « assez » ou « très » mauvaises (contre 36 % dans les zones urbaines) et exprime sa déception à l'égard du gouvernement. Pourtant, les jeunes aspirent à plus. Les jeunes interrogés dans le cadre de cette étude ont exprimé à plusieurs reprises leur espoir d'accroître leurs possibilités d'emploi, d'accéder à des emplois mieux rémunérés ou de développer leurs propres activités génératrices de revenus.

**La fragilité, les conflits et la violence génèrent des pressions supplémentaires pour créer des opportunités économiques pour les jeunes du pays.** Les décès liés à des incidents violents ont augmenté de manière significative depuis 2018. Les événements violents sont concentrés dans la région du Sahel et, dans une moindre mesure, dans la région de l'Est, les deux régions sur lesquelles se concentre cette étude. Les déplacements qui en résultent ont encore accru les pressions sur les rares services publics et les possibilités d'emploi limitées. Pour lutter contre les moteurs potentiels de conflit et offrir un avenir aux jeunes, le gouvernement va devoir fournir des opportunités économiques.

**L'objectif de l'étude est d'identifier des opportunités d'(auto-)emploi durable pour les jeunes dans des chaînes de valeur sélectionnées dans deux zones fragiles du Burkina Faso.** Elle se concentre sur Dori et Fada N'Gourma, respectivement les deux chefs-lieux des régions du Sahel et de l'Est. Les chaînes de valeur sélectionnées sont le niébé et les petits ruminants dans les deux villes ainsi que les produits laitiers à Dori et les articles d'habillement à Fada N'Gourma.

**Cadre conceptuel et méthodologie**

**Reconnaissant l'importance des approches intégrées de l'emploi, l'analyse utilise le prisme des chaînes de valeur à fort potentiel comme point de rencontre entre l'offre et la demande de travail.** Il est souvent attendu que la suppression des goulots d'étranglement qui entravent le développement des chaînes de valeur renforce les investissements, ce qui se traduit par une augmentation de l'emploi. Toutefois, ce lien n'est pas automatique. Peu d'analyses de chaînes de valeur existantes offrent donc des conseils pratiques aux décideurs politiques pour augmenter l'emploi le long des chaînes de valeur, et les interventions peinent souvent à générer un impact clair sur la création d'emplois. L'étude surmonte ces lacunes en

[1] Recensement Général de la Population et l'Habitat (RGPH) 2019.
[2] Perspectives de la population mondiale des Nations unies (https://population.un.org/wpp/Graphs/1_Demographic%20Profiles/Burkina Faso%20Faso.pdf).

intégrant explicitement des considérations relatives à l'emploi des jeunes dans son analyse de la chaîne de valeur.

**L'analyse se fonde sur une combinaison de méthodes,** notamment des revues documentaires et des consultations avec le gouvernement et au sein de la Banque mondiale, l'analyse des données quantitatives disponibles, ainsi que la collecte et l'analyse de données qualitatives. La combinaison de ces méthodes permet au rapport de sonder la question de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur sous différents angles.

**État actuel de l'emploi (des jeunes) au Burkina Faso**

**Si le chômage est faible au Burkina Faso, le sous-emploi et l'inactivité restent des défis importants.** Le taux de chômage au niveau national est de 3 %, et 58 % des individus en âge de travailler ont un emploi. Cependant, le sous-emploi reste élevé avec 44 % de la population en âge de travailler considérée comme sous-employée (équivalent à 75 % de ceux qui ont un emploi rémunéré). Le sous-emploi est particulièrement prononcé dans les zones rurales, chez les hommes et chez les personnes âgées de 36 à 64 ans. Les jeunes présentent un taux d'inactivité élevé (34 %) par rapport au groupe d'âge des 36-64 ans (25 %). Le taux national de NEET des jeunes au Burkina Faso s'est établi à 38 % en 2018/19.

**La plupart des travailleurs gagnent leur vie grâce à des activités d'auto-emploi dans lesquelles le sous-emploi est particulièrement prononcé.** Le travail salarié ne représente que 15,5 % de l'emploi, alors que 54 % des personnes en âge de travailler sont des travailleurs indépendants. Par ailleurs, 25 % travaillent dans le contexte familial. Le sous-emploi concerne tous les types d'emploi, mais les indépendants et les travailleurs familiaux sont particulièrement concernés avec respectivement 76 % des premiers et 97 % des seconds travaillant moins de 40 heures par semaine.

**Impact de la pandémie de COVID-19**

**Bien que la pandémie de COVID-19 n'ait pas entraîné une baisse discernable de l'emploi, il semble que le sous-emploi ait augmenté au début de la pandémie.** Environ un ménage sur dix a déclaré avoir dû réduire ses heures de travail, en particulier au début de la pandémie, ce qui suggère que la pandémie a entraîné une augmentation du sous-emploi.

**Les revenus non agricoles ont connu une baisse importante en raison de la pandémie, ce qui a entraîné une dépendance à l'égard de revenus agricoles non diversifiés.** Au début de la pandémie, 86 % des ménages ont déclaré des revenus provenant d'activités non agricoles inférieurs à la normale, voire nuls, peut-être parce qu'ils ont dû cesser leurs activités génératrices de revenus ou que la demande a diminué en raison des répercussions socio-économiques de la pandémie. Tout au long de la pandémie, les ménages continuent de signaler une diminution de leurs revenus d'un mois à l'autre, mais à un rythme plus faible qu'immédiatement après le début de la COVID-19. Entre juin 2020 et janvier 2021, la part des individus déclarant des activités indépendantes a diminué de 61 % à 12 % et n'a commencé à se redresser qu'en février 2021. Au lieu de cela, les individus déclarent une augmentation significative des activités agricoles.

**Les jeunes interrogés ont souligné les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 sur leurs opportunités de revenus.** Dans les deux villes, les jeunes évoquent une détérioration de leurs opportunités économiques. Certains déclarent avoir perdu leur emploi à cause de la pandémie, mettant en avant différents canaux de transmission. Le ralentissement économique général a fait baisser la demande. Les mesures prises par le gouvernement pour contenir la propagation du virus, telles que la

fermeture des frontières et un couvre-feu, ont encore affecté les activités économiques. Les jeunes ont observé une réduction de l'activité, notamment dans le secteur des transports qui joue un rôle important dans les deux villes étant donné leur proximité des frontières. D'autres ont indiqué que, même s'ils ont pu conserver leur emploi, leurs heures de travail et par conséquent leurs salaires ont été réduits.

**Portrait de la jeunesse**

**Plus de la moitié des jeunes de la tranche d'âge de 16 à 35[3] ans n'ont jamais été à l'école et seulement à peu près la moitié sont alphabétisés.** Environ 55 % des jeunes n'ont achevé aucun niveau d'éducation. Au niveau national, le taux d'alphabétisation est de 49 %. Dans les régions de l'Est et du Sahel, le taux d'alphabétisation est inférieur à la moyenne nationale (respectivement 37 % et 23 %,).

**Les jeunes occupent principalement des emplois informels.** Au niveau national, seuls 17 % des jeunes sont employés comme salariés. La plupart des jeunes travaillent dans une activité familiale (33 %) ou sont indépendants (42 %). Dans les régions de l'Est et du Sahel, l'emploi familial ou indépendant est encore plus élevé qu'au niveau national. Dans la région Est, 67 % des jeunes travaillent pour un membre de la famille et 26 % sont indépendants. Seuls 4 % travaillent comme salariés. Dans la région du Sahel, la plupart des jeunes sont indépendants (50 %) et 42 % travaillent pour un membre de leur famille.

**Les jeunes femmes ont tendance à être défavorisées sur le marché du travail.** Au niveau national, le taux d'alphabétisation est nettement plus faible chez les femmes âgées de 16 à 35 ans que chez les hommes du même âge. Le taux d'alphabétisation des jeunes femmes n'est que de 41 %, contre 58 % pour les jeunes hommes. En conséquence, les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des emplois précaires que les hommes, 84 % d'entre elles suivant soit de l'auto-emploi, soit exerçant un emploi familial, contre 67 % pour les hommes.

**Les chaînes de valeur et leur potentiel d'emploi des jeunes à Dori**

**La chaîne de valeur du niébé à Dori est confrontée à une série de contraintes pour son développement futur, mais les jeunes perçoivent néanmoins des opportunités d'emploi.** L'une des contraintes que les jeunes interrogés ont soulignées comme étant une préoccupation majeure est que le niébé est très sensible à la détérioration et qu'un stockage correct est coûteux. Les semences de base disponibles ne répondent pas aux besoins en semences améliorées à Dori et dans les environs, et les fonds fournis par le gouvernement aux producteurs de semences ont tendance à subir des retards. Les acteurs ne sont pas suffisamment formés à l'utilisation des herbicides et des pesticides et aux considérations sanitaires et phytosanitaires qui y sont liées. Les semences et les engrais subventionnés ont tendance à arriver avec des retards. L'accès au financement reste limité, tout comme l'accès à la terre. Enfin, le référentiel de prix du gouvernement pour les équipements agricoles n'a pas suivi l'augmentation des prix des intrants, ce qui comprime les marges des producteurs d'équipements. Néanmoins, les jeunes identifient des opportunités pour leur participation tout au long de la chaîne. L'analyse suggère qu'il existe une demande pour des services de stockage améliorés, ce qui pourrait donner aux jeunes l'occasion d'étendre leurs activités actuelles dans la commercialisation du niébé. Une autre opportunité d'emploi identifiée réside dans la fourniture de services tels que le battage, qui est encore largement effectué manuellement par les producteurs. Comme le battage est nécessaire pour les céréales autres que le niébé, une telle activité

[3] Le rapport utilise une définition de la jeunesse souvent employée au Burkina Faso et ailleurs dans la région (par exemple, en Côte d'Ivoire) qui diffère légèrement de la définition des Nations Unies (15-24 ans) et de celle de l'Union africaine (10-35 ans).

pourrait être utilisée pour ajouter de la valeur dans d'autres chaînes de valeur. L'incorporation de la production de niébé dans les chaînes de valeur du lait et des petits ruminants afin d'augmenter l'offre d'aliments pour animaux pourrait également être envisagée. La réparation et l'entretien des équipements agricoles pourraient représenter une autre opportunité avec un potentiel au-delà de la chaîne de valeur. Enfin, la production de produits de plus grande valeur à base de farine de niébé pourrait être explorée pour l'expansion des opportunités d'emploi des jeunes.

**Dans la chaîne de valeur des petits ruminants, si la pénurie d'aliments pour animaux constitue une contrainte importante, il existe un potentiel d'emploi pour les jeunes dans divers segments.** L'offre d'aliments nutritifs ne répond pas actuellement aux besoins, ce qui est dû en partie au manque de formation sur la production d'aliments, au manque d'équipements adéquats pour la production d'aliments (par exemple, des botteleuses, des faux et des faucilles), à la difficulté de fournir des intrants pour des aliments améliorés et aux coûts élevés qui en résultent. Les jeunes identifient en outre le manque d'accès à l'eau comme une contrainte à la croissance dans la chaîne de valeur. L'accès au financement reste également un défi. Avec une demande globale croissante et un meilleur accès au financement, les jeunes pourraient étendre leur participation au commerce des petits ruminants, une activité qu'ils connaissent déjà très bien. Les innovations dans la production d'aliments améliorés et d'intrants pour la production d'aliments améliorés offrent une autre possibilité de créer des emplois et de s'attaquer à un goulot d'étranglement concret pour le développement global de la chaîne de valeur. Les jeunes soulignent en outre le manque d'expertise et d'activité dans la récolte de la végétation naturelle pour la production d'aliments pour animaux et suggèrent qu'il pourrait s'agir d'un segment de la chaîne de valeur soutenant leur emploi. L'absence de valorisation des peaux et des cuirs semble également représenter une opportunité manquée, bien que les défis restent complexes.

**La chaîne de valeur du secteur laitier est également une chaîne de valeur où les jeunes perçoivent des opportunités d'emploi, malgré diverses contraintes.** L'insuffisance d'aliments pour animaux entrave le développement de la chaîne de valeur. De plus, le travail dans la chaîne de valeur nécessite des équipements spécialisés tels que des jerrycans, que les jeunes identifient comme un obstacle majeur. Le manque d'accès au financement et à la formation sur l'utilisation de ces équipements pèse particulièrement sur la chaîne de valeur. L'absence d'une chaîne du froid, qui repose sur l'accès à l'électricité, constitue un autre défi. En outre, l'absence de concurrence dans le segment de la collecte du lait empêche les nouveaux entrants dans la chaîne de valeur et introduit une distorsion du marché. La production d'aliments pour animaux pourrait être développée afin de fournir des opportunités d'emploi. L'activité bénéficierait en outre de sa nature transversale et des synergies avec d'autres chaînes de valeur. Une réforme plus large du marché de la collecte du lait pourrait en outre ouvrir l'activité à la concurrence et à de nouveaux entrants et améliorer le fonctionnement global de la chaîne de valeur. La transformation des produits laitiers se développe, créant des opportunités pour les jeunes d'être employés dans les petites et moyennes entreprises (PME) existantes et futures engagées dans ce segment. Avec l'accroissement de la valeur ajoutée, des possibilités de commercialisation et d'exportation se présenteront en outre.

**Les chaînes de valeur et leur potentiel d'emploi des jeunes à Fada N'Gourma**

**Les obstacles au développement de la chaîne de valeur du niébé existent dans tous ses segments, et l'insertion des jeunes semble la plus prometteuse dans les fonctions transversales et la commercialisation des produits.** À l'instar de la situation à Dori, les marchés des intrants restent faussés

par l'intervention de l'État, les semences ne répondent souvent pas aux exigences de qualité, l'accès au financement reste insuffisant, les acteurs manquent d'expertise entrepreneuriale, et l'accès à la terre et les titres fonciers incertains risquent de créer des contraintes à l'investissement dans la chaîne de valeur. Enfin, les acteurs de la chaîne de valeur soulignent la faible qualité des équipements agricoles. La demande d'équipements est jugée faible, bien que cela puisse être lié à la mauvaise qualité des équipements produits localement. Il pourrait donc exister des opportunités pour les jeunes de recevoir une formation en métallurgie et dans d'autres domaines afin d'améliorer la qualité et la compétitivité des équipements produits localement. Cela permettrait en outre de soutenir le développement de chaînes de valeur au-delà du niébé et, en tant qu'activité transversale, d'offrir aux jeunes une base de marché plus large. Par ailleurs, la commercialisation croissante des produits à base de niébé au-delà de Fada N'Gourma suggère un potentiel pour l'emploi des jeunes dans ces fonctions en aval.

**Il existe des possibilités d'emploi pour les jeunes dans le commerce et l'engraissement des petits ruminants et dans les produits en amont et en aval, malgré le manque d'accès au financement et l'insuffisance des aliments pour animaux.** L'absence de stockage des aliments pour animaux entraîne leur péremption et des pénuries supplémentaires. Les acteurs de la chaîne de valeur soulignent également l'absence d'un abattoir certifié et réfrigéré, ce qui limite la production de volumes plus importants de produits carnés à valeur ajoutée. Outre l'insuffisance et le coût élevé de l'alimentation animale, les jeunes interrogés dans le cadre de l'étude soulignent la disponibilité décroissante de terres librement accessibles dans la ville et sa périphérie. La culture, la collecte et la transformation d'aliments pour animaux, par exemple, représentent une opportunité d'exploiter un marché sous-approvisionné. À plus grande échelle, l'utilisation des déchets de l'égrenage du coton local pourrait être explorée et offrir des possibilités d'(auto-)emploi aux jeunes. Le marché croissant de la production de viande, y compris la possibilité de produire des produits carnés à plus forte valeur ajoutée, pourrait constituer une autre piste pour l'emploi des jeunes.

**La chaîne de valeur d'articles d'habillement, axée principalement sur la production de tissus et de vêtements sur mesure, continue d'offrir des possibilités d'emploi aux jeunes, malgré diverses contraintes.** Outre la concurrence des importations moins chères, les jeunes soulignent que la difficulté d'accès au financement pour développer les activités existantes est un obstacle majeur à leur développement futur dans la chaîne de valeur. Néanmoins, l'attention internationale croissante et le marché en expansion suggèrent que la chaîne de valeur restera un contributeur clé à l'emploi des jeunes à Fada N'Gourma, par exemple, dans la production de métiers à tisser, le tissage de tissus, la confection de vêtements, ou la commercialisation et l'exportation croissantes de produits Faso Dan Fani.

**Recommandations**

**Les recommandations détaillées pour chaque chaîne de valeur à fort potentiel[4] suggèrent la nécessité de regrouper les activités dans une intervention de type inclusion économique.** Une telle intervention devrait être composée d'au moins les mesures suivantes :

- **facilitation à l'épargne collective** pour améliorer l'accès au financement ;
- **subventions en espèces** pour améliorer l'accès au financement et permettre les investissements ;

[4] Présenté dans le Tableau 1à la fin du rapport.

- **accompagnement et formation à l'esprit d'entreprise** pour permettre la création de nouvelles entreprises et améliorer la productivité des entreprises existantes, qui doivent être sensibles à la dimension de genre ;
- **soutien à l'accès aux marchés** pour les activités sélectionnées ;
- **soutien psychosocial** pour améliorer les compétences non techniques et non cognitives ;
- **formation technique ciblée,** axée sur les activités identifiées comme à fort potentiel dans le Tableau 1 ;
- **soutien en matière d'alphabétisation et de calcul**, en particulier pour les femmes qui ont indiqué avoir un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes.

**Un accent particulier sur les chaînes de valeur identifiées pourrait être assuré par la communication et la sensibilisation, tandis que les plans d'affaires (simplifiés) pourraient être utilisés pour sélectionner les activités dans les chaînes de valeur à fort potentiel.** Une communication claire soulignant la priorité accordée aux chaînes de valeur à fort potentiel identifiées serait nécessaire pour garantir une concentration sur ces activités éprouvées. L'éligibilité à la participation à une intervention potentielle (ou à certaines parties de celle-ci, comme une composante de subvention en espèces) pourrait être modérée par la préparation par les jeunes de plans d'affaires (simplifiés). Cela s'appuierait sur les expériences qui suggèrent que la sélection des bénéficiaires de l'emploi des jeunes améliore le succès des interventions. Les concours de plans d'affaires simplifiés pourraient donc être utilisés pour cibler les jeunes motivés tout en permettant la sélection des activités dans les chaînes de valeur à fort potentiel identifiées.

**Pour s'assurer que les contraintes liées à la demande sont identifiées rapidement et atténuées dans la mesure du possible, le secteur privé formel et les agences gouvernementales doivent être inclus dans la préparation et la mise en œuvre de toute intervention potentielle.** Cela concernerait les associations sectorielles, les représentants du secteur privé comme les chambres de commerce locales et nationales, et les ministères responsables des chaînes de valeur concernées. Leur participation à la préparation et à la mise en œuvre de l'intervention pourrait permettre d'identifier et de traiter conjointement les contraintes affectant la chaîne de valeur dans son ensemble, garantissant ainsi l'intégration des mesures relatives à l'offre et à la demande.

**De même, les jeunes doivent être impliqués dans la conception de l'intervention proposée.** Les jeunes sont rarement consultés de manière systématique, mais les recherches menées dans le cadre de cette étude ont montré leur empressement à participer et à prendre en main leur avenir.

# Introduction

1. **Plus de la moitié de la population du Burkina Faso est composée de jeunes qui ont tendance à vivre dans les zones rurales et ont un faible niveau de compétences.** En 2019, 78 % des 20,5 millions d'habitants du Burkina Faso étaient âgés de moins de 25 ans, et 45 % avaient moins de 15 ans.[5] La majorité des jeunes Burkinabés vivent dans les zones rurales.[6] Moins de la moitié des jeunes âgés de 16 à 35 ans ont terminé l'école primaire ou une forme supérieure de scolarité.

2. **Les possibilités d'emploi sont insuffisantes pour absorber la population croissante du pays.** Dans un scénario de croissance médian, la population du pays devrait à peu près doubler, passant d'environ 21 millions actuellement à 43 millions d'ici 2050. Au cours de la même période, la population âgée de 15 à 64 ans, c'est-à-dire les personnes en âge de travailler, devrait augmenter de 140 %, passant de 11 millions actuellement à 26 millions.[7] Cependant, aujourd'hui déjà, les possibilités d'emploi sont insuffisantes. Près de la moitié de la population est actuellement au chômage ou sous-employée. Quatre jeunes sur dix ne sont pas en situation d'emploi, d'éducation ou de formation (NEET). La grande majorité des personnes employées sont sous-employées et la plupart d'entre elles exercent des activités peu productives, peu rémunératrices et instables.[8]

3. **Le développement économique et les résultats en matière d'emploi ont pris un coup en raison de la pandémie de COVID-19 et de l'insécurité persistante.** On estime que l'économie a connu une croissance de 2 % en 2020, soit 4 % de moins que prévu avant le début de la pandémie. [9] Le taux de couverture de la pauvreté a augmenté, pour la première fois depuis des années, de 0,5 point de pourcentage, ce qui équivaut à environ 300 000 pauvres supplémentaires en 2020.[10] La situation sécuritaire continue de se détériorer, ce qui a un impact négatif sur les opportunités économiques et l'emploi dans les zones touchées et au-delà. Tant l'impact économique de la pandémie que l'insécurité persistante ont encore accru la précarité de l'emploi, en particulier pour les jeunes.

4. **Les jeunes du Burkina Faso aspirent à plus.** Le mécontentement des jeunes est répandu dans les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier dans les zones rurales.[11] Cela est dû principalement à la faiblesse des salaires et à la nature précaire de leur emploi.[12] Ceux qui travaillent dans l'agriculture ont tendance à être les moins satisfaits, notamment lorsqu'ils contribuent au travail familial et exercent des métiers peu qualifiés.[13] Le Burkina Faso n'en fait pas exception. Les données qualitatives recueillies pour

[5] Recensement Général de la Population et l'Habitat (RGPH) 2019.
[6] Entre 63,4 et 81,5 % selon le groupe d'âge. Voir UNFPA. 2018. Tableau de bord des adolescents et des jeunes - Burkina Faso. https://www.unfpa.org/data/adolescent-youth/BF.
[7] Voir les Perspectives de la population mondiale des Nations unies (https://population.un.org/wpp/Graphs/1_Demographic%20Profiles/Burkina Faso%20Faso.pdf).
[8] Basé sur l'*Enquête* Harmonisée *sur les* Conditions *de Vie des* Ménages (EHCVM) 2018/19.
[9] Banque mondiale. 2021. *2021 April Economic Update.* https://documents1.worldbank.org/curated/en/667441623270219232/pdf/Burkina Faso-Faso-Protecting-the-Poor-During-the-Recovery-and-Beyond.pdf.
[10] Banque mondiale. 2021. *2021 April Economic Update.* https://documents1.worldbank.org/curated/en/667441623270219232/pdf/Burkina Faso-Faso-Protecting-the-Poor-During-the-Recovery-and-Beyond.pdf.
[11] OCDE. 2018. *L'avenir de la jeunesse rurale dans les pays en développement : Exploiter le potentiel des chaînes de valeur locales*, p. 27.
[12] Ibid, p.29.
[13] Ibid, p. 29 et suivantes.

ce rapport indiquent que les jeunes ne sont pas satisfaits de leurs possibilités d'emploi actuelles. Dans l'ensemble, 38 % de la population rurale considère que ses conditions de vie actuelles sont « assez » ou « très » mauvaises (contre 36 % dans les zones urbaines).[14] Pourtant, les jeunes aspirent à plus. Les jeunes interrogés dans le cadre de cette étude ont exprimé à plusieurs reprises leur espoir d'accroître leurs possibilités d'emploi, d'accéder à des emplois mieux rémunérés ou de développer leurs propres activités génératrices de revenus.

5. **Le manque d'opportunités pour les jeunes et la déception vis-à-vis des institutions gouvernementales risquent de contribuer à alimenter les conflits et la violence.** La recherche qualitative menée dans le cadre de l'étude montre que les jeunes des zones fragiles sont déçus par le gouvernement, ce qui correspond à une tendance nationale plus large.[15] Le mécontentement lié à l'absence perçue de progrès social et d'opportunités économiques suffisants, en particulier pour les jeunes, a déjà conduit à des troubles sociaux généralisés au Burkina Faso en 2011. Récemment, la montée de l'insécurité et de la radicalisation a souligné la nécessité d'offrir un développement socio-économique et des opportunités à la population burkinabè et aux jeunes en particulier. À la suite de la récente attaque du village de Solhan, dans la province de Yagha, dans la région du Sahel, qui a fait au moins 160 morts, des manifestations ont éclaté dans le chef-lieu de région, Dori, pour dénoncer le manque de soutien du gouvernement et souligner le manque d'emplois et d'opportunités.[16]

6. **L'étude se concentre sur deux régions du pays particulièrement touchées par la fragilité et le déplacement.** Réalisée à Dori et Fada N'Gourma, l'analyse porte sur les deux villes secondaires de deux des zones les plus fragiles du pays, les régions du Sahel et de l'Est, qui ont subi des pressions en partie en raison de leurs frontières avec le Mali et le Niger.[17] Les décès liés à des incidents violents qui ont augmenté de manière significative depuis 2018 sont concentrés dans la région du Sahel et, dans une moindre mesure, dans la région de l'Est.[18] Ces deux régions accueillent un nombre assez important de personnes déplacées internes (PDI), dont 50 431 et 53 167, respectivement, vivaient à Dori et Fada N'Gourma seulement en juillet 2021.[19] En outre, plus de 11 000 des quelque 22 000 réfugiés, principalement maliens, sont actuellement hébergés dans le camp de réfugiés de Goudoubou, à environ 10 km de Dori.

7. **Le gouvernement du Burkina Faso a reconnu la nécessité de créer des emplois et d'accroître la productivité dans sa stratégie de développement, notamment par le développement de chaînes de valeur.** Le *Plan National de Développement Économique et* Social (PNDES) 2016-2020[20] comporte trois axes principaux, dont le troisième est de promouvoir les secteurs porteurs pour l'économie et la création

[14] 2018 Afrobarometer Round 7 dataset. https://afrobarometer.org/data/311

[15] Banque mondiale. 2020. *Note d'éligibilité pour l'accès à l'Allocation de Prévention et de Résilience (APR) pour le Burkina Faso.*

[16] https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20210614-massacre-de-solhan-des-manifestations-dans-le-nord-pour-d%C3%A9noncer-l-inaction-des-autorit%C3%A9s

[17] Les deux villes ont été sélectionnées en consultation avec le gouvernement qui concentre ses efforts de création d'emplois sur les zones sujettes à la fragilité.

[18] Basé sur les données du projet de données sur la localisation et les événements des conflits armés (2021).

[19] Selon les données fournies par le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR).

[20] Les chaînes de valeur telles que le sésame, la viande, les noix de cajou, les noix de karité, la mangue, l'oignon, la tomate, les peaux et cuirs, les textiles et les articles d'habillement, et le miel ont été sélectionnées sur la base de leurs niveaux de production, de leur importance socio-économique, y compris leur contribution au produit intérieur brut (PIB), de la croissance des exportations et de la croissance globale des importations (voir https://www.pndes2020.com/pdf/filieres-porteuses.pdf). Les chaînes de valeur de la viande, des peaux et cuirs, et des textiles et les articles d'habillement se chevauchent avec celles qui sont prioritaires pour la présente étude. Le gouvernement est en train de mettre à jour le plan de développement national.

d'emplois. Cet axe appelle au développement des chaînes de valeur agroforestières et pastorales.[21] Le développement des chaînes de valeur est prometteur et attrayant car il offre une approche holistique du développement économique, puisqu'il réunit l'offre et la demande du marché, peut avoir des impacts importants et peut s'adapter à des niveaux de compétences variables selon la complexité du segment de la chaîne de valeur. Il peut donc améliorer les résultats en matière d'emploi pour non seulement une main-d'œuvre peu qualifiée mais aussi pour celle hautement qualifiée.

8. **L'objectif de l'étude est d'identifier les opportunités d'(auto-)emploi durable pour les jeunes dans des chaînes de valeur sélectionnées dans deux zones fragiles du Burkina Faso.** Ce faisant, l'étude entend soutenir le gouvernement dans l'amélioration des opportunités d'emploi pour les jeunes et combattre les moteurs potentiels de conflit. Les chaînes de valeur sélectionnées sont le niébé et les petits ruminants dans les deux villes ainsi que les produits laitiers à Dori et les articles d'habillement à Fada N'Gourma. Malgré la focalisation géographique et conformément à l'approche des chaînes de valeur, l'analyse prend en compte les fonctions en amont et en aval de la chaîne de valeur qui ont lieu en dehors des deux villes. Bien que les chaînes de valeur sélectionnées recoupent celles identifiées dans le PNDES et dans d'autres documents stratégiques nationaux, elles ont été choisies pour refléter les contraintes et les besoins spécifiques de l'emploi des jeunes dans les deux villes.

9. **Cette étude s'appuie sur trois innovations pour améliorer la capacité du gouvernement à répondre au défi croissant de l'emploi des jeunes.** Premièrement, l'étude suit une approche intégrée qui vise à considérer simultanément les contraintes et les opportunités du côté de l'offre et de la demande du marché du travail, les chaînes de valeur servant de cadre d'intégration. Deuxièmement, l'étude utilise une approche participative avec les jeunes âgés de 16 à 35 ans comme groupe d'intérêt de l'étude ayant directement participé à toutes les étapes de l'analyse. Troisièmement, les aspirations des jeunes ont été analysées pour s'assurer que les recommandations correspondent aux attentes et sont en accord avec les souhaits de la population cible.

10. **L'étude s'aligne sur l'approche de la Banque mondiale en matière d'emploi et de transformation économique (JET) et sur les priorités stratégiques actuelles pour la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale, et contribue aux opérations futures.** Le cadre du JET comporte deux éléments constitutifs, qui correspondent globalement à la demande et à l'offre de main-d'œuvre : (a) créer et connecter aux marchés et (b) renforcer les capacités et connecter les travailleurs aux emplois.[22] En analysant les chaînes de valeur (agricoles) et en fournissant des recommandations pour améliorer leurs performances, ainsi qu'en évaluant les capacités et les aspirations des jeunes, l'étude contribue à ces deux éléments.[23] L'étude vise en outre à contribuer à la priorité stratégique de la région de l'Afrique de l'Ouest et centrale pour 2021-2025, à savoir créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.[24]

[21] Gouvernement du Burkina Faso. 2016. *Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020.*
[22] IDA19. 2019. *Thème spécial : Emplois et transformation économique*. https://documents1.worldbank.org/curated/en/381791564075012778/pdf/Special-Theme-Jobs-and-Economic-Transformation.pdf.
[23] La Figure 33résume le cadre du JET.
[24] La Banque mondiale. 2021. *Soutenir une reprise résiliente : Priorités de la Banque mondiale pour la région Afrique occidentale et centrale 2021-2025.*

## Cadre conceptuel : Une approche intégrée de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur

11. **Pour assurer une vision holistique du marché du travail, un consensus se dégage sur la nécessité d'adopter des approches intégrées qui s'attaquent à la fois aux contraintes de l'emploi liées à l'offre et à la demande.** Le Rapport sur le développement dans le monde de 2013 constate que les interventions du côté de l'offre risquent d'être moins efficaces et durables lorsque les défaillances institutionnelles et du marché du côté de la demande qui affectent l'entrée et la croissance des entreprises ne sont pas traitées. De même, selon une étude de la Banque mondiale de 2018, « la promotion de la création d'emplois nécessite des interventions ciblées du côté de la demande qui s'attaquent aux contraintes ou aux défaillances du marché spécifiques auxquelles sont confrontées les entreprises du secteur informel, les entreprises du secteur formel et les exploitations agricoles. Les contraintes ou défaillances du marché spécifiques aux entreprises importantes comprennent, entre autres, l'accès insuffisant au financement, les lacunes en matière de capacité et d'information, les défaillances de la coordination et l'incapacité à saisir les externalités sociales des emplois. »[25]

12. **En s'attaquant simultanément aux contraintes liées à l'offre et à la demande, les approches intégrées peuvent contribuer à améliorer l'accès aux emplois et à en créer de nouveaux, grâce à un développement du secteur privé axé sur l'emploi.** L'allègement des contraintes liées à l'offre peut améliorer l'employabilité des jeunes et garantir leur capacité à accéder aux opportunités d'emploi existantes. Les interventions du côté de la demande peuvent améliorer l'environnement du secteur privé et conduire à la création d'emplois supplémentaires tout en contribuant à la diversification et à la croissance économique.

13. **Jusqu'à récemment, peu de projets d'emploi des jeunes ont tenté d'intégrer les perspectives du côté de la demande et de l'offre.** Traditionnellement, les interventions en faveur de l'emploi des jeunes ont eu tendance à se concentrer sur les contraintes à l'intégration des jeunes sur le marché du travail, telles que les compétences ou l'accès au financement (c'est-à-dire le côté offre du marché du travail), en accordant peu d'attention à la demande de travail. Si les 19 projets innovants pour l'emploi des jeunes examinés par l'initiative Solutions pour l'emploi des jeunes (S4YE d'après l'anglais) comportaient tous des éléments de formation et de développement des compétences, seuls quelques-uns d'entre eux incluaient des interventions sur la demande, telles que la promotion des entreprises ou des subventions au secteur privé.[26] Selon une méta-analyse de Kluve et al. (2016), la formation est de loin l'intervention la plus répandue sur le marché du travail, 65 % des programmes examinés dans les 107 évaluations analysées contenant un volet de développement des compétences.[27]

14. **Les tentatives précédentes de relier l'offre et la demande dans les interventions en faveur de l'emploi des jeunes ont été confrontées à des difficultés.** De nombreux projets pour l'emploi des jeunes, également au Burkina Faso, comprennent des apprentissages en entreprise ou des composantes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) conçues en collaboration avec le

[25] Banque mondiale. 2018. *Programmes intégrés pour l'emploi des jeunes : Un inventaire des données probantes sur ce qui fonctionne dans les programmes d'emploi des jeunes*, p. 24.
[26] S4YE. 2017. *Approches nouvelles et prometteuses dans les programmes d'emploi des jeunes : Le portefeuille d'impact S4YE.*
[27] Kluve, J., S. Puerto, D. Robalino, J.M. Romero, F. Rother, J. Stöterau, F. Weidenkaff, et M. Witte. 2016. " Les programmes d'emploi des jeunes améliorent-ils les résultats sur le marché du travail ? A Systematic Review ". Document de travail 10263 de l'IZA.

secteur privé. On suppose que le secteur privé est le mieux placé pour évaluer où la demande de main-d'œuvre est la plus forte et quelles sont les compétences dont les jeunes auront besoin pour assurer leur employabilité. Cependant, ces approches souffrent souvent d'un faible niveau de formalité et d'un manque de capacité des institutions d'EFTP ou des associations du secteur privé dans les pays à faible revenu. En outre, si l'inclusion du secteur privé dans les programmes d'emploi des jeunes est essentielle pour signaler la demande attendue de compétences,[28] elle ne résout pas le problème que d'importantes contraintes échappant à l'influence des entreprises du secteur privé tendent à freiner la demande de jeunes qualifiés. Un environnement juridique, institutionnel et politique peu propice, l'incapacité d'accéder aux marchés internationaux, des infrastructures inadéquates, le manque d'accès au financement et bien d'autres contraintes au développement du secteur privé et de la chaîne de valeur peuvent freiner la croissance des marchés et la diversification de l'économie dans des secteurs où les jeunes pourraient trouver des opportunités d'emploi durables.

15. **Les approches intégrées de l'emploi (des jeunes) sont très complexes car elles nécessitent des informations sur les contraintes liées à l'offre et à la demande, ainsi que des interventions qui s'attaquent aux deux simultanément, ce qui entraîne des coûts de coordination et de transaction élevés.** Les interventions de développement de la demande ou du secteur privé axées sur de meilleurs résultats en matière d'emploi doivent tenir compte d'une pléthore de facteurs, notamment des contraintes macroéconomiques, fiscales, au niveau des entreprises et transversales. Les interventions du côté de l'offre, quant à elles, ont tendance à nécessiter d'importants investissements dans la formation et l'encadrement des jeunes afin de les doter des compétences nécessaires pour être compétitifs sur le marché du travail. Par conséquent, les interventions intégrées nécessitent une importante coordination initiale et des coûts de transaction élevés pour réunir différentes parties prenantes et différents types d'interventions.

16. **En outre, l'intégration est confrontée au défi que représentent les horizons temporels mal alignés entre les interventions du côté de l'offre et de la demande, ainsi que les différents groupes cibles.** L'amélioration de l'environnement macroéconomique, institutionnel et réglementaire nécessaire au développement du secteur privé et à la création et la croissance d'entreprises générant une demande de main-d'œuvre est généralement un processus lent. Le besoin d'emploi, cependant, tend à être immédiat, en particulier dans les pays comme au Burkina Faso, où le taux de natalité est élevé et où la proportion de jeunes est importante. En outre, les interventions de développement du secteur privé ont tendance à travailler avec l'entreprise comme unité d'analyse, alors que les interventions du côté de l'offre ciblent les individus. Ce faisant, les interventions de développement du secteur privé ont eu tendance à considérer l'emploi - en particulier pour les jeunes - comme un sous-produit de l'amélioration de la productivité des entreprises.

17. **L'analyse utilise l'optique des chaînes de valeur à fort potentiel comme point de rencontre entre l'offre et la demande de travail.**[29] Bien qu'il existe de nombreuses analyses de chaînes de valeur de divers

[28] Voir, par exemple, Banque mondiale. 2018. *Programmes intégrés pour l'emploi des jeunes : A Stock-take of Evidence on What Works in Youth Employment Programs*, p. 23.

[29] Ce faisant, le présent rapport s'appuie sur des études similaires et des bases méthodologiques élaborées précédemment par la Banque mondiale, notamment Banque mondiale. 2018. *Boîte à outils pour l'enquête sur les emplois dans les chaînes de valeur* ; Banque mondiale. 2020. *Agriculture, emplois et chaînes de valeur en Afrique* ; Banque mondiale. 2017. *Des emplois pour le nord du Liban : Chaînes de valeur, marchés du travail, compétences et climat d'investissement à Tripoli et dans le nord du Liban* ; Banque mondiale. 2020. *Plantes médicinales et aromatiques dans le nord-ouest de la Tunisie : Résultats d'une enquête sur les chaînes de valeur et les emplois.*

secteurs au Burkina Faso, peu d'entre elles incluent une perspective sur les interventions potentielles en matière de développement des compétences et d'emploi. Au lieu de cela, comme pour les approches plus larges de développement du secteur privé, l'élimination des goulots d'étranglement au développement des chaînes de valeur est censée améliorer l'investissement (privé), qui est supposé conduire à plus d'emplois. Toutefois, ce lien n'est pas automatique car les investissements peuvent être à forte intensité de capital et non de main-d'œuvre. En pratique, donc, peu d'analyses de chaînes de valeur existantes offrent des conseils pratiques aux décideurs politiques qui cherchent à augmenter l'emploi le long des chaînes de valeur, « les projets de développement de chaînes de valeur appliquent rarement une lentille d'emploi, et encore moins une lentille d'emploi des jeunes, »[30]et, en conséquence, les interventions luttent souvent pour générer un impact clair sur la création d'emplois.[31]

18. **La présente analyse intègre explicitement les considérations relatives à l'emploi des jeunes dans son analyse des chaînes de valeur.** Le potentiel d'emploi des jeunes a été inclus dans la sélection des chaînes de valeur et a encadré leur analyse. Concrètement, le potentiel d'emploi des jeunes a figuré parmi les critères de sélection des chaînes de valeur, en tenant compte du fait que les jeunes ont généralement un faible niveau d'éducation et de compétences ainsi qu'un accès limité aux ressources. Identifier en particulier les activités nécessitant peu ou pas de compétences ou de ressources préalables permet également de s'assurer que les populations particulièrement vulnérables telles que les jeunes déplacés et les femmes sont en mesure d'accéder aux opportunités d'emploi identifiées. En conséquence, l'analyse fournit un outil pour évaluer les contraintes globales au développement des chaînes de valeur ainsi que les contraintes spécifiques à l'emploi des jeunes dans ces chaînes de valeur. En intégrant les contraintes du côté de l'offre, l'optique des chaînes de valeur peut fournir des recommandations sur le développement des chaînes de valeur qui bénéficient à l'emploi des jeunes en particulier, tant du côté de la demande que de l'offre.

19. **L'étude part du principe que les jeunes peuvent bénéficier de la création d'emplois (par l'expansion des entreprises, l'entrée de nouvelles entreprises et le travail indépendant), d'une meilleure qualité de l'emploi existant et d'un meilleur accès aux opportunités d'emploi.** En ce qui concerne la création d'emplois, l'expansion des entreprises existantes et le recrutement de personnel supplémentaire constituent la première voie pour la création d'emplois pour les jeunes. Dans ces cas, il est crucial que les conditions générales du développement de la chaîne de valeur et de la croissance du secteur privé soient améliorées et que les jeunes possèdent les compétences requises pour pouvoir accéder aux emplois créés. La deuxième voie repose sur les entreprises nouvellement arrivées sur le marché, qu'elles soient dirigées par des jeunes ou non. Dans ces cas, les jeunes peuvent avoir besoin des compétences requises pour les postes spécifiques créés au sein des nouvelles entreprises ainsi que des compétences entrepreneuriales. L'auto-emploi dans la chaîne de valeur repose sur l'aptitude à l'entrepreneuriat ainsi que sur le capital de départ. Au-delà de la création d'emplois, les jeunes peuvent bénéficier de meilleurs résultats en matière d'emploi en améliorant la qualité de leur emploi existant, notamment par une productivité accrue et des revenus plus élevés. Enfin, offrir aux jeunes un meilleur accès aux possibilités d'emploi existantes peut améliorer leurs résultats en matière d'emploi.

[30] OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2018. *L'avenir des jeunes ruraux dans les pays en développement : Exploiter le potentiel des chaînes de valeur locales*, p. 72. https://www.oecd.org/dev/the-future-of-rural-youth-in-developing-countries-9789264298521-en.htm.

[31] Voir, par exemple, GIZ (*Deutsche Gesellschaft fur Internationale Zusammenarbeit*). 2018. *La promotion de l'emploi dans le cadre du développement de la CV.*

# Méthodologie

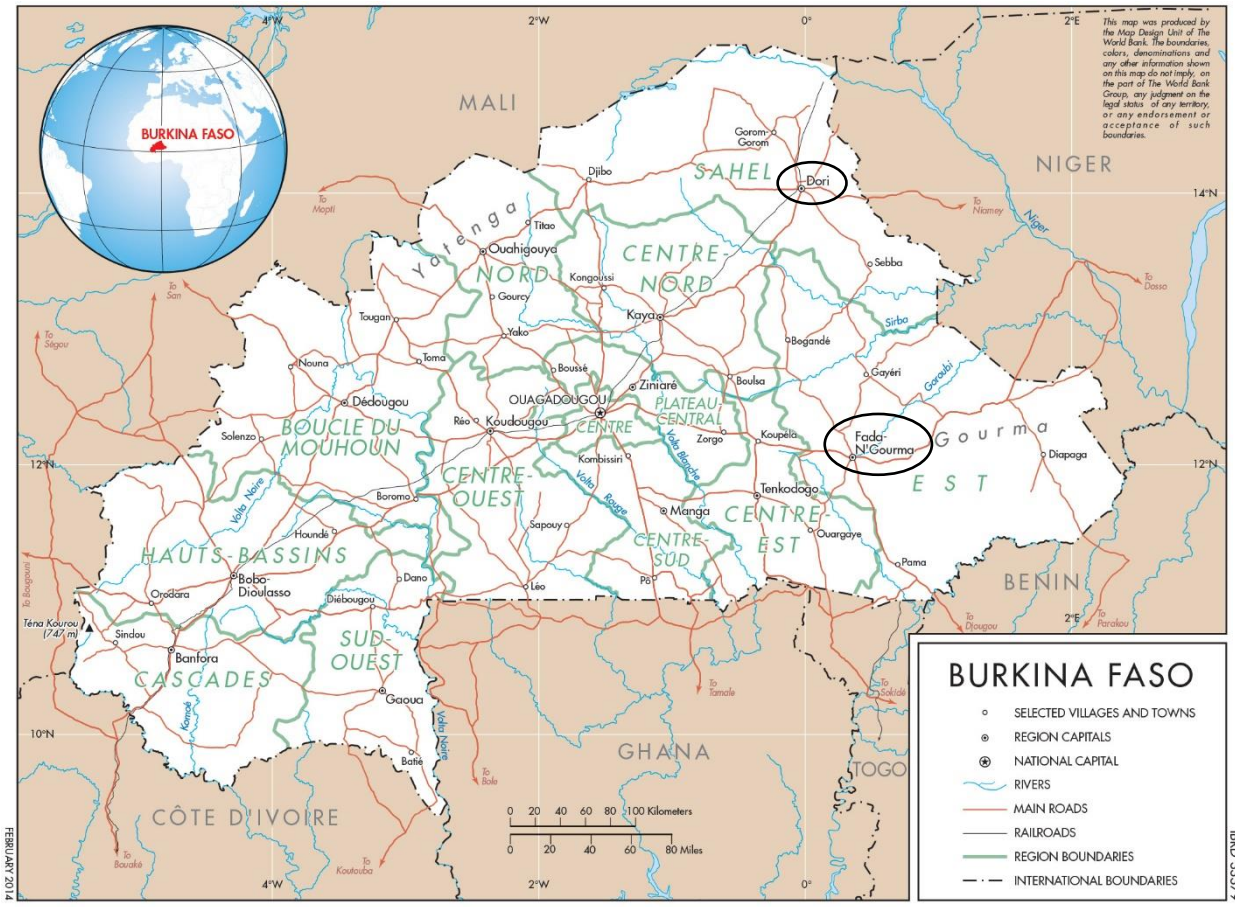
20. **L'analyse est basée sur une combinaison de méthodes.** Elle s'appuie sur des revues documentaires et des consultations avec le gouvernement et au sein de la Banque mondiale, sur l'analyse des données quantitatives disponibles, ainsi que sur la collecte et l'analyse de données qualitatives. La combinaison de ces méthodes a permis au rapport de sonder la question de l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur sous différents angles, en adaptant la méthodologie au type de question posée.

21. **La nature participative du processus a été soulignée, les jeunes et les autres parties prenantes étant consultés tout au long du processus.** Avant le lancement de l'activité, des experts en emploi des jeunes du gouvernement du Burkina Faso ont été consultés pour valider le cadre conceptuel de l'étude. De même, un panel interne de la Banque mondiale a fourni des conseils. Les chaînes de valeur à fort potentiel ont été sélectionnées dans le cadre d'un processus de collaboration avec les jeunes ainsi que les parties prenantes des gouvernements nationaux et locaux et du secteur privé. Les jeunes ont été consultés tout au long du processus par le biais de discussions de groupe et d'entretiens individuels répétés. Les résultats de ces interactions avec les jeunes ont été constamment réintégrés dans l'analyse afin de s'assurer que les résultats présentés reflètent les priorités et les aspirations des jeunes. Le Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (MJPEJ) a accompagné le processus tout au long de son déroulement.

22. **Pour refléter la nature intégrée de l'approche, le rapport combine des analyses de l'offre et de la demande de travail.** Une analyse quantitative des données existantes sur les niveaux d'éducation et de compétences, la situation professionnelle actuelle et d'autres facteurs, ainsi qu'une recherche qualitative sur les normes sociales dominantes, les aspirations et les contraintes auxquelles les jeunes sont confrontés, ont fourni une vue d'ensemble de l'offre de travail en créant un portrait de la jeunesse. Les contraintes et les opportunités du côté de la demande de main-d'œuvre ont été identifiées dans le contexte d'une analyse approfondie des chaînes de valeur à fort potentiel dans les deux endroits.

23. **L'orientation géographique de l'étude répond aux différents défis auxquels le pays est confronté.** Comme le chômage des jeunes et le mécontentement général risquent de contribuer à la détérioration de la situation sécuritaire, l'étude se concentre sur les régions du Sahel et de l'Est, qui sont parmi les plus insécurisées. De plus, la pression sur Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, les deux principales villes du Burkina Faso, augmentant, il est nécessaire de développer des zones urbaines secondaires avec une taille de marché suffisante pour absorber la population jeune croissante. En raison de ces considérations, l'étude se concentre sur les deux villes de Dori et Fada N'Gourma. Dori est une ville d'environ 40 000 habitants et chef-lieu de la région du Sahel, qui fait frontière avec le Niger et le Mali. Fada N'Gourma est d'une taille similaire à celle de Dori et fait office de capitale commerciale et administrative de la région Est, fait frontière avec le Niger, le Bénin et le Togo (voir Carte 1et Encadré 1). Malgré leur emplacement dans deux zones fragiles du pays, elles sont restées suffisamment accessibles tout au long de la période d'étude. Les deux sites étudiés accueillent également un nombre important de personnes déplacées (50 431 à Dori et 53 167 à Fada N'Gourma) qui sont arrivées depuis la récente augmentation de la fragilité dans le pays.

Carte 1 : Sites d'étude au Burkina Faso




Source : Unité de conception cartographique de la Banque mondiale (2021)

Encadré 1 : Caractéristiques de la zone d'étude

| **Commune de Dori** | **Commune de Fada N'Gourma** |
|---|---|
| • Région : Sahel<br>• Province : Séno<br>• Population : 180 512 (dont environ 46 000 urbains) en 2019<br>o 50 431 personnes déplacées (en grande partie arrivées après 2019)<br>• Distance Dori- Ouagadougou : environ 270 km<br>• Principales activités économiques : agriculture, élevage, sylviculture, exploitation minière (or). | • Région : Est<br>• Province : Gourma<br>• Population : 187 692 (dont environ 70 000 urbains) en 2019<br>o 53 167 personnes déplacées (arrivées en grande partie après 2019)<br>• Distance Fada N'Gourma-Ouagadougou : environ 220 km<br>• Principales activités économiques : agriculture, élevage, sylviculture, exploitation minière (or). |

Sources : Recensement général 2019 ; plan de développement communal de Dori 2015-2019 ; plan de développement communal de Fada N'Gourma 2017-2021 ; CONASUR.

24. **Une analyse des données quantitatives disponibles permet d'avoir une vue d'ensemble de l'offre de travail des jeunes au Burkina Faso.** Pour exploiter les données les plus récentes disponibles, l'EHCVM 2018/19 a été combiné avec les vagues des enquêtes téléphoniques à haute fréquence (HFPS

d'après l'anglais) COVID-19. Cet ensemble de données a permis d'analyser non seulement le statu quo général de l'emploi des jeunes, mais aussi l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'emploi des jeunes. Comme l'EHCVM contient des données au niveau communal, l'analyse est capable de fournir un instantané aux niveaux national et régional ainsi que dans les deux villes ciblées. Une analyse supplémentaire des données a été réalisée à l'aide de l'ensemble de données de la septième vague de l'Afrobaromètre de 2018.[32] Il convient de noter que les données EHCVM 2018/19 et l'Afrobaromètre 2018 sont antérieures à l'augmentation de la fragilité dans les deux zones, ce qui signifie que l'analyse des données ne peut pas pleinement prendre en compte les dynamiques changeantes qui en résultent. Étant donné leur portée plus limitée, les données plus récentes du HFPS ne peuvent pas entièrement compenser ces lacunes.

25. **Pour permettre aux jeunes de partager leurs aspirations, des données qualitatives ont été collectées.** Étant donné que peu d'enquêtes quantitatives prennent spécifiquement en compte les aspirations des jeunes, pour combler cette lacune, des discussions de groupe et des entretiens individuels ont été menés dans les deux villes. Les données qualitatives ont été collectées avant la hiérarchisation des chaînes de valeur à fort potentiel afin d'éclairer leur sélection et avant le début de la pandémie de COVID-19, puis une nouvelle fois après la sélection des chaînes de valeur, environ un an après le début de la pandémie (voir l'annexe 6 pour plus de détails).

26. **Une présélection des chaînes de valeur à fort potentiel a été effectuée par le biais d'une revue de littérature et d'une analyse des données primaires et secondaires.** Dans un premier temps, la documentation et les rapports disponibles ont été analysés, les analyses de chaînes de valeur existantes ont été passées en revue et les personnes ressources des deux sites ont été consultées pour obtenir une vue d'ensemble des secteurs économiques existants dans les deux villes et de la situation économique globale. Cette analyse initiale a abouti à un ensemble de 12 chaînes de valeur à Dori et 17 à Fada N'Gourma pour une analyse plus approfondie.[33]

27. **Les chaînes de valeur présélectionnées ont été classées à l'aide d'une série d'indicateurs.** En utilisant les données existantes ainsi que des entretiens avec des représentants des directions régionales et locales, des partenaires du secteur privé et de la société civile identifiés lors d'études documentaires antérieures, des données sur une série d'indicateurs ont été collectées pour permettre une première évaluation du potentiel de chaque chaîne de valeur en matière d'opportunités d'emploi pour les jeunes. Les indicateurs inclus peuvent être regroupés en quatre catégories : échelle, durabilité et compétitivité ; impact sur l'emploi ; préparation ; et additionnalité. Le cadre détaillé pour mesurer et classer les chaînes de valeur se trouve à l'annexe 1.

28. **Après le classement initial des chaînes de valeur, les résultats ont été validés et trois chaînes de valeur par ville ont été sélectionnées lors d'ateliers participatifs.**[34] Tout d'abord, lors d'un atelier national à Ouagadougou, trois chaînes de valeur ont été classées par ordre de priorité. Ensuite, cette priorisation

[32] https://afrobarometer.org/data/311.

[33] Dori : petits ruminants, niébé, pisciculture, produits laitiers, énergie solaire, exploitation aurifère artisanale, engraissement du bétail, confection, tourisme, restauration, tissage, cuir ; Fada N'Gourma : petits ruminants, niébé, volaille, confection, exploitation aurifère artisanale, entretien des motos, métallurgie, apiculture, riz, tourisme, coiffure, bovins, maïs, arachide, soja, menuiserie et transport urbain.

[34] Sur la base des résultats du classement initial, les participants aux ateliers ont classé les différentes chaînes de valeur selon le cadre présenté à l'annexe 1. La liste des chaînes de valeur présélectionnées et leur classement lors des ateliers sont présentés à l'annexe 2.

a été revue et confirmée lors d'ateliers dans chacune des deux villes.[35] Les trois ateliers comprenaient des parties prenantes du gouvernement et du secteur privé. Les ateliers de Dori et de Fada N'Gourma ont en outre vu la participation de jeunes locaux afin de leur donner la parole dans la sélection des chaînes de valeur. Lors du classement des chaînes de valeur, il a été demandé aux participants d'inclure la capacité des chaînes de valeur à absorber les jeunes ayant des compétences et des ressources limitées. Le résultat de tous les ateliers a été la sélection de trois chaînes de valeur par ville ayant un potentiel économique avéré ainsi que des possibilités d'emploi pour les jeunes.

29. **Une analyse approfondie des chaînes de valeur prioritaires a ensuite été réalisée afin d'identifier le potentiel concret d'(auto-)emploi pour les jeunes.** L'analyse approfondie a consisté à cartographier les chaînes de valeur et leurs fonctions, à identifier les acteurs intervenant aux différents maillons de la chaîne de valeur, à mener des entretiens avec au moins un représentant de chaque type d'acteur à chaque maillon et à collecter des données supplémentaires sur chaque chaîne de valeur. Bien que l'analyse se concentre sur les dynamiques au sein des chaînes de valeur sélectionnées, des liens occasionnels sont établis avec d'autres chaînes de valeur où des complémentarités ont été identifiées. En raison des contraintes de données, l'analyse s'abstient d'estimer les potentiels d'emploi dans les chaînes de valeur identifiées.

30. **La période d'étude a coïncidé avec l'aggravation de l'insécurité, l'augmentation des déplacements et la pandémie de COVID-19, ce qui a rendu nécessaire des adaptations méthodologiques.** Pour tenir compte de la pandémie de COVID-19, les données EHCVM d'avant la pandémie ont été combinées avec le HFPS collecté pendant la pandémie. La collecte de données qualitatives a également eu lieu avant et après la pandémie afin de pouvoir évaluer ses impacts. Au cours de la collecte de données qualitatives, les impacts spécifiques de la fragilité ont été discutés avec les répondants. La hiérarchisation des chaînes de valeur (qui a été réalisée de manière participative) nécessitait de la part des participants la prise en compte de la fragilité et ses impacts potentiels dans l'examen du potentiel d'emploi pour les jeunes dans les chaînes de valeur sélectionnées et un accent particulier a été mis sur les opportunités d'emploi pour les jeunes qui nécessitent peu de ressources existantes et créent des compétences transversales applicables au cas où les conditions continueraient à se détériorer. Ainsi, l'analyse a également permis de s'assurer que les opportunités d'emploi sont disponibles pour les jeunes particulièrement vulnérables tels que les PDI. Par exemple, les opportunités d'emploi nécessitant peu ou pas d'accès aux actifs et une éducation ou des compétences limitées ont été privilégiées, tout comme les activités transversales et le travail indépendant permettant aux jeunes de s'adapter à des conditions changeantes. Les considérations relatives à la capacité d'absorption des chaînes de valeur étaient particulièrement importantes compte tenu de la croissance démographique.

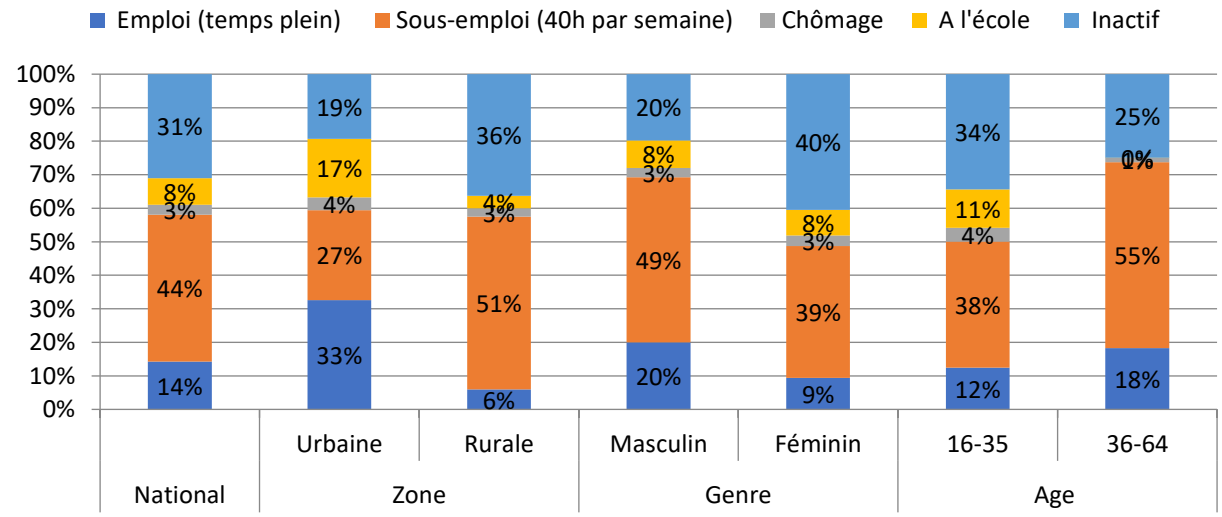
[35] Il était initialement prévu de n'organiser que deux ateliers, un dans chaque ville. Toutefois, en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions de voyage qui en découlent, les ateliers ont dû être séparés.

# L'emploi des jeunes : Le statu quo

## Emploi et sous-emploi au niveau national

31. **Alors que le chômage est faible au Burkina Faso, le sous-emploi et l'inactivité restent un défi important.** Comme le montre la Figure 1, le taux de chômage au niveau national est de 3 % et 58 % des individus en âge de travailler (15-64 ans) ont un emploi. Toutefois, le sous-emploi[36] reste élevé, puisque 44 % de la population en âge de travailler est considérée comme sous-employée, ce qui correspond à 75 % des personnes qui ont un emploi rémunéré. Le sous-emploi (sur la base d'une semaine de travail de 40 heures) est particulièrement prononcé dans les zones rurales, chez les hommes et chez les personnes âgées de 36 à 64 ans. Les jeunes (16-35 ans) affichent un taux d'inactivité[37] élevé (34 %) par rapport au groupe d'âge des 36-64 ans (25 %).[38] L'inactivité et le chômage combinés constituent ce que l'on appelle le taux de NEET, qui mesure le taux d'individus qui ne sont pas en emploi, en éducation ou en formation.[39] Le taux NEET national des jeunes au Burkina Faso s'est donc établi à 38 % en 2018/19, dépassant largement la moyenne africaine d'environ 20 %.[40]

Figure 1 : Résultats en matière d'emploi au niveau national



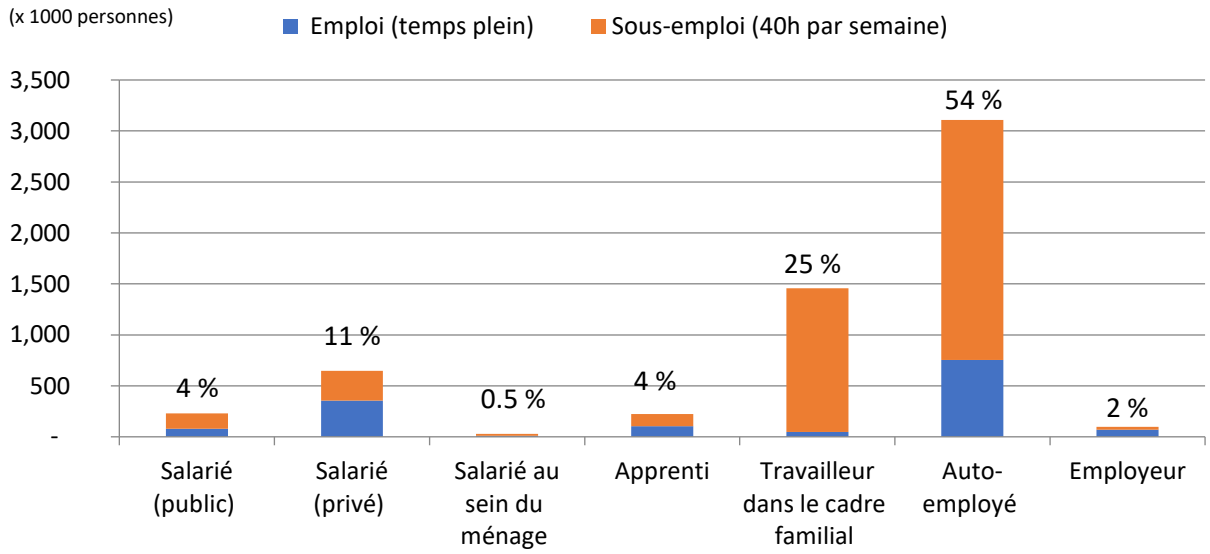

Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

32. **La plupart des travailleurs gagnent leur vie grâce à des activités d'auto-emploi dans lesquelles le sous-emploi est particulièrement prononcé.** Les données de l'EHCVM 2018/19 montrent que l'emploi salarié ne représente que 15,5 % de l'emploi alors que 54 % des individus en âge de travailler sont indépendants ou auto-employé. Par ailleurs, 25 % travaillent dans le cadre de la famille. Si le sous-emploi est pertinent dans tous les types d'emploi, les indépendants et les travailleurs familiaux sont

[36] Défini comme le pourcentage d'individus travaillant moins d'une semaine de travail standard de 40 heures.
[37] Les personnes inactives sont définies comme celles qui ne font pas partie de la population active, c'est-à-dire qui ne sont ni employées ni au chômage (sans emploi, disponibles et à la recherche d'un emploi) ; voir, par exemple, https://ilostat.ilo.org/persons-outside-the-labour-force-how-inactive-are-they-really/.
[38] Le taux d'inactivité comparativement élevé pourrait s'expliquer en partie par le fait que certaines parties de la collecte de l'enquête EHCVM ont été réalisées en dehors de la saison agricole, durant laquelle les individus ont tendance à être plus oisifs.
[39] Voir https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_343153.pdf pour une définition.
[40] https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_737670.pdf.

particulièrement concernés, 76 % des premiers et 97 % des seconds travaillant moins de 40 heures par semaine (Figure 2).

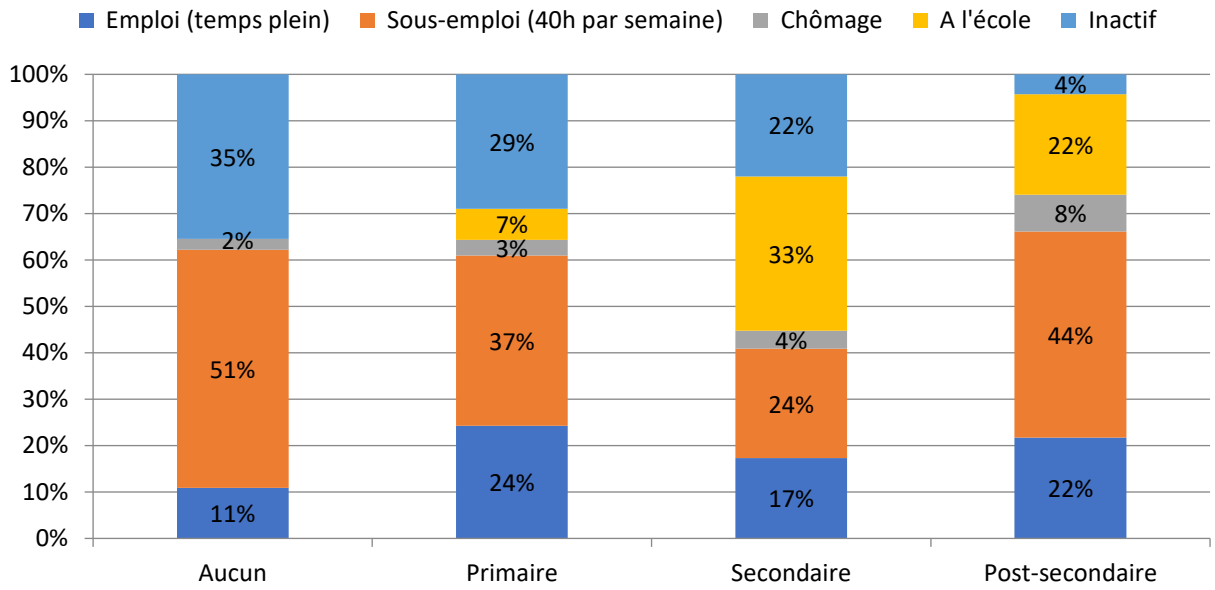
Figure 2 : Emploi et sous-emploi par source de salaire




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

33. **Le taux de chômage reste relativement constant quel que soit le niveau d'éducation, mais l'inactivité diminue d'une manière importante avec un niveau d'éducation plus élevé.** Les personnes ayant fait au moins des études postsecondaires ont une probabilité d'être inactives de 4 %, ce qui est nettement inférieur à celles ayant fait des études secondaires (22 %), primaires (29 %) ou n'ayant pas fait d'études (35 %). Cependant, leurs taux de chômage et de sous-emploi sont les deuxièmes plus élevés que ceux des personnes sans éducation (Figure 3). Ces chiffres peuvent s'expliquer par leur aspiration à un emploi formel, mais leur incapacité à en trouver un, ce qui est également indiqué par les résultats qualitatifs des jeunes ayant un niveau d'éducation plus élevé à Dori et Fada N'Gourma, présentés ci-dessous.

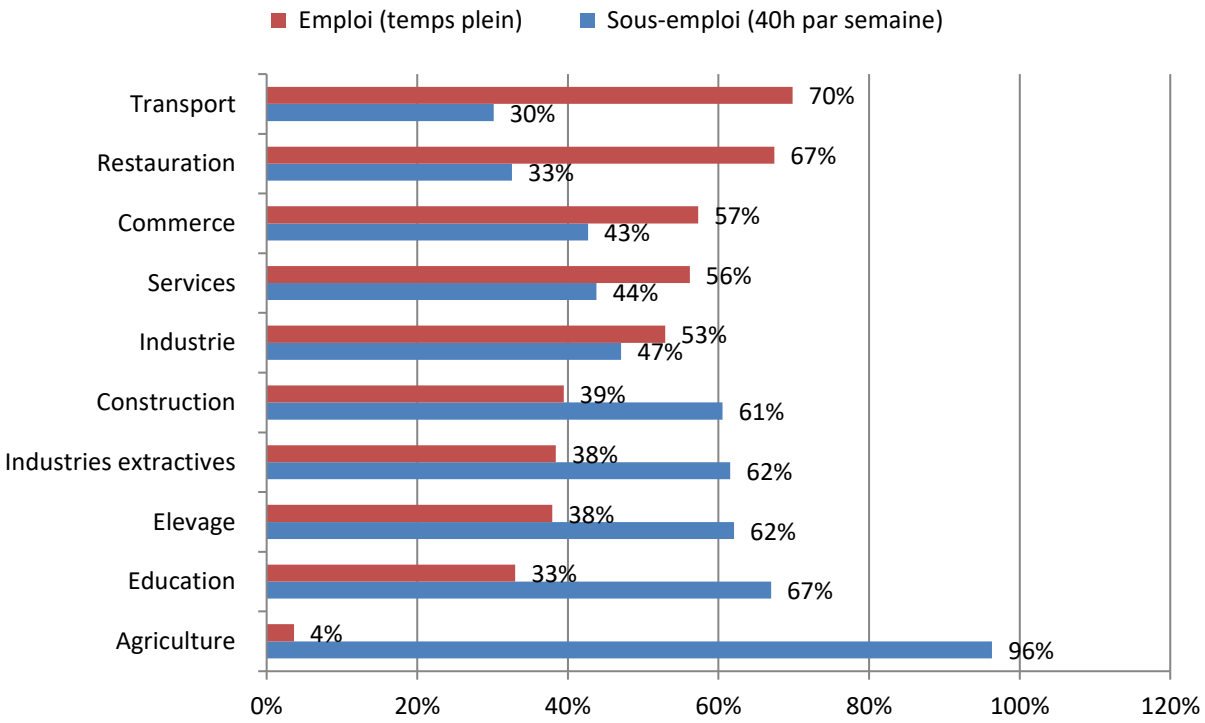
Figure 3 : Résultats en matière d'emploi par niveau d'éducation




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

34. **Le sous-emploi est particulièrement répandu dans les activités saisonnières.** Les personnes employées dans les secteurs agropastoraux ont tendance à présenter les taux de sous-emploi les plus élevés. On estime qu'environ 96 % des personnes travaillant dans l'agriculture et 62 % de celles travaillant dans l'élevage sont sous-employées, ce qui est très probablement dû à la nature hautement saisonnière de ces secteurs. Le secteur de l'éducation affiche des taux de sous-emploi tout aussi élevés (67 %), ce qui pourrait s'expliquer par les pauses prolongées tout au long de l'année. Le secteur tertiaire offre les taux de sous-emploi les plus bas, tandis que les employés du secteur secondaire présentent des taux de sous-emploi et d'emploi à temps plein à peu près égaux (Figure 4).

Figure 4 : Résultats de l'emploi par secteur




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

## Impact de la pandémie de COVID-19

35. **Si la pandémie de COVID-19 n'a pas entraîné de baisse discernable de l'emploi, certains éléments indiquent que le sous-emploi a augmenté au début de la pandémie.** Comme le montre la Figure 5, la plupart des répondants déclarant avoir un emploi est passée de 80,1 % lors de la première vague[41] du HFPS (juin/juillet 2020) à 91,2 % lors de la quatrième vague (novembre/décembre 2020), soit le taux le plus élevé de toute la période d'étude. Au cours de cette période, l'emploi était plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Le taux d'emploi est ensuite retombé à environ 80 % lors de la huitième et dernière vague (mars/avril 2021), ce qui s'explique très probablement par la fluctuation saisonnière du travail agricole. Il n'y a pas eu de baisse du taux d'emploi tout au long de la pandémie.[42] Cette stabilité relative masque toutefois une dynamique importante : près de 13 % de la population est passée de l'activité à l'inactivité, tandis que 16 % supplémentaires sont passés de l'inactivité à l'activité.[43] En outre, lors des deuxième et troisième cycles du HFPS, 10 % et 11 % des ménages, respectivement, ont

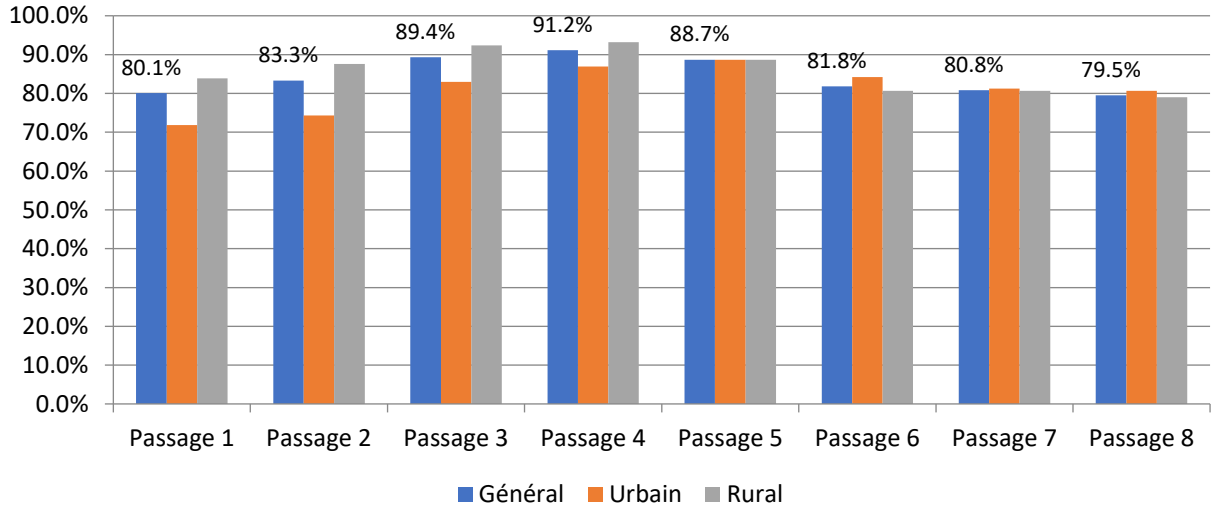
[41] Passage 1 (9 juin-1erjuillet 2020), passage 2 (20 juillet-14 août 2020), passage 3 (12 septembre-21 octobre 2020), passage 4 (6 novembre-2 décembre 2020), passage 5 (9-30 décembre 2020), passage 6 (15 janvier-1er février 2021), passage 7 (12 février-2 mars 2021), passage 8 (13 mars-1er avril 2021).

[42] En fait, le taux d'emploi calculé a été plus élevé que la moyenne nationale de 58 pour cent estimée à l'aide de l'EHCVM 2018/19 présenté ci-dessus bien qu'il y ait des défis dans cette comparaison directe car le HFPS ne demande qu'un seul membre du ménage alors que l'EHCVM a désagrégé les informations par membres du ménage, ce qui peut conduire à une surestimation de l'emploi dans le HFPS.

[43] INSD et Banque mondiale. 2021. *COVID-19 Suivi de l'impact au niveau des ménages : Burkina Faso.* Mémoire n° 7.

déclaré avoir dû réduire leur temps de travail, en particulier au début de la pandémie, ce qui suggère que la pandémie a entraîné une augmentation du sous-emploi.[44]

Figure 5 : Taux d'emploi tout au long de la pandémie de COVID-19

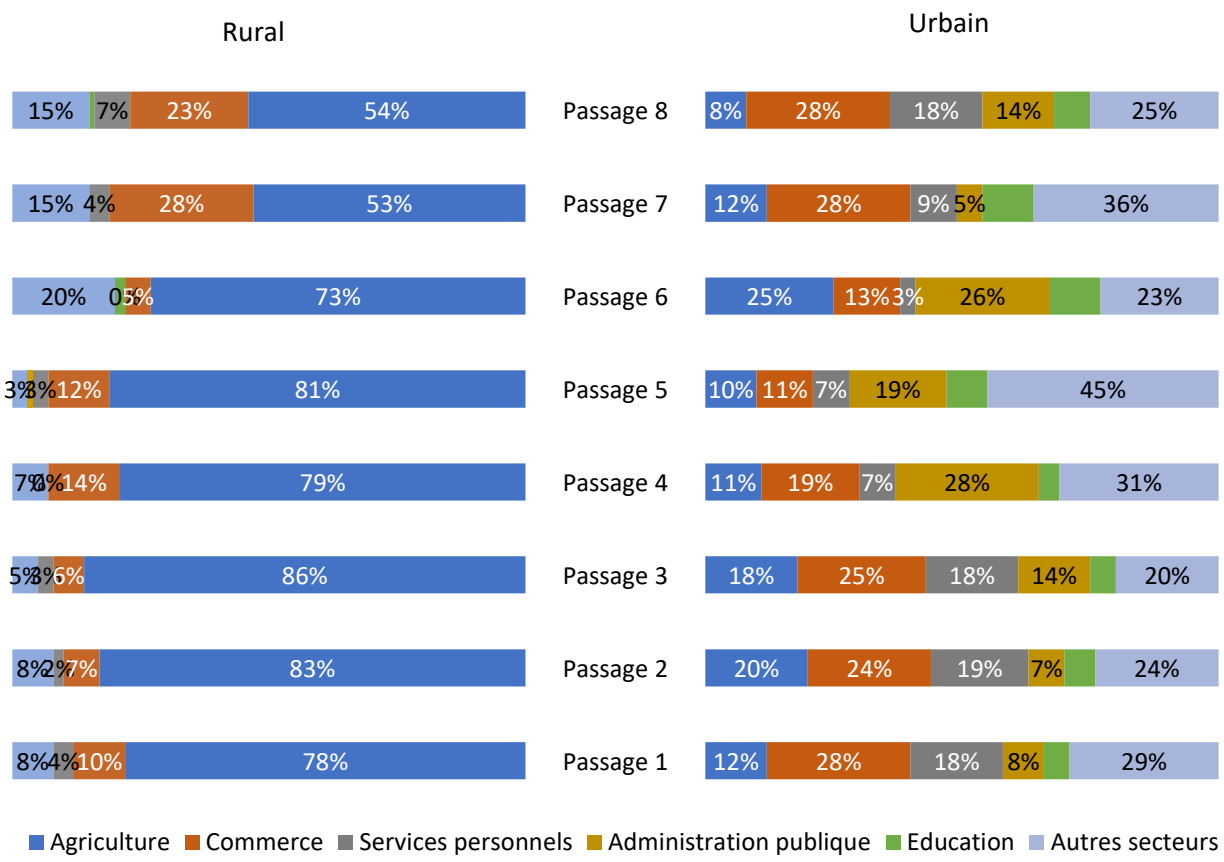



Source : Basé sur le HFPS 2020/2021.

36. **De même, les activités d'emploi dans les différents secteurs présentent une certaine fluctuation saisonnière mais aucun changement significatif dû à la pandémie de COVID-19.** Le secteur agricole domine les activités d'emploi dans les zones rurales, tandis que les services et le commerce jouent un rôle dominant dans les milieux urbains. La diminution de la part des activités agricoles d'environ 80 % entre juin 2020 et janvier 2021 s'explique très probablement par des effets saisonniers et moins par un changement structurel (Figure 6).

[44] Le premier tour du HFPS a utilisé une formulation légèrement différente de la question, ce qui explique pourquoi elle n'a pas été incluse dans l'analyse.

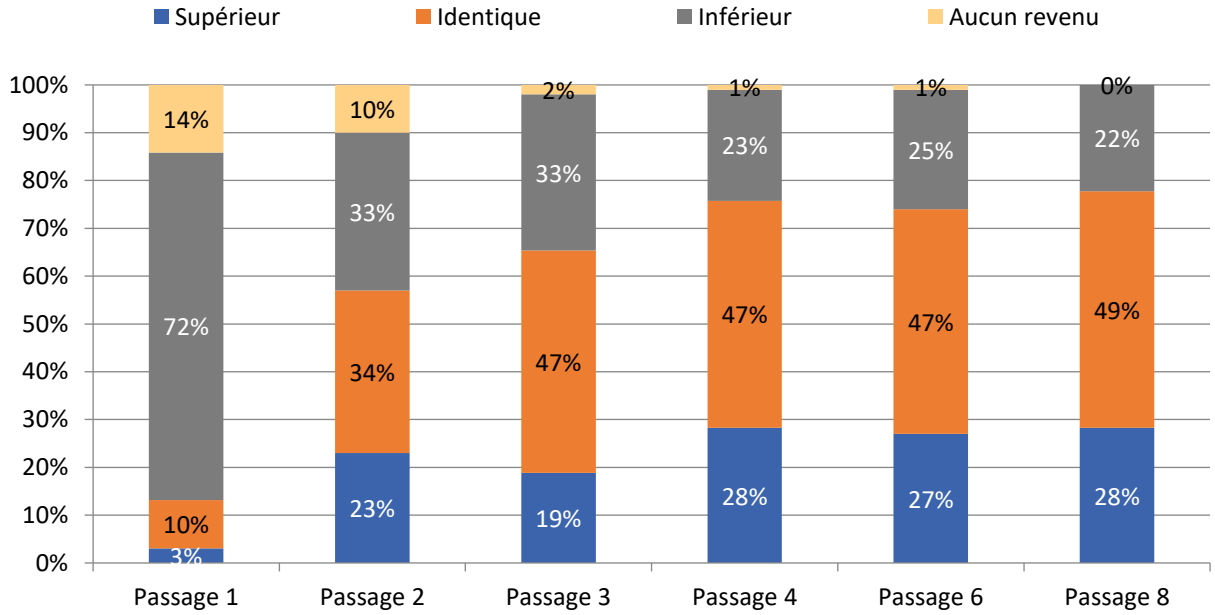
Figure 6 : Composition sectorielle de l'emploi pendant la pandémie de COVID-19




Source : Basé sur le HFPS 2020/2021.

37. **Cependant, le revenu non agricole a connu une baisse significative en raison de la pandémie.** Au début de la pandémie, 86 % des ménages ont déclaré des revenus inférieurs à la normale ou aucun revenu provenant d'activités non agricoles, peut-être parce qu'ils ont dû cesser leurs activités génératrices de revenus ou que la demande a diminué en raison des impacts socio-économiques de la pandémie. Tout au long de la pandémie, les ménages continuent de signaler une diminution de leurs revenus d'un mois à l'autre, mais à un taux plus faible qu'immédiatement après l'apparition de COVID-19 (Figure 7).

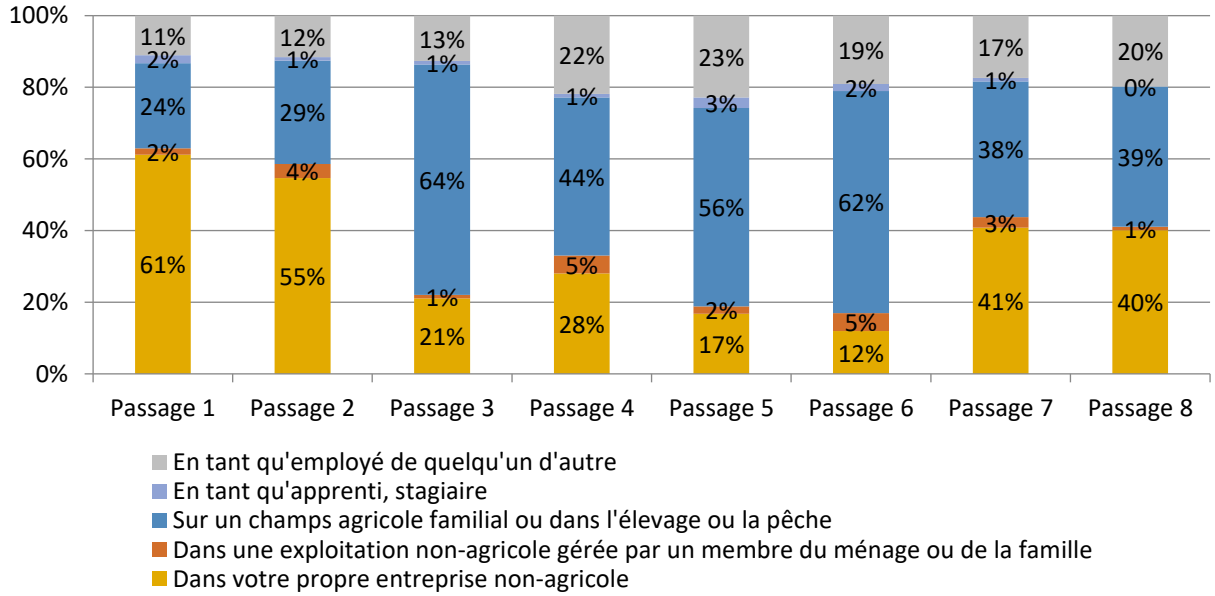
Figure 7 : Évolution du revenu tout au long de la pandémie de COVID-19 (de la première à la huitième vague de collecte de données du HFPS)




Source : Basé sur le HFPS 2020/2021.

38. **Par conséquent, les ménages ont été contraints de passer de sources de revenus plus diversifiées à de revenu agricole.** Comme le montre la Figure 8, entre juin 2020 et janvier 2021, la part des individus déclarant des activités d'auto-emploi a diminué de 61 % à 12 % et n'a commencé à se redresser qu'en février 2021. Cela coïncide avec la diminution de l'importance du secteur agricole dans les opportunités d'emploi identifiées dans la Figure 6. Au lieu de poursuivre des activités génératrices de revenus en dehors de l'agriculture, les personnes déclarent une augmentation significative des activités agricoles (de 24 % en juin 2020 à 64 % en septembre/octobre 2020).

Figure 8 : Sources de revenus tout au long de la pandémie de COVID-19




Source : Basé sur le HFPS 2020/2021.

39. **Les jeunes interrogés ont souligné les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 sur leurs opportunités de revenus, qui avaient déjà souffert de l'impact de l'insécurité.** Dans les deux villes, les jeunes ont évoqué une détérioration de leurs opportunités économiques. Certains jeunes ont déclaré avoir perdu leur emploi à cause de la pandémie, mettant en avant les différents canaux de transmission. Le ralentissement économique général a fait baisser la demande. Les mesures prises par le gouvernement pour contenir la propagation du virus, telles que la fermeture des frontières et un couvre-feu, ont encore affecté les activités économiques. Les jeunes ont observé une réduction de l'activité, notamment dans le secteur des transports qui joue un rôle important dans les deux villes étant donné leur proximité des frontières. Une personne interrogée à Dori travaillant dans le secteur des transports a déclaré s'être retrouvée au chômage avec 30 de ses pairs. D'autres ont indiqué que s'ils ont pu conserver leur emploi, leurs heures de travail et par conséquent leurs salaires ont été réduits. Ces effets s'ajoutent aux effets négatifs déjà existants de l'insécurité politique, que les jeunes de Dori et de Fada N'Gourma signalent également.

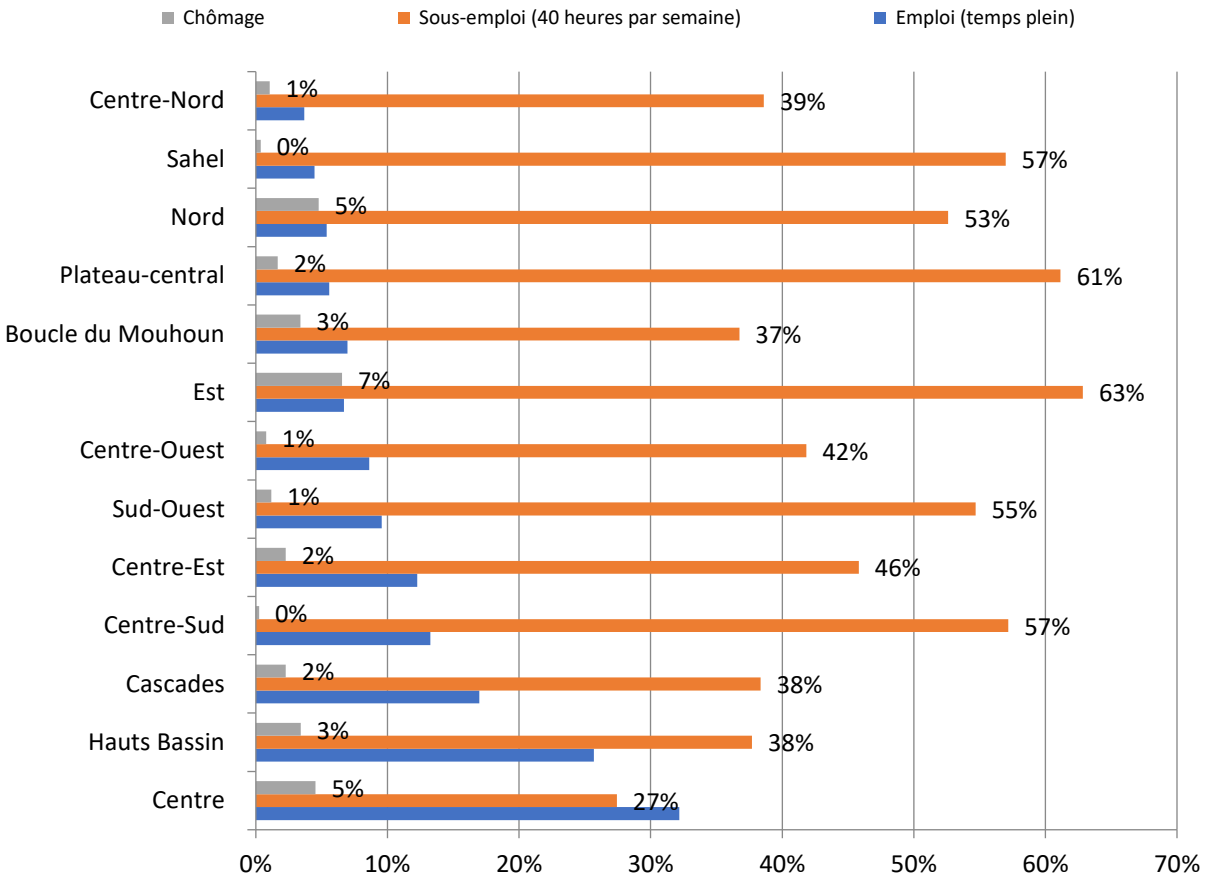
## Emploi et sous-emploi dans la zone d'étude

40. **La région de l'Est présente le plus haut niveau de chômage et de sous-emploi du pays.** Les données 2018/19 de l'EHCVM présentées dans la Figure 9indiquent que le sous-emploi dans la région de l'Est, dont Fada N'Gourma est le chef-lieu, atteint 63 %, contre une moyenne nationale de 44 % (voir Figure 1). La région du Sahel, dont Dori est le chef-lieu, dépasse également la moyenne nationale avec un taux de sous-emploi de 57 % (le troisième plus élevé parmi les 13 régions du pays). Ces niveaux élevés de sous-emploi pourraient être en partie dû au fait que la collecte des données de l'EHCVM coïncidait avec la basse saison agricole dans les deux régions rurales ainsi qu'avec la détérioration de la situation sécuritaire. Cependant, alors que la région du Sahel affiche un taux de chômage presque nul, la région de l'Est a le taux de chômage le plus élevé du pays avec 7 %, soit 4 % de plus que la moyenne nationale.

41. **Les niveaux comparativement élevés de chômage et de sous-emploi dans ces deux régions pourraient être en partie liés à la détérioration de la situation sécuritaire.** Les jeunes interrogés soulignent unanimement que l'insécurité a eu un impact négatif sur leurs opportunités d'emploi. À Fada N'Gourma, par exemple, les jeunes ont souligné qu'ils avaient dû abandonner leurs activités agricoles dans les zones touchées par l'instabilité. Ceux qui font le petit commerce ont dénoncé leur incapacité à se rendre sur les marchés environnants. De plus, le couvre-feu imposé entre 21 heures et 5 heures du matin en raison de l'insécurité a eu un impact négatif sur les activités économiques se déroulant aux heures concernées, comme le secteur de l'hôtellerie. Enfin, l'insécurité a entraîné la suspension d'un certain nombre de projets soutenus par des organisations non gouvernementales (ONG), ce qui affecte les activités des jeunes. Dans la région du Sahel, les militants ont de plus en plus ciblé les mines d'or artisanales, qui représentent une source importante d'emplois dans la région, ce qui a entraîné des déplacements et des pertes d'emplois.[45]

[45] Voir, par exemple, le Financial Times. 2021. *Instabilité au Sahel : Comment la ruée vers l'or des djihadistes alimente la violence en Afrique.* https://www.ft.com/content/8ff4c2ca-7ac3-4f3b-96ba-6fb74bbb60d5.

Figure 9 : Résultats en matière d'emploi par région



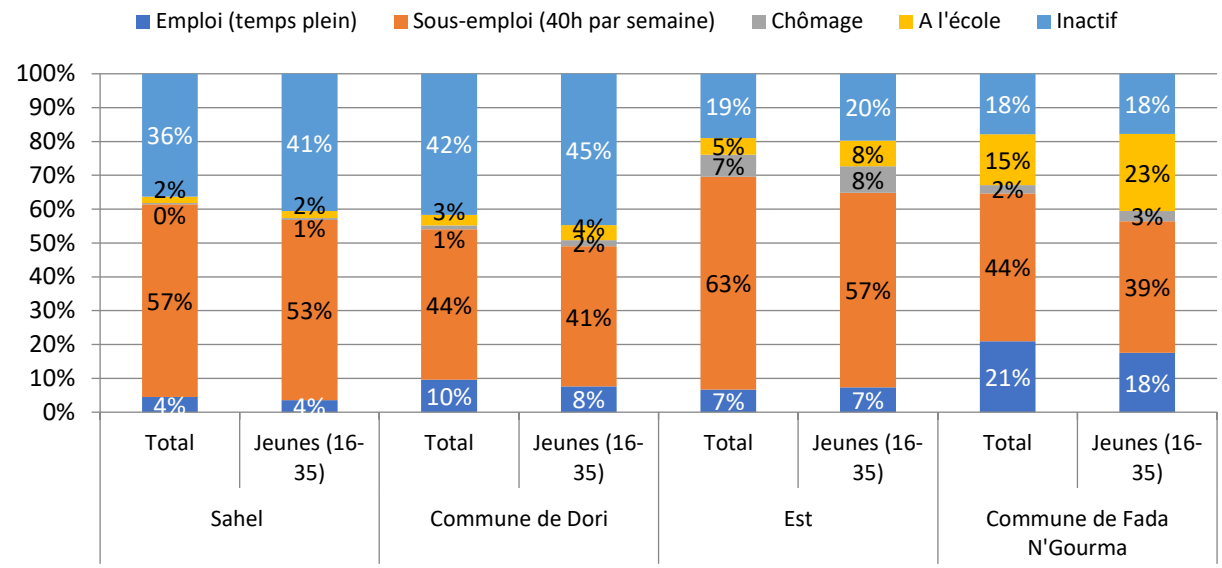

Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

42. **Les résultats en matière d'emploi présentent des différences importantes entre Dori et Fada N'Gourma.** Alors que le taux d'emploi à Fada N'Gourma est de 65 %, il n'est que de 54 % à Dori. Le taux d'inactivité de 42 % à Dori est plus de deux fois supérieur à celui de Fada N'Gourma, ce qui est aussi probablement dû en partie au fait que la collecte de données à Dori a eu lieu en grande partie entre avril et juin 2019 et, dans une moindre mesure, en novembre et décembre 2018, ce qui se situe en dehors de la saison agricole qui va généralement de juin à octobre. À Fada N'Gourma, 15 % de la population en âge de travailler suit une formation, ce qui s'aligne sur le niveau d'éducation globalement plus élevé dans cette ville (voir ci-dessous) et sur les rapports de jeunes instruits qui attendent un emploi formel. Les taux de sous-emploi dans les deux villes sont presque identiques, mais Fada N'Gourma affiche un niveau plus élevé d'emploi à temps plein (voir Figure 10).

43. **Dans les deux régions, les jeunes sont moins bien lotis que leurs pairs plus âgés, mais à Dori en particulier, les jeunes sont confrontés à des niveaux très élevés d'inactivité et de chômage.** Comme le montre la Figure 10, les jeunes ont des taux d'emploi plus faibles et des taux d'inactivité plus élevés que les personnes âgées de 36 ans et plus dans les régions du Sahel et de l'Est. De même, les jeunes affichent des résultats en matière d'emploi légèrement inférieurs à ceux de leurs homologues plus âgés dans les villes de Dori et de Fada N'Gourma. Cependant, les jeunes de Fada N'Gourma s'en sortent beaucoup mieux que ceux de Dori. Leur taux d'emploi est supérieur de 8 points de pourcentage et, plus frappant encore, leur taux de NEET de 21 % est nettement inférieur à celui des jeunes de Dori, qui s'élève à 47 %. Cela

s'explique en partie par les taux beaucoup plus élevés de jeunes scolarisés ou en formation à Fada N'Gourma et par les taux d'emploi plus élevés.

Figure 10 : Résultats de l'emploi dans les régions de l'Est et du Sahel et à Dori et Fada N'Gourma

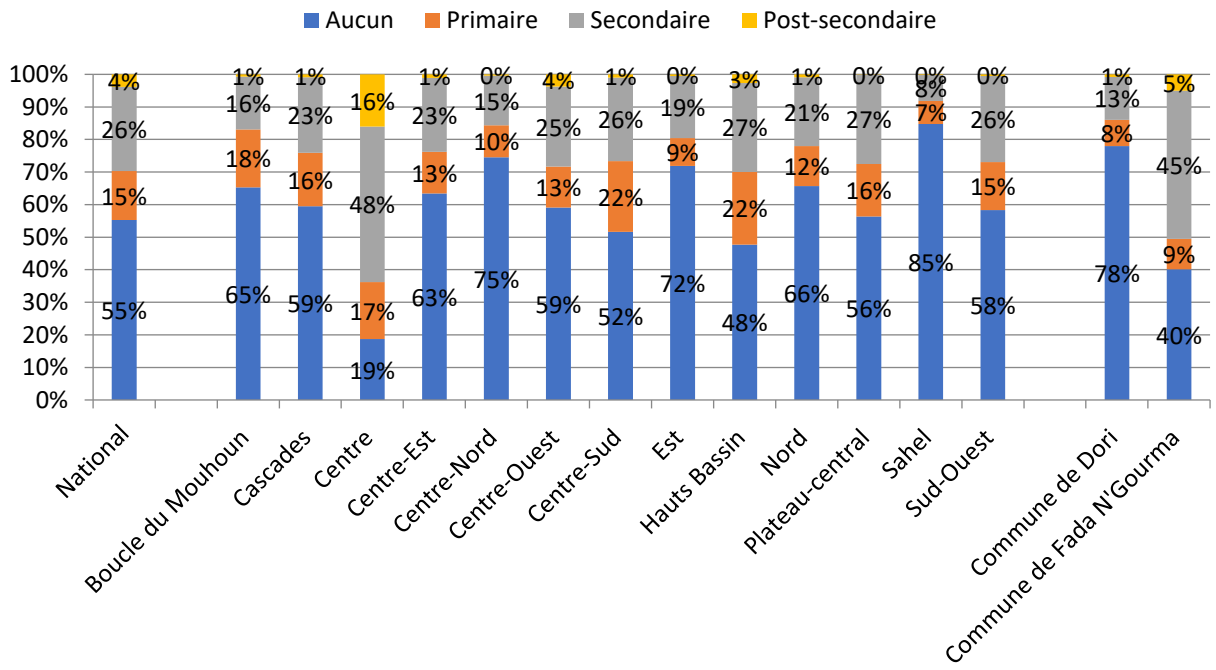



Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

## Un portrait de la jeunesse : Compétences, aspirations, contraintes et opportunités perçues

44. **Plus de la moitié des jeunes âgés de 16 à 35 ans ne sont jamais allés à l'école.** Comme le montre la Figure 11, 55 pour cent des jeunes n'ont terminé aucun niveau d'éducation. Environ 15 % ont un diplôme de l'école primaire, 26 % ont terminé l'enseignement secondaire et seulement 4 % sont allés au-delà du secondaire. La région du Sahel présente les résultats les plus faibles en matière d'éducation, 85 % des jeunes n'étant pas du tout allés à l'école. Bien que Dori, en tant que centre urbain, affiche un niveau d'éducation légèrement plus élevé, il reste faible, 78 % des jeunes n'ayant pas fréquenté d'école. La région de l'Est a le troisième niveau d'éducation le plus bas parmi les 13 régions du pays. Près des trois quarts (72 % des jeunes) de la région ne sont pas allés à l'école, mais 19 % ont terminé l'enseignement secondaire. À Fada N'Gourma, le niveau d'éducation est supérieur à celui de la région et à la moyenne nationale, 59 % des jeunes ayant terminé une forme d'éducation.

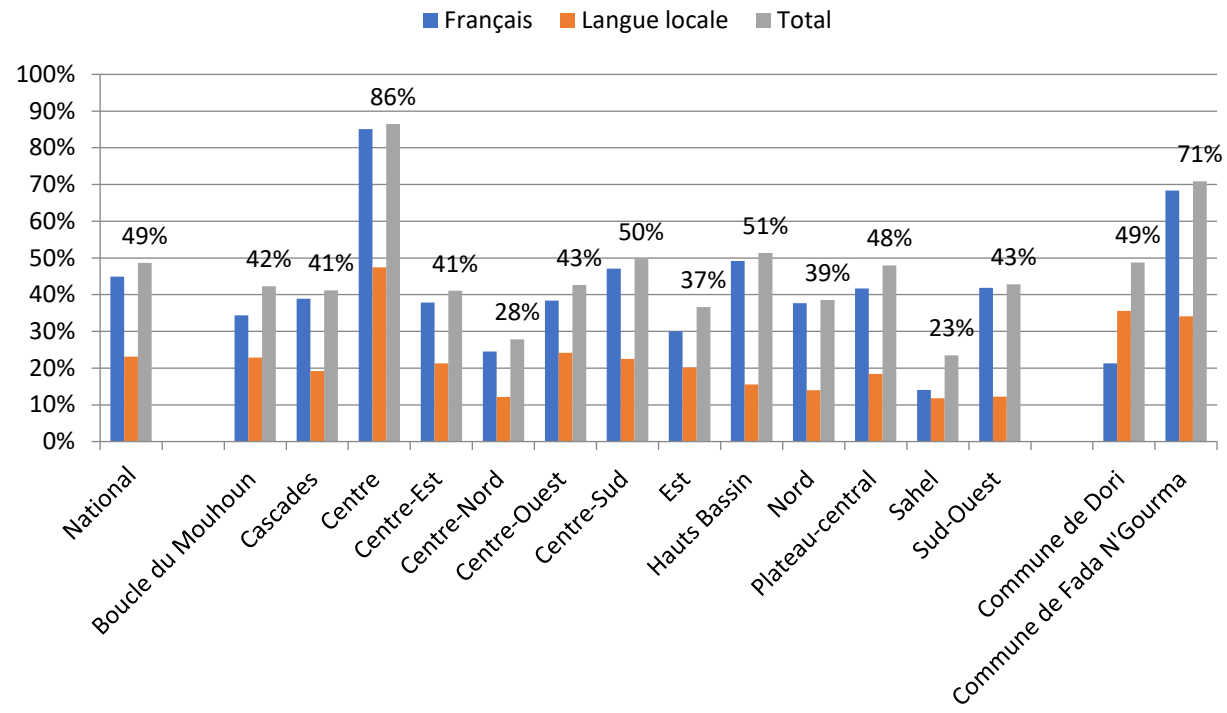
Figure 11 : Niveau d'éducation des jeunes aux niveaux national, régional et local




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

45. **Le taux d'alphabétisation des jeunes est de 49 % au niveau national avec des différences significatives entre les régions.** Les taux d'alphabétisation des jeunes dans les régions de l'Est et du Sahel sont inférieurs à la moyenne nationale. Dans la région de l'Est, 37 % des jeunes sont capables de lire et d'écrire en français ou dans une des langues locales, alors que seulement 23 % peuvent lire et écrire dans la région du Sahel. Les taux d'alphabétisation des jeunes sont plus élevés dans les deux centres urbains des régions, avec un taux d'alphabétisation de 49 pour cent à Dori et de 71 pour cent à Fada N'Gourma, ce qui est très probablement dû à des niveaux d'éducation générale plus élevés dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales (Figure 12).

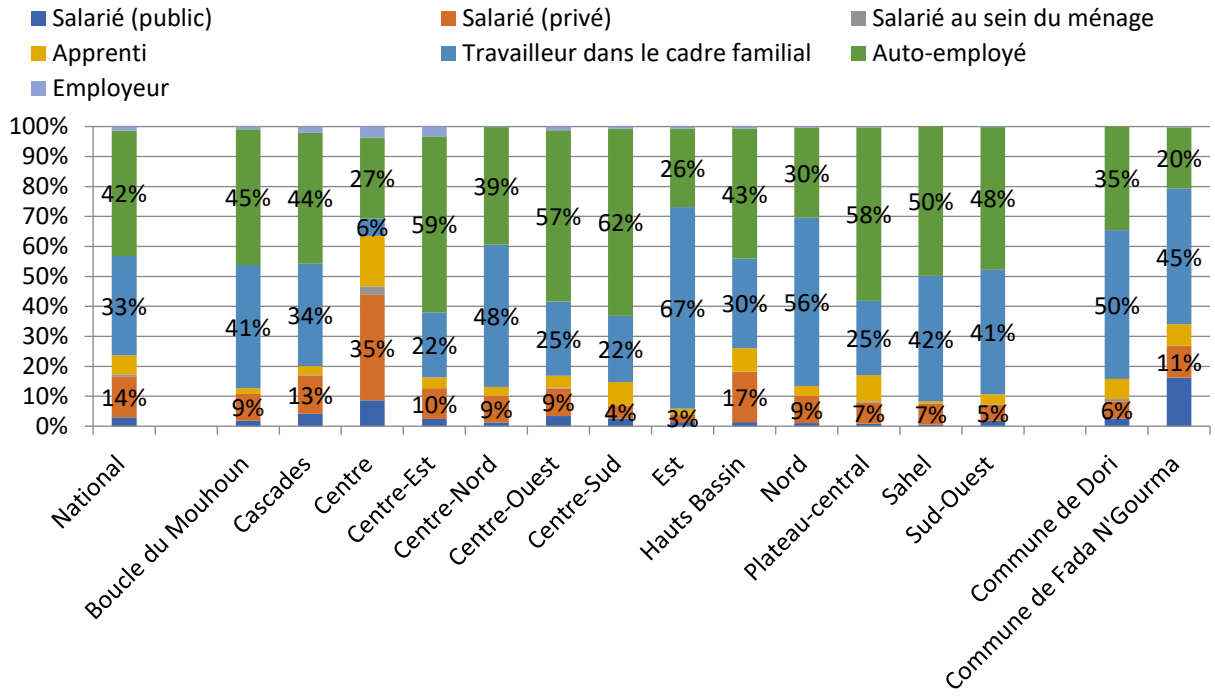
Figure 12 : Alphabétisation des jeunes aux niveaux national, régional et local




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

46. **Les jeunes occupent principalement des emplois informels et précaires.** Au niveau national, seuls 17 % des jeunes ont un emploi salarié (voir Figure 13). La plupart des jeunes travaillent dans une activité familiale (33 %) ou sont indépendants (42 %). Dans les régions de l'Est et du Sahel, l'emploi familial ou l'auto-emploi est encore plus élevé qu'au niveau national. Dans la région de l'Est, 67 % des jeunes travaillent pour un membre de la famille et 26 % sont indépendants. Seuls 4 % travaillent comme salariés. Dans la région du Sahel, la plupart des jeunes exercent un auto-emploi (50 %) et 42 % travaillent pour un membre de leur famille. Cependant, à Fada N'Gourma, où plus de la moitié des jeunes ont une certaine forme d'éducation, l'emploi salarié dépasse la moyenne nationale avec 27 % des jeunes occupant des emplois salariés. À Dori, seuls 9 % des jeunes occupent des emplois salariés, la plupart d'entre eux travaillant pour un membre de la famille (50 %) ou étant indépendants (35 %).

Figure 13 : Occupation des jeunes aux niveaux national, régional et local




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

47. **L'agriculture du mil et du sorgho et la culture des céréales et autres cultures sont les secteurs d'emploi les plus courants pour les jeunes des régions du Sahel et de l'Est, les services prenant une plus grande importance pour les jeunes des villes de Dori et Fada N'Gourma.** Comme le montrent la Figure 24à la Figure 27, les jeunes de la région du Sahel sont principalement occupés par la culture du mil et du sorgho et par la culture de céréales et d'autres plantes. L'extraction de l'or, l'élevage du bétail et des chèvres suivent. Des secteurs similaires dominent l'emploi des jeunes dans la région de l'Est, bien que les services tels que les restaurants et les activités de services personnels jouent un rôle plus important. A Dori, la culture du mil et du sorgho est le secteur d'emploi le plus important, suivi par le commerce de détail de produits alimentaires et l'élevage de bétail. À Fada N'Gourma, le secteur des services joue un rôle plus important, les activités de services personnels ainsi que les services d'administration économique et sociale générale suivant l'agriculture céréalière et les autres cultures comme secteurs d'emploi les plus importants.

48. **Cependant, des différences importantes existent entre les jeunes femmes et les jeunes hommes en ce qui concerne les secteurs d'emploi.** Dans la région du Sahel, l'exploitation de l'or est dominée par les hommes, alors que l'élevage de chèvres est une activité presque exclusivement féminine. Dans la région de l'Est, on observe un équilibre entre hommes et femmes dans la plupart des secteurs, à l'exception des activités minières, qui sont exclusivement exercées par des hommes, et de la fabrication de produits vestimentaires, dans laquelle les jeunes hommes ne sont pas représentés. A Dori, la vente au détail de produits alimentaires et la culture de céréales et d'autres plantes sont exclusivement le fait de jeunes hommes. Les femmes dominent la fabrication de produits alimentaires et l'élevage de chèvres. Fada N'Gourma présente un tableau différent, où les jeunes femmes dominent la culture des céréales et autres produits ainsi que le commerce de détail. La fabrication de vêtements est assurée par les femmes,

mais leur vente en détail est assurée par les hommes. Les jeunes hommes dominent le secteur de l'élevage à Fada N'Gourma.

49. **Dans l'ensemble, les jeunes femmes ont tendance à être défavorisées sur le marché du travail, en particulier dans la zone d'étude.** Au niveau national, l'alphabétisation est significativement plus faible chez les femmes âgées de 16 à 35 ans que chez les hommes du même âge. Le taux d'alphabétisation global est de 49 %, alors que celui des jeunes femmes n'est que de 41 % contre 58 % pour les jeunes hommes. A Fada N'Gourma, près de 20 points de pourcentage séparent les jeunes femmes des jeunes hommes en matière d'alphabétisation (64 % contre 82 %). Alors que 72 % des jeunes hommes de Fada N'Gourma ont un certain niveau d'éducation, seulement 53 % des jeunes femmes sont dans ce cas. À Dori, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction sont comparativement faibles pour les hommes âgés de 16 à 35 ans et les femmes du même âge, bien que les femmes soient moins susceptibles d'avoir achevé des études supérieures que les hommes. En conséquence, les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des emplois précaires que les hommes. Au niveau national, 84 % des femmes travaillent soit à leur compte, soit dans l'exploitation familiale, contre 67 % pour les hommes. À Dori, seulement 10 % des femmes ont une forme d'emploi salarié, contre 20 % pour les hommes. A Fada N'Gourma, le contraste est encore plus frappant avec 76 % des femmes travaillant à leur compte ou pour la famille et seulement 46 % des hommes (voir Figure 28 à Figure 32).

50. **Au cours des discussions de groupe, les jeunes ont souligné la nature précaire de leur situation économique dans les deux villes.** Conformément à l'analyse quantitative, les jeunes interrogés à Fada N'Gourma avaient un niveau d'éducation généralement plus élevé que ceux de Dori, mais les jeunes ont déclaré des niveaux d'éducation professionnelle globalement faibles et peu de compétences employables. Par conséquent, la plupart des jeunes interrogés ont déclaré travailler dans le secteur informel, principalement dans le commerce et les services. Un certain nombre de femmes interrogées ont déclaré travailler dans le petit commerce, la couture et la coiffure, tandis que les hommes avaient tendance à être actifs comme mécaniciens, soudeurs, gardiens ou dans le petit commerce, entre autres. Contrairement aux résultats de l'analyse des données quantitatives, les jeunes interrogés à Dori étaient plus susceptibles d'occuper un emploi formel qu'à Fada N'Gourma, ce qu'ils attribuent au grand nombre d'ONG actives à Dori.

51. **Dans les deux villes, les jeunes se disent insatisfaits de leur situation professionnelle actuelle.** Tant à Dori qu'à Fada N'Gourma, les jeunes ont souligné la faiblesse et l'instabilité de leurs revenus. Un certain nombre d'entre eux ont insisté sur le fait qu'ils dépendent essentiellement du soutien de leurs parents ou d'autres activités génératrices de revenus. Beaucoup de jeunes interrogés ne sont actuellement pas en mesure de prendre soin d'eux-mêmes ou d'épargner pour de futurs investissements. Ils considèrent également que leur emploi bénéficie d'une faible reconnaissance sociale et soulignent les longues heures de travail. L'absence de contrats de travail formels et de la sécurité de l'emploi qui y est liée, ainsi que la dépendance qui en résulte vis-à-vis de leurs employeurs informels, contribuent à l'insatisfaction des jeunes quant à leur situation économique. L'insatisfaction exprimée lors des discussions de groupe s'aligne sur les données recueillies au niveau national par le biais de l'enquête Afrobaromètre 2018, qui indique que 36 % des résidents urbains et 38 % des résidents ruraux considèrent que leurs conditions de vie actuelles sont « très mauvaises » ou « assez mauvaises ».[46]

[46] Sur la base de l'enquête Afrobaromètre 2018.

52. **Les jeunes des deux villes aspirent à un travail mieux rémunéré, plus régulier et plus sûr, ainsi qu'à la reconnaissance et au respect.** La sécurité économique semble être la principale considération des jeunes. Cependant, le sentiment d'être exploité par les employeurs, le faible niveau de respect de la part de ces derniers et la faible reconnaissance de leurs activités par la société jouent un rôle essentiel dans les aspirations des jeunes dans les deux villes. L'auto-emploi est souvent considéré comme un moyen de combiner ces deux aspirations. Ceux qui exercent déjà leurs propres activités génératrices de revenus aspirent à les faire évoluer vers des entreprises plus grandes et plus prospères, capables d'attirer des commandes plus importantes et de participer à des marchés de plus grande envergure. Les jeunes ayant un niveau d'éducation plus élevé ont tendance à aspirer à un emploi formel dans des entreprises privées ou publiques et dans l'administration publique, principalement en raison de la sécurité de l'emploi qui y est associée. À Dori, où de grandes industries extractives sont présentes et où il y a une forte densité d'ONG, les jeunes aspirent à un emploi sûr auprès des sociétés minières et des ONG et moins à créer leur propre entreprise que ceux de Fada N'Gourma.

53. **En ce qui concerne les activités indépendantes, le commerce et le transport sont le plus souvent mentionnés comme des secteurs d'aspiration, alors que l'agriculture traditionnelle et l'élevage ne semblent pas attrayants pour les jeunes.** Tant à Dori qu'à Fada N'Gourma, les jeunes mentionnent en particulier le petit commerce et le transport comme des activités dans lesquelles ils pourraient envisager un auto-emploi. Cependant, l'agriculture n'attire pas les jeunes. Les difficultés qu'ils ont observées dans la génération de leurs parents et les conditions générales difficiles de l'agriculture traditionnelle, associées à des revenus faibles et instables et à une exposition aux chocs, contribuent à cette opinion. Le mode de vie rural associé à l'agriculture et la perception générale d'un manque de statut social associé au secteur sont également des facteurs expliquant la réticence affichée. Il convient de noter que, dans certains cas, les traditions culturelles et religieuses et les perceptions sociales influencent l'intérêt pour des activités particulières. Les musulmans ont tendance à s'abstenir de travailler dans la chaîne de valeur du porc ou dans les bars qui servent de l'alcool. À Fada N'Gourma, bien que cela soit de moins en moins le cas, un système de castes a traditionnellement affecté les activités ouvertes à certaines familles, notamment dans la métallurgie. Enfin, les travaux ménagers pour les femmes et le travail de veille pour les hommes sont perçus comme étant peu reconnus socialement.

54. **Malgré leur désintérêt pour les activités agropastorales traditionnelles, les jeunes reconnaissent leur importance économique et leur potentiel d'emploi et se montrent ouverts à l'agriculture modernisée.** Les jeunes interrogés estiment que l'élevage et, dans une moindre mesure à Dori, l'agriculture pourraient leur procurer des moyens de subsistance. Ils soulignent en particulier que le secteur est familier à la plupart d'entre eux et qu'ils ont la confiance nécessaire à s'y lancer sans une formation longue et coûteuse. Toutefois, les jeunes sont conscients qu'il faudrait utiliser des techniques de production moins contraignantes et plus modernes et mieux intégrer le secteur à l'économie pour regagner leur intérêt.

55. **Les jeunes sont confrontés à une série de contraintes, notamment leur faible niveau d'éducation, la disponibilité limitée des possibilités de formation, le faible nombre global d'opportunités d'emploi disponibles et l'insuffisance des services de soutien du gouvernement.** Les jeunes interrogés lors des discussions de groupe ont tendance à avoir un faible niveau d'éducation, ce qui confirme l'analyse des données quantitatives ci-dessus. Bien que des offres de formation existent dans les deux villes, peu d'entre eux ont bénéficié de ces services, ce qui est probablement dû aux coûts associés et au consensus général parmi les jeunes selon lequel les formations ne sont pas adaptées au contexte

local et aux opportunités d'emploi disponibles localement. En raison de la demande relativement limitée de main-d'œuvre, ceux qui ont reçu des formations sont en outre en concurrence avec leurs collègues stagiaires pour un nombre limité de postes. Étant donné la faiblesse relative du secteur privé dans les deux villes, les possibilités d'emploi restent généralement faibles. Au contraire, les attentes envers le gouvernement pour résoudre les problèmes liés au chômage et à la précarité sont élevées. Cependant, les jeunes ont exprimé leur déception face à des critères d'éligibilité parfois opaques pour une aide gouvernementale insuffisante.

56. **Une autre contrainte clé soulignée par les jeunes tout au long de l'étude est l'accès au financement et à d'autres actifs comme la terre.** Les jeunes soulignent leur difficulté à obtenir les investissements initiaux nécessaires pour démarrer ou développer des activités génératrices de revenus. Le gouvernement confirme ce défi et souligne la pénurie de ressources publiques disponibles pour soutenir les jeunes et les faibles taux d'inclusion financière dans les deux villes. En outre, les jeunes soulignent la rareté croissante des terres qui peuvent être utilisées pour l'agriculture, en particulier à proximité des centres urbains.

57. **Malgré ces défis, les jeunes semblent avoir peu d'ambition de migrer à la recherche de meilleurs emplois.** Les jeunes interrogés semblent ne pas s'attendre à des opportunités d'emploi plus prometteuses ailleurs au Burkina Faso ou à l'étranger et soulignent les risques liés à la migration. Les déclarations suggèrent qu'ils préfèrent la sécurité relative et la familiarité de Dori et Fada N'Gourma. Un représentant de l'administration locale a également suggéré que les informations sur les niveaux de vie des migrants ailleurs ont servi à dissuader toute migration supplémentaire. La réticence relative des jeunes des deux villes à migrer semble confirmer les résultats de la dernière enquête Afrobaromètre qui a montré qu'en 2018, 78 % des Burkinabés urbains et 86 % des résidents des zones rurales n'envisageaient pas du tout ou peu l'émigration vers d'autres pays.[47]

## Analyse de la chaîne de valeur

58. **Les chaînes de valeur sélectionnées sont le niébé, les petits ruminants et les produits laitiers pour Dori et le niébé, les petits ruminants et les articles d'habillement pour Fada N'Gourma.** La représentation des chaînes de valeur agropastorales malgré le niveau d'attractivité relativement plus faible pour les jeunes peut s'expliquer par le rôle important que ces chaînes de valeur jouent déjà à la fois à Dori et à Fada N'Gourma, ainsi que par le potentiel élevé des chaînes de valeur agropastorales au Burkina Faso. La croissance de la production agricole au Burkina Faso a été principalement motivée par l'expansion et l'extensification des surfaces à de faibles niveaux de productivité plutôt que par la diversification et l'intensification, ce qui suggère qu'il existe encore un potentiel inexploité dans la production agricole au Burkina Faso.[48]

### Dori

59. **Les trois chaînes de valeur sélectionnées pour Dori sont le niébé, les petits ruminants et les produits laitiers.** Étant donné la culture du pastoralisme, les chaînes de valeur du lait et des petits ruminants ont une longue histoire dans la région du Sahel. Cependant, la valeur ajoutée reste limitée avec

[47] Sur la base de l'enquête Afrobaromètre 2018.
[48] Banque mondiale. 2017. *L'agriculture et l'emploi : Favoriser l'emploi productif dans le système alimentaire.*

un important potentiel d'expansion tant au niveau national que dans la région du Sahel. Les petits pois représentent un aliment de base, pour lequel la valeur ajoutée reste également limitée. Les trois chaînes de valeur représentent des activités dont les jeunes sont familiers et pour lesquelles ils possèdent des connaissances de base qui faciliteraient des engagements supplémentaires. Les analyses préliminaires et les ateliers de priorisation avec les parties prenantes nationales et locales décrits ci-dessus ont en outre montré que l'échelle et la portée existantes, la compétitivité et le potentiel de création d'emplois de ces chaînes de valeur étaient prometteurs. L'importance accordée aux chaînes de valeur agricoles à Dori (et à Fada N'Gourma) malgré le faible niveau d'attractivité du secteur pour les jeunes est principalement due à la familiarité des jeunes avec les activités connexes et le potentiel de ces chaînes de valeur.

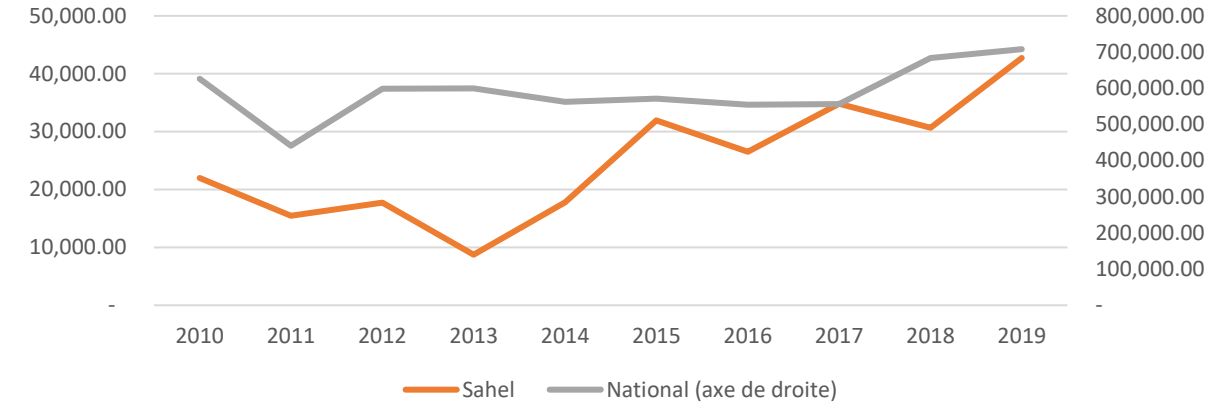
60. **Les jeunes ont confirmé le potentiel de leur emploi dans ces trois chaînes.** Lors des discussions de groupe à Dori, ils ont souligné que le niébé constitue actuellement le moyen de subsistance et le potentiel supplémentaire, en particulier pour les jeunes femmes. Les jeunes hommes cultivent des céréales et d'autres cultures à Dori et les jeunes femmes le font aussi plus largement dans la région du Sahel (Figure 24et Figure 26). Les jeunes ont en outre confirmé qu'ils sont déjà actifs dans l'achat, l'engraissement et la revente de petits ruminants. Environ 10 % des jeunes femmes dans le Sahel et 11 % à Dori s'adonnent à l'élevage de moutons et de chèvres. Un jeune homme a suggéré que cette activité permet déjà à de nombreux jeunes de survivre.[49] Selon les jeunes interrogés, certains jeunes sont déjà impliqués dans la production laitière, notamment dans la collecte du lait auprès des producteurs et la vente à l'une des usines laitières de la ville. L'élevage de bovins représente une activité importante pour environ 1 700 jeunes femmes et hommes à Dori. Dans l'ensemble, les jeunes ont confirmé le choix des chaînes de valeur comme offrant un potentiel d'emploi.

### Niébé

61. **Le niébé joue un rôle croissant dans la consommation et les exportations au Burkina Faso en général, mais aussi de plus en plus dans la région du Sahel.** Entre 2010 et 2019, la production a augmenté de 94 % dans la région du Sahel, faisant passer la part de la région dans la production nationale de 4 % à 6 %, contre une croissance de seulement 13 % au niveau national sur la même période (Figure 14). De même, alors que la superficie cultivée en niébé a augmenté de 180 % au niveau national entre 2010 et 2019, la région du Sahel a connu une augmentation de 370 % sur la même période. La région du Sahel a en outre une production par ha nettement plus élevée (8 tonnes dans le Sahel contre 2 tonnes au niveau national en 2019), ce qui fait que la région du Sahel a contribué à 6 % de la production nationale en 2019 tout en utilisant seulement 1,5 % de la superficie cultivée au niveau national.[50] La consommation nationale reste inférieure à celle des autres pays[51] et la croissance démographique est élevée, ce qui indique une potentielle augmentation de la demande.

[49] Discussion du groupe de discussion tenue le 6 mars 2021.
[50] D'après le Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-Agricoles et de la Mécanisation (MAAH) Annuaire Statistiques Agricoles 2019.
[51] 12,75 kg par habitant et par an au Burkina Faso (voir, par exemple, Famine Early Warning System. *Les Fondamentaux du Marché des Denrées de Base et du Betail au Burkina Faso.* Septembre 2017) contre 38 kg par habitant et par an au Bénin (d'après Akissoe, F. L., M. Y. Hemery, Christèle Icard-Vernière, Y. Madode, A. Roger, et al. 2019. " Fréquence et formes de consommation du niébé en milieu urbain au Bénin et freins potentiels à cette consommation". *Innovations Agronomiques, INRA* 74 : 176-182).

Figure 14 : Production de niébé au niveau national et dans la région du Sahel (2010-2019)




Source : MAAH Annuaire Statistiques Agricoles 2019.

62. **Le niébé produit autour de Dori principalement par des petits exploitants agricoles avec une transformation artisanale limitée est généralement consommé localement mais aussi exporté vers les pays voisins.** La production reste entre les mains de petits exploitants qui utilisent des équipements et des techniques traditionnels, avec seulement un producteur plus sophistiqué dans la région. La production est destinée à l'autoconsommation, à une certaine transformation et à l'exportation, ainsi qu'à la production de biomasse utilisée pour l'alimentation animale. La transformation est largement limitée à la production artisanale de farine et à la fabrication ultérieure de produits de boulangerie. En plus de la consommation locale, une partie de la production de niébé de Dori est exportée vers les pays voisins tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Togo et le Nigeria (voir Figure 15).

Figure 15 : La chaîne de valeur du niébé à Dori

| Fonctions | Fourniture d'intrants | Production | Collecte | Transformation | Commercialisation | Consommation/ Exportation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Acteurs | Fournisseurs de pesticides et herbicides<br>Fournisseurs d'engrais<br>Producteurs de semences<br>Fournisseurs de semences<br>Fournisseurs d'équipements agricoles | Agriculteurs | Collecteurs<br>Associations de femmes | Associations de femmes | Grossistes<br>Détaillants | Consommateurs locaux<br>Exportateurs |
| Activités | Production et provision d'intrants; production, réparation, et entretien d'équipements | Production de niébé | Collecte et stockage du produit bruit et de la biomasse | Transformation en farine, mets locaux, et produits de boulangerie | Conditionnement<br>Stockage<br>Vente | Consommation locale<br>Exportation |
| Opportunités d'Emploi des Jeunes Potentielles | Réparation et entretien d'équipements agricoles | Service de battage | Service de stockage | Production de produits à base de farine de niébé | Vente et exportation de produits sur la base de farine de niébé | |
| Conditions pour l'Emploi des Jeunes | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | |

63. **L'offre actuelle de semences améliorées pour le niébé ne permet pas de répondre à la demande.** A Dori, une coopérative[52] produit des semences améliorées conformément aux exigences définies par l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) du Burkina Faso. L'INERA fournit des semences de base aux producteurs de semences au prix de 2 500 à 3 000 FCFA le kg.[53] Les producteurs de semences vendent des semences certifiées à 1 000-1 250 FCFA par kg au gouvernement, qui les distribue gratuitement aux femmes et les vend à un prix subventionné de 1 000 FCFA pour 8 kg de semences aux producteurs vulnérables. En 2020, la production locale de semences améliorées a atteint 60 tonnes qui couvraient 90 pour cent des semences améliorées utilisées par les producteurs de la zone. Cependant, seuls environ 30 pour cent des producteurs utilisent actuellement des variétés de semences améliorées pour la production de niébé.

64. **La fourniture d'intrants tels que les engrais, les pesticides et les herbicides reste faussée et inefficace.** Comme pour les semences améliorées, l'utilisation d'engrais, d'herbicides et de pesticides reste limitée, bien que leur utilisation soit en augmentation.[54] Le gouvernement a un accès prioritaire aux engrais et est le principal fournisseur d'engrais, qu'il distribue à des prix subventionnés aux ménages identifiés par les services régionaux du ministère de l'agriculture. Cependant, l'offre est limitée et tend à connaître des retards d'approvisionnement. Le gouvernement étant prioritaire pour l'achat d'engrais, la participation du secteur privé reste limitée. À Dori, outre le gouvernement, il n'existe qu'un seul fournisseur d'engrais, d'herbicides et de pesticides. Cependant, il existe dans les autres provinces des petits commerçants qui distribuent des intrants. Dans l'ensemble, l'utilisation des engrais dans la région du Sahel reste sous-optimale, avec une utilisation moyenne estimée à 8 kg de NPK par ha contre les 100 kg recommandés.[55]

65. **Un potentiel important de développement de l'utilisation des équipements agricoles existe dans la région du Sahel et autour de Dori.** L'utilisation de matériel agricole dans la région du Sahel et autour de Dori reste inférieure à la moyenne nationale. Par exemple, alors qu'on estime que 71 % des agriculteurs utilisent des charrues au niveau national, seulement 50 % des agriculteurs de la région du Sahel et seulement 10 % de ceux de la province du Séno, dont Dori est le chef-lieu, le font.[56] Quinze ateliers spécialisés existent actuellement à Dori et emploient environ 54 travailleurs permanents et 216 saisonniers.

66. **La production est assurée par un nombre limité d'exploitations spécialisées dans le niébé ainsi que par des petits agriculteurs.** Dori compte cinq coopératives d'environ 15 membres qui se spécialisent chacune dans la culture du niébé sur 3 ou 4 ha ou plus. Les agriculteurs spécialisés ont tendance à employer un certain niveau de mécanisation, en particulier dans les premières étapes du cycle de production (par exemple, le labour). Les petits exploitants, regroupés en 15 coopératives reconnues comptant chacune de 12 à 35 membres, consacrent environ 0,3 à 1 ha et recourent principalement au

[52] « Djamdjoassa ».
[53] Fourniture de 8 tonnes de semences de base en 2020.
[54] Dans la province du Seno, dont Dori est la capitale, l'utilisation de pesticides liquides est passée de 2 520 litres en 2016 à 18 383 litres en 2018. L'utilisation d'engrais de type NPK, un engrais à trois composants fournissant de l'azote, du phosphore et du potassium, est passée de 13 tonnes en 2017 à 40 tonnes en 2018.
[55] Institut international d'agriculture tropicale. 2013. *Guide pratique sur la culture du niébé pour le Burkina Faso.* https://www.researchgate.net/publication/333783539_Guide_pratique_sur_la_culture_du_niebe_pour_le_Burkina_Faso.
[56] MAAH Annuaire statistiques 2018 et Tableau de bord statistiques agricoles 2019.

travail manuel. Peu de producteurs utilisent des semences améliorées ; on estime que seulement 30 % des agriculteurs autour de Dori plantent des variétés de semences améliorées.

67. **Le niébé est vendu par des grossistes et des détaillants à des clients de Dori et d'ailleurs.** Une dizaine de grossistes collectent le niébé dans les fermes et sur les petits marchés autour de Dori par le biais d'un réseau de collecteurs qui se disputent le produit brut. Le niébé est ensuite conditionné dans des sacs de 50 ou 100 kg et vendu à des clients grossistes de Dori et de Ouagadougou ainsi qu'à des clients institutionnels plus importants tels que des ONG. Une partie du niébé vendu aux clients grossistes est ensuite exportée. Les petits détaillants vendent en outre le niébé par portions de 1 à 3,5 kg sur les marchés locaux ou sur les routes principales d'entrée et de sortie de Dori.

68. **Le niébé est transformé localement en farine, puis en produits de boulangerie, qui sont tous deux vendus principalement sur le marché local.** La farine peut en outre être utilisée pour produire des plats locaux. La production traditionnelle de farine est effectuée manuellement, principalement par les femmes. De même, les produits de boulangerie, principalement sous forme de beignets, sont produits par environ 150 à 200 femmes à Dori, dont certaines sont organisées dans l'une des quelque 12 coopératives.

69. **La chaîne de valeur du niébé à Dori est confrontée à une série de contraintes pour son développement futur.** Tout d'abord, le niébé est très sensible à la détérioration et un stockage correct est coûteux, une contrainte que les jeunes interrogés ont souligné comme une préoccupation majeure. Les semences de base disponibles ne couvrent pas les besoins en semences améliorées à Dori et dans les environs, et les fonds fournis par le gouvernement aux producteurs de semences ont tendance à subir des retards. Les acteurs ne sont pas suffisamment formés à l'utilisation des herbicides et des pesticides et aux considérations sanitaires et phytosanitaires qui y sont liées. Les semences et les engrais subventionnés ont tendance à arriver avec des retards. L'accès au financement reste limité, avec un taux d'accès au crédit de 8 % dans la région du Sahel, contre 20 % au niveau national.[57] L'accès à la terre est de plus en plus difficile. Enfin, le référentiel de prix du gouvernement pour les équipements agricoles n'a pas suivi l'augmentation des prix des intrants, ce qui comprime les marges des producteurs d'équipements.[58]

70. **Malgré les contraintes soulignées, les jeunes perçoivent des opportunités d'emploi dans la chaîne de valeur.** D'après les discussions de groupe réalisées, les jeunes identifient des opportunités pour leur participation tout au long de la chaîne. L'analyse ci-dessus suggère qu'il existe une demande pour des services de stockage améliorés, ce qui pourrait donner aux jeunes l'opportunité d'étendre leurs activités actuelles dans la commercialisation du niébé. Une autre opportunité d'emploi identifiée est la fourniture de services tels que le battage, qui est encore largement effectué manuellement par les producteurs. Dans d'autres régions du pays, des services de battage mobiles utilisant des équipements de base ont été mis en place par des jeunes de la chaîne de valeur. Comme le battage est nécessaire pour d'autres céréales que le niébé, une telle activité pourrait être utilisée pour ajouter de la valeur dans d'autres chaînes de valeur également. L'incorporation de la production de niébé dans les chaînes de valeur du lait et des petits ruminants (voir ci-dessous) afin d'augmenter l'offre d'aliments pour animaux pourrait également être envisagée. La réparation et l'entretien des équipements agricoles pourraient représenter une autre opportunité avec un potentiel au-delà de la chaîne de valeur. Enfin, la production de produits à plus forte valeur ajoutée à base de farine de niébé pourrait être explorée pour développer les opportunités d'emploi

[57] Ibid.

[58] L'insécurité est une contrainte qui concerne toutes les chaînes de valeur dans les deux sites. Étant donné son large impact, elle n'est pas mise en évidence séparément pour chaque chaîne de valeur.

des jeunes. Pour tirer parti de ces opportunités, il faudra disposer d'un savoir-faire technique (par exemple, pour la réparation et l'entretien des équipements agricoles, la fourniture de services de stockage ou la production de produits de plus grande valeur à base de farine de niébé), d'un accès au financement et de compétences entrepreneuriales.

### Petits ruminants

71. **Les activités agropastorales jouent un rôle essentiel dans l'économie burkinabé et particulièrement dans les zones semi-arides de la région du Sahel.** Une grande partie de la population du Burkina Faso est engagée dans des activités agropastorales et le secteur représente environ 20 % du PIB du pays.[59] En particulier dans la région semi-aride du Sahel, l'élevage est une activité économique importante. Selon les espèces, la région du Sahel abrite environ un animal sur sept. Les chèvres et les moutons jouent un rôle dominant dans le secteur de l'élevage, représentant collectivement environ 50 % de tous les animaux du pays. La croissance de la production animale dans la région du Sahel, d'environ 30 % par an, a été forte et relativement stable au cours des dernières années.[60]

72. **À Dori, la plupart des ménages sont impliqués d'une manière ou d'une autre dans la chaîne de valeur des petits ruminants.** La plupart des ménages sont engagés dans l'élevage et l'engraissement des petits ruminants, qui constituent un atout important. Les jeunes sont également engagés à différents niveaux de la chaîne de valeur, notamment dans leur commerce. La valeur ajoutée se limite généralement à l'engraissement des animaux et à la production de viande (Figure 16).

Figure 16 : La chaîne de valeur des petits ruminants à Dori

73. **L'élevage et l'engraissement des petits ruminants sont généralement pratiqués par les petits exploitants à Dori et dans les environs.** La majorité des petits exploitants agricoles de la région pratiquent l'élevage de petits ruminants dans une certaine mesure, principalement à l'intérieur et autour de la propriété familiale, les femmes et les jeunes étant les principaux responsables de ces activités. On estime

[59] Indicateurs du développement mondial, https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=BF.
[60] MRAH Annuaire statistique 2018.

que chacun détient en moyenne cinq à huit animaux, qui sont vendus sur le marché local. L'engraissement est effectué principalement avec des béliers et dans une moindre mesure avec des chèvres par environ 50 à 60 pour cent des ménages de Dori et de ses environs. Les animaux sont engraissés en trois mois environ, après quoi ils sont vendus à des acheteurs qui viennent souvent d'aussi loin que le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger et le Nigeria.

74. **Les petits ruminants de Dori sont généralement nourris avec du foin, qui est en grande partie produit par les petits agriculteurs dans le cadre d'une activité saisonnière.** Environ 250 producteurs et vendeurs d'aliments pour animaux sont actifs à Dori et dans ses environs, chacun d'entre eux produisant environ 650 bottes de 5 kg de foin par an. La production a lieu sur des terres largement non cultivées autour de la ville où, en août et septembre, la végétation sauvage est récoltée et mise en bottes. Pendant cette période, les producteurs emploient des travailleurs saisonniers. Bien que des sources d'alimentation améliorées comme le maïs, le niébé ou le sorgho soient de plus en plus diffusées, leur utilisation semble rester faible. Les bottes sont vendues à 500 FCFA (environ 0,93 USD) sur le marché local. Il existe une petite quantité d'aliments plus avancés, qui sont actuellement vendus par des vendeurs de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso et produits à petite échelle à Dori.

75. **Une centaine de bouchers vendent des produits carnés sur le marché local de Dori**. Traditionnellement, la profession était limitée à des castes spécifiques dans la société sahélienne, mais ces limitations sont de plus en plus abandonnées. Actuellement, tous les bouchers de Dori sont des hommes qui pratiquent ce métier à petite échelle. Il n'y a actuellement aucun abattoir à grande échelle à Dori. La viande est vendue à des restaurants ou à des stands de rue qui vendent des viandes grillées.

76. **Localement, la viande est transformée dans des restaurants ou des étals produisant des brochettes de viande.** Les restaurants et les grillades de viande dans la rue sont largement non réglementés et non organisés. Les restaurants ont tendance à préférer la viande du bœuf à celle de petits ruminants car les prix sont plus bas. Les restaurants ont tendance à être gérés par des femmes. Les restaurants et les étals de rue sont généralement gérés par du personnel non formé.

77. **Actuellement, peu de valeur ajoutée aux peaux et aux cuirs a lieu à Dori.** Jusqu'en 2014, il existait une tannerie au Burkina Faso qui ajoutait de la valeur aux peaux et aux cuirs. Cependant, depuis sa fermeture, seuls deux acteurs marginaux sont actifs dans ce segment de la chaîne de valeur. Leurs activités se limitent à la collecte, au stockage et à la revente à des clients provenant principalement du Nigéria sans traitement particulier des peaux autre que leur conservation.

78. **Les petits ruminants de Dori sont exportés vers les pays voisins.** Une cinquantaine d'exportateurs sont actifs. Ils achètent des animaux sur le marché local et organisent des transports, souvent en commun, de 300 à 400 animaux, principalement vers la Côte d'Ivoire mais aussi vers le Bénin, le Ghana et le Nigeria. Trente-deux exportateurs sont organisés en coopérative. Quatre ou cinq jeunes accompagnent généralement chaque transport, avec une rémunération d'environ 90 000 FCFA (environ 167 USD) par voyage.

79. **Une des principales contraintes de la chaîne de valeur des petits ruminants identifiée par l'analyse ci-dessus et confirmée par les jeunes interrogés est la pénurie d'aliments pour animaux.** L'offre d'aliments nutritifs ne répond actuellement pas aux besoins, ce qui est en partie dû au manque de formation sur la production d'aliments, au manque d'équipement adéquat pour la production d'aliments (par exemple, des botteleuses, des faux et des faucilles), et à un approvisionnement difficile en intrants

pour les aliments améliorés, qui doivent être importés de Bobo-Dioulasso, et aux coûts élevés des aliments améliorés qui en résultent. Ces contraintes résultent de l'analyse ci-dessus et sont soulignées par les jeunes interrogés. Les jeunes identifient en outre le manque d'accès à l'eau comme une contrainte à la croissance dans la chaîne de valeur. L'accès au financement reste un défi tout au long de la chaîne de valeur.

80. **Le potentiel d'emploi des jeunes existe dans divers segments de la chaîne de valeur.** Avec une demande globale croissante et un meilleur accès au financement, les jeunes pourraient étendre leur participation au commerce des petits ruminants, une activité qu'ils connaissent déjà très bien. Les innovations dans la production d'aliments améliorés et d'intrants pour la production d'aliments améliorés offrent une autre possibilité de créer des emplois et de s'attaquer à un goulot d'étranglement concret pour le développement global de la chaîne de valeur. Les jeunes soulignent en outre le manque d'expertise et d'activité dans la récolte de la végétation naturelle pour la production d'aliments pour animaux et suggèrent qu'il pourrait s'agir d'un segment de la chaîne de valeur soutenant leur emploi. L'absence de valorisation des peaux et des cuirs semble également représenter une opportunité manquée, bien que les défis restent complexes. Un savoir-faire technique sera nécessaire pour s'engager dans la production d'aliments améliorés, l'élevage d'animaux, la production de cuirs et de peaux et, dans une moindre mesure, l'achat et la revente d'animaux. L'accès au financement est pertinent pour un certain nombre d'opportunités d'emploi, en particulier celles qui nécessitent une initiative entrepreneuriale. Pour la production d'aliments améliorés, l'accès à des intrants spécialisés peut être nécessaire et l'élevage et l'engraissement d'animaux nécessitent un accès à la terre et à l'eau, ce qui rend ces activités plus difficiles d'accès pour les jeunes vulnérables. La production de cuirs et de peaux dépend essentiellement des investissements du secteur privé et des possibilités d'emploi dans les grandes entreprises du secteur privé.

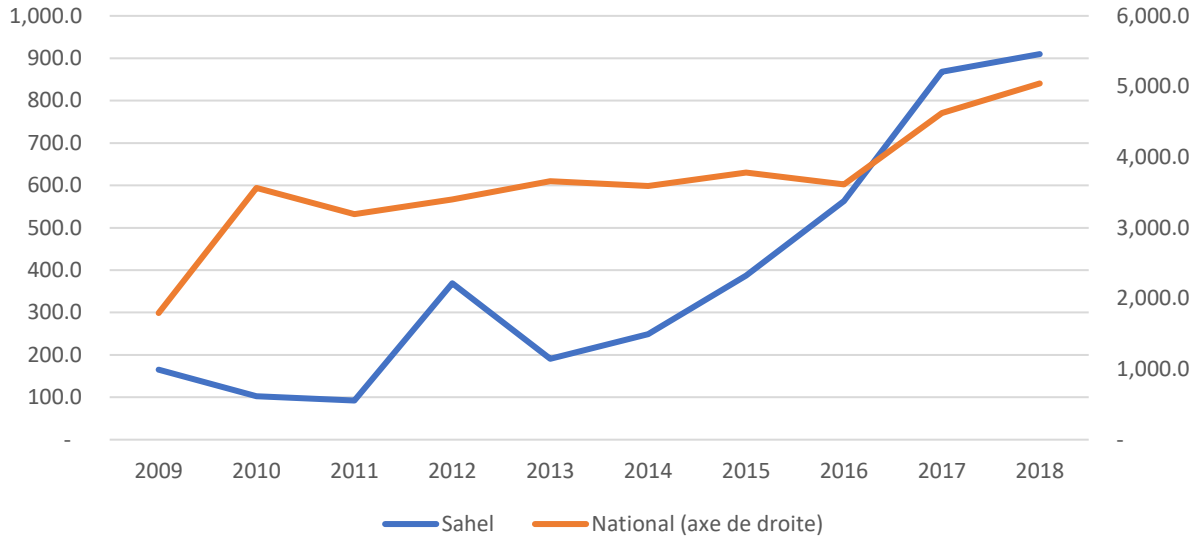
### Produits laitiers

81. **Malgré une production croissante, notamment dans la région du Sahel, la production nationale de lait ne répond pas actuellement à la demande.** Selon les statistiques officielles, la production globale est passée de 1,8 million de litres en 2009 à environ 5 millions en 2018, soit une augmentation de 180 %. La production de lait dans la région du Sahel a connu une croissance encore plus forte sur la même période, avec une augmentation de 450 %. Alors que la région du Sahel ne contribuait qu'à hauteur de 9,2 % en 2009, sa production représentait 18 % de la production globale du pays en 2018 (Figure 17).[61] Dans le même temps, cependant, la concurrence des importations suggère qu'un important potentiel de substitution des importations existe. Avec une population croissante et une consommation de lait par habitant globalement faible,[62] Il est probable que la demande continuera de croître.

[61] DGESS/MRAH 2018.

[62] 25 litres au Burkina Faso selon le ministère de l'Agriculture, légèrement en dessous de la moyenne de 26 litres dans les pays à faible revenu et de 62 litres dans les pays à revenu élevé (voir Singh GM, Micha R, Khatibzadeh S, Shi P, Lim S, Andrews KG, Engell RE, Ezzati M, Mozaffarian D ; Global Burden of Diseases Nutrition and Chronic Diseases Expert Group (NutriCoDE). 2015. " Consommation mondiale, régionale et nationale de boissons sucrées, de jus de fruits et de lait : une évaluation systématique de la consommation de boissons dans 187 pays. " *Plos One.* DOI:10.1371/journal.pone.0124845)

Figure 17 : Production de lait à l'échelle nationale et dans la région du Sahel (milliers de litres, 2009-2018).




Source : DGESS/MRAH 2018.

82. **A Dori, la production et la transformation du lait visent actuellement principalement le marché local.** La production de lait est assurée par les petits agriculteurs et les pasteurs, puis collectée et transformée en lait pasteurisé, en fromage traditionnel et, dans une moindre mesure, en produits cosmétiques et en un mets traditionnel appelé « gapal ». La majeure partie de la production de lait et de produits connexes à Dori est destinée à Dori même et à ses environs. Le lait et les produits laitiers de Dori sont rarement vendus à Ouagadougou (voir Figure 18).

Figure 18 : La chaîne de valeur des produits laitiers à Dori

83. **A Dori, la majeure partie de la production de lait est assurée par des petits exploitants associés à des coopératives.** La région du Sahel abrite environ 20 % des vaches laitières burkinabè. Autour de Dori, on estime que 760 producteurs produisent du lait pour 13 coopératives qui dominent la collecte du lait.

Chaque producteur détient entre 7 et 10 vaches dans son enclos. Peu de vaches à Dori sont de variétés à haut rendement et elles se nourrissent principalement de la flore locale, avec une production moyenne de 1 à 2 litres par jour et par tête en saison sèche, augmentant à 3 à4 litres en saison des pluies lorsque la nourriture est abondante. La production de lait reste une tâche non qualifiée, principalement effectuée par les femmes de la famille.

84. **Les producteurs vendent leur lait à des collecteurs qui, à leur tour, sont associés à des coopératives.** Les 13 coopératives transformatrices de lait de Dori emploient 130 à 150 collecteurs de lait, tous des hommes sauf un, qui collectent le lait dans des zones géographiques bien définies et sans chevauchement autour de la ville. La collecte se fait sur des motos, le lait étant transporté de manière non réfrigérée dans des jerricans. Aucun classement ou contrôle de qualité formel n'a lieu. Selon la période de l'année, le litre de lait est acheté à des prix différents - de 300 FCFA lorsque l'offre est élevée pendant la saison des pluies à 400 FCFA lorsque la saison sèche limite l'offre. Les relations entre les producteurs, les collecteurs et les coopératives ne sont généralement pas basées sur des contrats écrits mais sur la confiance, souvent basée sur des relations familiales, et elles ont tendance à être exclusives. D'une part, cela garantit l'approvisionnement en lait des coopératives et, d'autre part, cela limite la concurrence entre les collecteurs. Les producteurs ont donc peu de choix et peu de possibilités d'obtenir des prix plus élevés.

85. **Dori est le principal producteur de produits laitiers de la région du Sahel.** Les deux tiers des 19 usines laitières de la région du Sahel sont basées à Dori. Ces usines produisent principalement du lait pasteurisé et des yaourts. Le Gapal, un mets traditionnel à base de lait et de sorgho, les savons et autres produits cosmétiques sont des produits secondaires de la transformation du lait. Les relations verticales rigides entre les laiteries, les collecteurs et les producteurs assurent un approvisionnement stable en intrants pour les laiteries tout en rendant l'entrée sur le marché difficile et en préservant ainsi le marché pour les acteurs existants. Chaque laiterie emploie environ 10 employés permanents et 20 travailleurs occasionnels. Actuellement, les usines laitières ne fournissent pas d'intrants ou de formation à leurs producteurs affiliés, mais la création d'un groupe d'intérêt spécial qui pourrait commander des intrants en gros et fournir une assistance technique aux producteurs est envisagée.

86. **La transformation du lait à petite échelle est effectuée principalement par les femmes.** Selon les estimations des participants à la chaîne de valeur, environ 1 500 femmes produisent de petites quantités de lait écrémé, dont la plupart sont vendues localement ou utilisées pour la consommation personnelle. Une petite proportion est en outre utilisée pour produire du gapal et un fromage traditionnel, qui semble faire l'objet d'une demande limitée.

87. **Les produits laitiers produits à Dori sont principalement vendus sur le marché local.** Les marchés quotidiens ou hebdomadaires ainsi que les supermarchés et les kiosques sont les principales voies de commercialisation des produits laitiers de Dori. Sur ces marchés, les produits locaux sont en concurrence avec les importations de lait et de poudre de lait de Singapour, de France, des Pays-Bas, de Malaisie, de Dubaï et d'ailleurs, dont les prix sont souvent inférieurs à ceux du lait produit localement. Les acheteurs institutionnels sont limités mais comprennent actuellement le Programme alimentaire mondial (PAM), qui achète du lait provenant des laiteries locales pour un projet de cantine scolaire, et une grande société minière, dont la cantine n'achète pas le lait des producteurs locaux mais dont les kiosques et les supermarchés proposent des produits locaux.

88. **La chaîne de valeur des produits laitiers est confrontée à une série de contraintes.** Comme pour la chaîne de valeur des petits ruminants, l'insuffisance d'aliments pour animaux entrave le développement en aval de la chaîne. En outre, l'emploi dans la chaîne de valeur nécessite des équipements spécialisés tels que des jerricans, que les jeunes identifient comme un obstacle majeur. Le manque d'accès au financement et à la formation à l'utilisation de ces équipements pèse donc particulièrement lourd sur la chaîne de valeur. L'absence d'une chaîne du froid, qui repose sur l'accès à l'électricité, constitue un autre défi. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, le marché de la collecte du lait manque de concurrence, ce qui limite les nouveaux entrants et introduit une distorsion sur le marché.

89. **Malgré ces contraintes, les jeunes perçoivent des opportunités d'emploi le long de la chaîne de valeur.** Comme pour la chaîne de valeur des petits ruminants, la production d'aliments pour animaux pourrait être développée pour fournir des opportunités d'emploi. L'activité bénéficierait en outre de sa nature transversale et des synergies avec d'autres chaînes de valeur. S'ils avaient de l'accès à la terre et à l'eau, les jeunes devraient également être en mesure de posséder des animaux et de produire du lait. Une réforme plus large du marché de la collecte du lait pourrait en outre ouvrir l'activité à la concurrence et à de nouveaux entrants et améliorer le fonctionnement global de la chaîne de valeur. La transformation des produits laitiers se développe, créant des opportunités pour les jeunes d'être employés dans les PME existantes et futures engagées dans ce segment. Avec l'accroissement de la valeur ajoutée, des possibilités de commercialisation et d'exportation se présenteront en outre. Pour accéder à ces opportunités d'emploi, les jeunes auront besoin d'un savoir-faire technique, notamment dans la production d'aliments pour animaux, l'élevage d'animaux et la production de lait et de produits laitiers. La production d'aliments pour animaux et l'élevage d'animaux nécessiteront l'accès à des intrants spécialisés, à la terre et à l'eau, ce qui de prime abord augmentera les obstacles pour les jeunes vulnérables. L'accès au financement et aux compétences entrepreneuriales sera plus pertinent pour les activités pour compte propre.

## Fada N'Gourma

90. **Les trois chaînes de valeur retenues pour Fada N'Gourma sont le niébé ou pois aux yeux noirs, les petits ruminants et les articles d'habillement.** La culture du niébé et l'élevage de chèvres et de moutons en tant qu'activités agropastorales ont une longue tradition à Fada N'Gourma et bénéficient donc de la familiarité ainsi que du savoir-faire existant. Comme à Dori, la valeur ajoutée reste limitée, mais le potentiel de sophistication existe. Les activités liées à la production d'articles d'habillement jouent un rôle de plus en plus important, notamment pour les jeunes femmes.

91. **Au cours des discussions de groupe, les jeunes de Fada N'Gourma ont confirmé le potentiel de leur emploi dans les chaînes de valeur sélectionnées.** Une jeune femme a souligné que de nombreux jeunes sont déjà actifs dans la culture du niébé afin de gagner un revenu supplémentaire pour payer les frais de scolarité, entre autres. Comme le confirment les Figure 25et Figure 27, la culture des céréales et d'autres cultures comme le niébé est le secteur d'emploi le plus important dans la région de l'Est en général et à Fada N'Gourma en particulier. Les jeunes voient en outre un potentiel de revenus dans les petits ruminants, où environ 400 jeunes hommes sont actuellement actifs à Fada N'Gourma, bien que leur objectif actuel semble être la vente et la revente à court terme et moins les produits à valeur ajoutée. Enfin, les participants ont soutenu le rôle important que jouent les articles d'habillement, en particulier dans la vie des jeunes femmes à Fada N'Gourma (voir Figure 27).

## Niébé

92. **La croissance de la production de niébé et des surfaces cultivées en niébé dans la région de l'Est dépasse celle du niveau national.** La production de niébé dans la région de l'Est a plus que doublé, passant de 27 811 tonnes en 2009 à 57 615 tonnes en 2018, alors que la production nationale n'a augmenté que de 50 % sur la même période (Figure 19). Les surfaces cultivées en niébé ont augmenté de plus de 330 % dans la région de l'Est alors qu'elles ont augmenté de 230 % au niveau national sur la période 2009-2018 (Figure 20). Par conséquent, l'importance de la région de l'Est dans la production nationale de niébé, mesurée à la fois en termes de production et de surface cultivée, a augmenté sur la même période. Alors que la production (tonnes produites par ha cultivé) de la région de l'Est a dépassé celle du niveau national de manière constante depuis 2010, elle a diminué ces dernières années, indiquant des gains d'efficacité potentiels.

Figure 19 : Production de niébé au niveau national et dans la région Est (tonnes, 2009-2018).

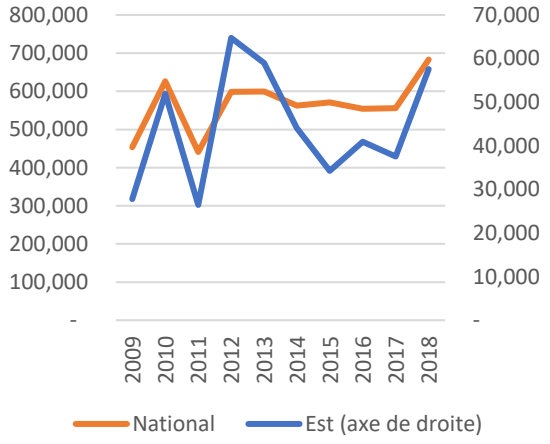
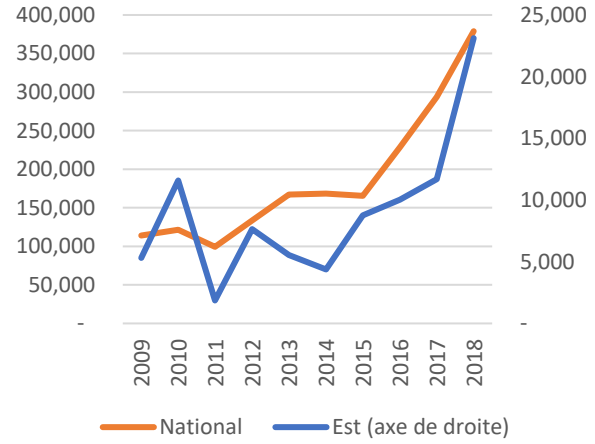


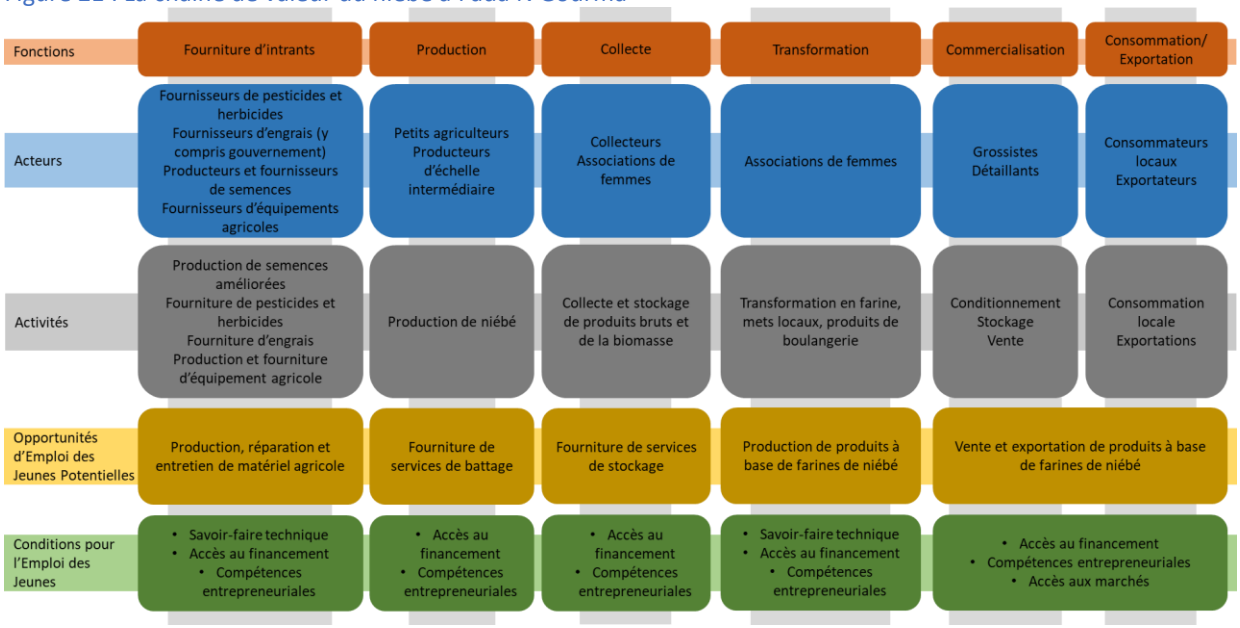

Figure 20 : Superficie cultivée en niébé au niveau national et dans la région Est (ha, 2009-2018).




Source : MAAH Annuaire statistique agricole 2018.

93. **A Fada N'Gourma et dans ses environs, le niébé est produit par des petits agriculteurs et quelques grands producteurs et est principalement exporté vers les pays voisins.** Contrairement à Dori, la production de niébé à Fada N'Gourma est plus professionnalisée, la plupart des producteurs consacrant 3 à 5 ha à la production de niébé. Le niébé produit dans la région de l'Est est exporté vers les pays voisins comme le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigeria. Le reste est vendu localement et transformé en farine, biscuits et plats traditionnels (voir Figure 21).

Figure 21 : La chaîne de valeur du niébé à Fada N'Gourma




94. **Les semences améliorées sont fournies par une dizaine de producteurs de Fada N'Gourma et des environs.** Les producteurs de semences améliorées, qui sont organisés en coopérative, obtiennent leurs semences de base auprès de l'INERA. Les semences améliorées sont achetées par le gouvernement au prix du marché et sont ensuite vendues à des prix subventionnés ou distribuées gratuitement aux coopératives et aux associations de productrices. La production et la distribution de semences améliorées ont connu une augmentation importante ces dernières années. Alors que seulement 6,4 % des agriculteurs de la région de l'Est utilisaient des semences améliorées en 2010, ils étaient plus de 35 % à le faire en 2019, dépassant ainsi légèrement la moyenne nationale d'environ un tiers des producteurs.

95. **L'utilisation des engrais a connu une augmentation continue ces dernières années, stoppée par la dégradation de la situation sécuritaire.** En plus de la fourniture d'engrais subventionnés par le gouvernement, une douzaine de fournisseurs, regroupés en coopérative, s'approvisionnent en engrais auprès des producteurs de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso et les vendent aux agriculteurs de Fada N'Gourma et des environs par le biais d'un réseau de distributeurs. Les engrais sont vendus à des prix déterminés par le gouvernement, et à cause de la fourniture par le gouvernement d'engrais subventionnés, le marché libre des engrais joue un rôle secondaire. En raison de la détérioration de la situation sécuritaire, l'utilisation d'engrais de type NPK dans la région de l'Est avait chuté à son plus bas niveau en 2019 depuis 2011 (l'engrais uréique suit une tendance similaire). La province du Gourma, dont Fada N'Gourma est le chef-lieu, a résisté à cette tendance à la baisse avec une croissance relativement stable de l'utilisation des engrais depuis 2010.[63] Les mêmes fournisseurs d'engrais se procurent des herbicides et des pesticides à Ouagadougou ou dans les pays voisins pour les vendre à Fada N'Gourma.

96. **Les équipements agricoles sont produits localement et importés.** Dans la région, environ la moitié des ménages agricoles possèdent une charrue, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale. Une centaine de soudeurs produisent des charrues, des brouettes et d'autres équipements utilisés localement dans la production de niébé. Cependant, ils sont en concurrence avec des importations

[63] MAAH/DGESS/EPA 2010-2019 Annuaire statistique Agricole 2019 Burkina Faso.

souvent moins chères et déplorent un manque de demande, qui semble être lié à une qualité médiocre et à des prix comparatifs plus élevés.

97. **Le niébé est produit par de petits exploitants agricoles ainsi que par des fermes de plus grande taille.** Les grandes exploitations, au nombre d'une centaine à Fada N'Gourma et dans les environs, consacrent 3 à 5 hectares à la culture du niébé et ont mécanisé au moins une des étapes de la production. Ces producteurs emploient généralement de 8 à 20 travailleurs saisonniers. Les petits producteurs cultivent le niébé sur 1 à 2 ha et font appel à la main-d'œuvre familiale. À Fada N'Gourma même, une coopérative regroupe 13 petits producteurs produisant du niébé, dont 4 femmes. En 2020, ils ont produit un total de 25 tonnes de niébé. Si des services de vulgarisation existent, peu de producteurs reçoivent une formation continue sur les techniques de production. Les producteurs vendent leurs produits sur le marché local ou à des collecteurs qui sont en concurrence avec d'autres collecteurs.

98. **Une certaine transformation du niébé a lieu pour produire de la farine, des produits de boulangerie et des mets locaux, dont certains sont destinés à l'exportation.** Environ 500 personnes, dont la plupart sont des femmes, utilisent des méthodes traditionnelles pour transformer les grains de niébé entiers en farine dans des moulins locaux, puis produisent des plats locaux et des produits de boulangerie destinés à être vendus sur le marché local. Les produits de cette transformation sont la farine, les gâteaux de niébé, le couscous et les biscuits. Il existe une coopérative à Fada N'Gourma qui effectue la transformation à plus grande échelle en produisant du couscous, des gâteaux et des biscuits, qui sont vendus localement directement aux utilisateurs finaux, aux détaillants et aux grossistes. Dans le cadre de l'assistance de l'association des exportateurs du Burkina Faso, certains produits ont été présentés à des foires commerciales au Sénégal, au Togo et au Bénin et y ont été vendus en petites quantités pour établir des relations avec les clients.

99. **Le niébé est revendu par les détaillants et les grossistes à grande échelle.** Environ 250 femmes sont actives dans le commerce en détail du niébé à Fada N'Gourma. Elles achètent les niébés après la récolte sur le marché local, les stockent et les vendent tout au long de l'année, les bénéfices étant les plus élevés pendant la période de soudure, lorsque les stocks des ménages ont tendance à s'épuiser. Environ 30 grossistes achètent de plus grandes quantités de niébé dans les zones de production autour de Fada N'Gourma et les vendent sur le marché national ainsi qu'au-delà des frontières du Burkina Faso.

100. **Des obstacles au développement de la chaîne de valeur existent à tous ses segments.** Les marchés des intrants restent faussés par l'intervention du gouvernement et en particulier les semences ne répondent souvent pas aux exigences de qualité. Les pénuries d'intrants fournies par les producteurs à Bobo-Dioulasso et Ouagadougou restent courantes. L'accès au financement est une préoccupation transversale le long de la chaîne de valeur ainsi que dans d'autres. L'analyse montre en outre que les coopératives et autres acteurs économiques manquent d'expertise entrepreneuriale. L'accès à la terre et l'insécurité des titres fonciers risquent de créer des contraintes à l'investissement dans la chaîne de valeur. Enfin, les acteurs de la chaîne de valeur soulignent la faible qualité des équipements agricoles.

101. **L'insertion des jeunes dans la chaîne de valeur du niébé à Fada N'Gourma semble plus prometteuse dans les fonctions transversales et la commercialisation des produits.** La demande d'équipements est faible, bien que cela puisse être lié à la faible qualité des équipements produits localement. Il pourrait donc exister des opportunités pour les jeunes de recevoir une formation en métallurgie et dans d'autres domaines afin d'améliorer la qualité et la compétitivité des équipements produits localement. Cela permettrait en outre de soutenir le développement de chaînes de valeur au-

delà du niébé et, en tant qu'activité transversale, d'offrir aux jeunes une base de marché plus large. Comme à Dori, les jeunes pourraient également trouver un emploi dans la prestation de services au sein du système agroalimentaire, comme le battage ou le stockage. Par ailleurs, la commercialisation croissante des produits à base de niébé au-delà de Fada N'Gourma suggère un potentiel d'emploi des jeunes dans ces fonctions en aval. Un savoir-faire technique (notamment pour la production, la réparation et l'entretien des équipements agricoles ainsi que pour la production de produits à plus forte valeur ajoutée à base de farine de niébé), un accès au financement et des compétences entrepreneuriales seront nécessaires pour accéder à ces opportunités d'emploi.

### Petits ruminants

102. **Le nombre de petits ruminants n'a cessé de croître dans la région de l'Est ces dernières années, avec une croissance légèrement supérieure à celle du niveau national.** En 2018, la région de l'Est hébergeait respectivement 14 % et 17 % des ovins et des caprins. Les effectifs d'ovins et de caprins ont augmenté d'environ un tiers depuis 2009, soit un peu plus qu'au niveau national. La production de viande ovine et caprine n'a cessé de croître au Burkina Faso, notamment dans la région de l'Est. Alors que la production de viande caprine a augmenté d'environ 50 % au niveau national entre 2009 et 2018, la production a doublé dans la région de l'Est au cours de la même période. De même, la production de viande ovine a augmenté de 85 % dans la région Est entre 2009 et 2018, contre 30 % au niveau national.[64]

103. **Les petits ruminants jouent un rôle essentiel dans les activités économiques des petits producteurs agricoles.** La plupart des ménages de Fada N'Gourma ont l'habitude de travailler avec des chèvres et des moutons. Les jeunes acquièrent de l'expérience avec les petits ruminants tout au long de la chaîne de valeur et ont l'habitude de gagner des revenus supplémentaires avec les animaux. La valeur ajoutée est limitée aux animaux vendus entiers ou abattus pour la viande (Figure 22).

[64] MRA Annuaire statistique 2018. Ces statistiques officielles portent exclusivement sur les abattoirs officiels et ne rendent donc pas compte des abattages non réglementés.

Figure 22 : La chaîne de valeur des petits ruminants à Fada N'Gourma

104. **L'alimentation animale utilisée se limite en grande partie au foin produit par les petits producteurs.** La plupart des producteurs d'aliments pour animaux de Fada N'Gourma et des environs collectent et mettent en botte la végétation naturelle dans le cadre d'une activité saisonnière entre août et septembre. Pour cela, chaque producteur embauche environ deux travailleurs saisonniers. Comme à Dori, l'utilisation de sources d'aliments améliorés reste marginale. Un nombre limité d'agriculteurs produisent spécifiquement des aliments pour animaux, notamment des variantes de soja, de maïs et de niébé développées pour l'alimentation animale. Par ailleurs, certains producteurs bénéficient de variétés de semences améliorées distribuées à des prix subventionnés dans le cadre de projets tels que le PADEL-B.[65] Il existe un nombre limité de fournisseurs de sources plus sophistiquées d'alimentation animale telles que les tourteaux de pressage, transportés pour la plupart depuis Ouagadougou ou Bobo-Dioulasso.

105. **L'élevage d'animaux est courant chez les petits producteurs de la région de l'Est.** On peut supposer que la majorité des quelque 35 000 ménages de Fada N'Gourma participent à cette activité. Les animaux se déplacent dans la propriété familiale et les zones environnantes sans avoir besoin d'un terrain dédié. Le plus souvent, les petits exploitants conservent leurs animaux et procèdent à leur vente lorsqu'ils ont besoin de ressources pour leurs dépenses récurrentes. Les ventes ont lieu sur le marché local avec des prix variant entre 35.000 FCFA pour une chèvre et 70.000 FCFA pour un mouton.

106. **Les jeunes sont activement engagés dans le commerce des petits ruminants en vue de leur engraissement ultérieur.** Les jeunes écument les marchés locaux autour de Fada N'Gourma pour acheter des animaux prometteurs et les revendre dans un court laps de temps à des acheteurs qui cherchent à engraisser les animaux. Environ 400 hommes et femmes sont actifs dans l'engraissement des animaux à Fada N'Gourma, qui consiste à nourrir les béliers avec des aliments naturels et parfois plus sophistiqués pour les revendre ensuite aux bouchers, notamment à l'approche de fêtes comme le Ramadan, Noël ou

[65] Projet d'Appui au Développement du Secteur de l'Elevage au Burkina Faso (P159476). https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P159476.

Pâques. Cette activité est généralement exercée au sein du ménage et n'implique pas d'emploi extérieur. Après trois mois d'engraissement, un animal initialement acheté à un prix compris entre 35 000 et 70 000 francs CFA peut être vendu entre 175 000 et 250 000 francs CFA. Les ventes se font sur le marché local à des acheteurs locaux. Certains animaux sont également vendus à des exportateurs ou exportés directement vers des pays de la région comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou le Togo.

107. **Environ 150 personnes exercent le métier de boucher à Fada N'Gourma.** Ils sont organisés en association et emploient chacun en moyenne deux apprentis. La plupart des bouchers n'ont eux-mêmes pas reçu de formation formelle mais ont appris sur le tas. Ils achètent les animaux aux petits exploitants et/ou à ceux qui les engraissent. Il n'existe aucun abattoir à grande échelle à Fada N'Gourma et les bouchers existants exercent dans des locaux non réfrigérés.[66]

108. **La viande de petits ruminants est rarement préparée dans les restaurants de Fada N'Gourma mais grillée dans les étals comme nourriture de rue.** Les restaurants préfèrent utiliser de la viande bovine car elle est moins chère et donc plus demandée. Cependant, il existe des stands de nourriture dans toute la ville où la viande est utilisée pour préparer des brochettes. La viande est généralement achetée auprès des différents bouchers de la ville. Certains des exploitants de ces stands de nourriture ont bénéficié de formations sur le traitement hygiénique de la viande. Aucune autre valeur ajoutée n'est apportée aux produits carnés (saucisses, viandes hachées et pâtés, par exemple).

109. **Les peaux et cuirs des petits ruminants reçoivent peu de valeur ajoutée.** Depuis la fermeture de la principale tannerie du Burkina Faso en 2014, les peaux et cuirs des petits ruminants sont rarement traités ultérieurement. Les acteurs de la chaîne de valeur rapportent qu'avec la fermeture de la tannerie, les prix des peaux ont chuté d'environ 2 500 FCFA à 100 FCFA. Certaines sont traitées chimiquement pour assurer leur longévité, stockées, puis vendues aux pays voisins qui ont la capacité d'ajouter de la valeur.

110. **Les exportations de petits ruminants de la région de l'Est ont considérablement diminué ces dernières années en raison de la détérioration de la situation sécuritaire.** Alors que la région exportait près de 70 000 chèvres en 2014, ce chiffre a chuté à 11 000 en 2018. De même, les exportations d'ovins ont chuté d'environ la moitié sur la même période pour atteindre 34 500 têtes en 2018. Aujourd'hui, une vingtaine d'exportateurs de petits ruminants sont actifs à Fada N'Gourma qui achètent des animaux et organisent des transports principalement vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal.

111. **Le manque d'accès au financement et l'insuffisance d'aliments pour animaux font partie des diverses contraintes auxquelles est confrontée la chaîne de valeur.** L'absence de stockage des aliments pour animaux entraîne leur péremption et des pénuries supplémentaires. Les acteurs de la chaîne de valeur soulignent en outre l'absence d'un abattoir certifié et réfrigéré, ce qui limite la production de volumes plus importants de produits carnés à valeur ajoutée. Outre l'insuffisance et le coût élevé des aliments pour animaux, les jeunes interrogés dans le cadre de l'étude soulignent la disponibilité décroissante de terres librement accessibles dans la ville et sa périphérie.[67]

112. **Des opportunités d'emploi pour les jeunes continuent d'exister dans le commerce et l'engraissement des petits ruminants ainsi que dans les produits en amont et en aval.** La culture, la collecte et la transformation des aliments pour animaux, par exemple, représentent une opportunité

[66] Une étude de faisabilité pour un abattoir moderne a récemment été validée et une boucherie moderne est en cours d'opérationnalisation.

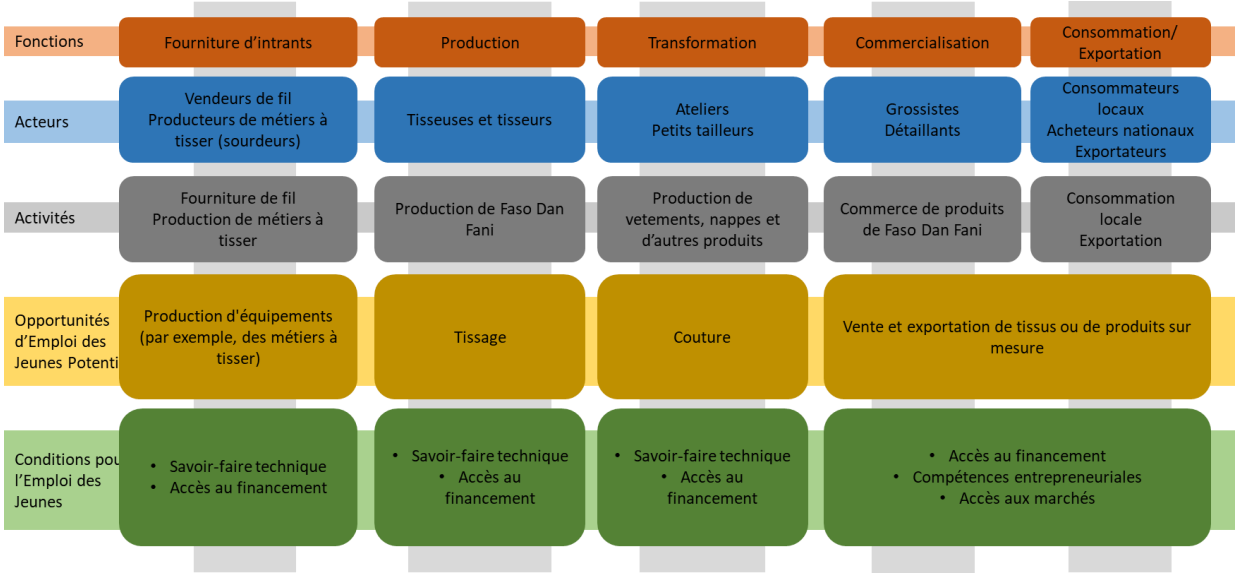
[67] Le PADEL-B vise à alléger certaines de ces contraintes par le biais de micro-projets à Fada N'Gourma.

d'exploiter un marché sous-approvisionné. À plus grande échelle, l'utilisation des déchets de l'égreneuse de coton locale pourrait être explorée et offrir des possibilités d'emploi (indépendant) aux jeunes. L'élevage d'animaux ainsi que l'achat et la vente d'animaux représentent déjà des activités que les jeunes connaissent bien et qui pourraient être développées. Le marché croissant de la production de viande, y compris la possibilité de produire des produits carnés à plus forte valeur ajoutée, pourrait offrir une autre possibilité d'emploi aux jeunes. Pour que les jeunes puissent accéder à ces opportunités d'emploi dans la chaîne de valeur des petits ruminants, ils devront obtenir un savoir-faire technique, des compétences entrepreneuriales et un accès au financement. L'accès à des intrants spécialisés, à la terre et à l'eau sera nécessaire pour des activités telles que la production d'aliments améliorés et l'élevage d'animaux, générant des obstacles un peu plus élevés pour les jeunes vulnérables.

## Articles d'habillement

113. **La production d'articles d'habillement a connu une croissance continue à Fada N'Gourma et est particulièrement importante pour les femmes.** Ces dernières années, en particulier, la production du tissu local Faso Dan Fani et la confection subséquente de vêtements pour les marchés locaux et, de plus en plus, régionaux et internationaux, se sont développées. Des jeunes femmes qui travaillent dans la chaîne de valeur bénéficient de formations et d'interventions menées par des ONG entre autres (Figure 23).

Figure 23 : La chaîne de valeur d'articles d'habillement à Fada N'Gourma




114. **Malgré la production de coton dans la région et la présence d'une usine d'égrenage de coton à Fada N'Gourma, le fil est acheté dans les principales villes du Burkina Faso.** Il existe un grossiste de fil, mais les tailleurs s'approvisionnent de plus en plus directement à Ouagadougou ou à Bobo-Dioulasso pour réduire leur dépendance vis-à-vis du grossiste.

115. **Les soudeurs produisent des métiers à tisser localement.** Les soudeurs sont regroupés en association régionale d'environ 400 membres dont la plupart sont des hommes. Chacun emploie en moyenne trois personnes, plus des travailleurs à temps partiel selon les besoins. Ils vendent environ une

demi-douzaine de métiers à tisser par mois aux tailleurs de Fada N'Gourma. Les métiers à tisser produits localement subissent de plus en plus la concurrence des métiers à tisser importés d'Asie.

116. **Le tissage se concentre sur le tissu de coton populaire « Faso Dan Fani ».** Environ trois ateliers produisant ce tissu sont officiellement reconnus. Chacun d'entre eux compte une quinzaine d'apprentis. On estime que 150 autres tisserands travaillent à petite échelle au sein de leurs maisons dans la commune de Fada N'Gourma, employant chacun environ deux apprentis en moyenne. Au niveau provincial, il existe une association qui regroupe entre 500 et 750 membres. La plupart des tisserands sont des femmes. La production d'un tissu sans motif coûte environ 3.500 FCFA[68] et est vendu 6.000 FCFA. Un tissu avec un motif plus complexe est vendu environ 7.500 FCFA et produit pour 4.500 FCFA en raison du coût plus élevé du fil. La plupart des femmes qui pratiquent le tissage ont reçu une formation par le biais d'un système d'apprentissage qui coûte aux apprentis 60 000 FCFA par an pendant deux ans. Si le Dan Fani reste populaire, il subit la concurrence de tissus importés moins chers.

117. **La couture est une activité florissante à Fada N'Gourma.** Au moins 120 couturiers organisés en association exercent dans la ville, chacun ayant une poignée d'employés qui sont actuellement formés dans l'un des trois centres de formation. De plus en plus, des personnes déplacées sont également formées par des ONG à la couture et entrent sur le marché. Alors que les couturiers se concentrent sur des modèles relativement simples et la copie de coupes existantes, quatre boutiques créent également des modèles eux-mêmes. À Fada N'Gourma, on estime que 60 % des couturiers sont des femmes.

118. **Le Faso Dani Fani est de plus en plus exporté.** Le tissu est bien connu dans la région et au-delà. Pour renforcer sa marque, il a été déposé auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle en 2019. Quatre grossistes vendent de plus grandes quantités de vêtements produits localement à des clients locaux, régionaux et, de plus en plus, internationaux. Les commandes parviennent à Fada N'Gourma depuis la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal. Certaines ONG organisent des exportations de nappes, de rideaux et d'autres produits vers l'Europe. On estime qu'environ 30 % de la production est exportée.

119. **Malgré les diverses contraintes auxquelles elle est confrontée, la chaîne de valeur continue d'offrir des possibilités d'emploi aux jeunes.** En plus de la concurrence des importations moins chères, les jeunes soulignent la difficulté d'accès au financement pour développer les activités existantes comme une contrainte majeure à leur développement futur dans la chaîne de valeur. Néanmoins, l'attention internationale croissante et le marché en expansion suggèrent que la chaîne de valeur restera un contributeur clé à l'emploi des jeunes à Fada N'Gourma, par exemple, dans la production de métiers à tisser, le tissage de tissus, la confection de vêtements, ou la commercialisation et l'exportation croissantes de produits Faso Dan Fani. Le savoir-faire technique, l'accès au financement et les compétences entrepreneuriales sont des conditions à réunir pour que les jeunes puissent accéder à ces opportunités d'emploi.

## Conclusion

120. **L'amélioration des opportunités d'emploi pour les jeunes au Burkina Faso reste une priorité politique essentielle, notamment à la lumière des conséquences économiques de la pandémie de**

[68] 2 500 FCFA en fil et environ 1 000 FCFA en coûts de main d'œuvre ; sans compter les coûts opérationnels.

**COVID-19, de la détérioration de la situation sécuritaire et de l'arrivée de nouveaux jeunes sur le marché du travail.** Les jeunes continuent d'occuper des emplois précaires et expriment une large insatisfaction quant à leur situation économique. Une perspective négative sur les opportunités d'emploi prévaut, renforcée par la pandémie de COVID-19. La détérioration de la situation sécuritaire affecte encore plus les opportunités d'emploi des jeunes, ce qui risque en même temps de contribuer davantage à l'instabilité. L'identification de solutions pour offrir aux jeunes un avenir prospère et plein d'espoir devra donc être une priorité politique pour l'avenir, dans l'intérêt du développement économique et de la cohésion sociale.

121. **Les jeunes sont confrontés à une série de contraintes pour accéder aux opportunités d'emploi existantes, en créer de nouvelles ou améliorer la qualité de leur emploi.** Le niveau d'éducation et l'alphabétisation restent faibles chez les jeunes au niveau national et particulièrement dans la zone d'étude. Les possibilités de formation tendent à être limitées et les services de soutien du gouvernement sont perçus comme insuffisants. Les jeunes soulignent en outre que le manque d'accès au financement constitue une contrainte particulière. De même, l'accès à la terre constitue un défi, en particulier dans les activités agropastorales. Les femmes ont tendance à être plus désavantagées que les hommes.

122. **Les chaînes de valeur à fort potentiel peuvent servir de plateforme pour identifier et offrir des opportunités d'emploi aux jeunes.** Le prisme de la chaîne de valeur permet d'avoir une vision holistique du marché du travail pour les jeunes, englobant à la fois la demande et l'offre du marché. Pour réussir à favoriser l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur, les analyses doivent tenir compte des conditions qui permettent la croissance du secteur privé, des compétences requises et des aspirations des jeunes. Les jeunes peuvent améliorer leurs résultats en matière d'emploi en améliorant l'accès aux emplois existants, la qualité des activités génératrices de revenus actuelles et la création d'emplois supplémentaires par la croissance des entreprises existantes, l'entrée de nouvelles entreprises et l'auto-emploi. Les compétences et un environnement favorable global sous-tendent ces trois voies.

123. **Les recommandations suivantes résultent de l'analyse et couvrent les pistes identifiées pour l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur.** Les recommandations couvrent les opportunités d'emploi dans des segments spécifiques de la chaîne de valeur ainsi que dans le système agroalimentaire plus large entourant les chaînes de valeur,[69] permettant aux jeunes de s'épanouir en tant qu'entrepreneurs non agricoles.[70] Bien que le rapport reconnaisse qu'il existe des possibilités d'améliorer la productivité et de générer des revenus dans la production agricole, elles nécessitent des niveaux de compétences que la plupart des jeunes ruraux ne possèdent pas actuellement [71]et l'accès à la terre et à l'eau, qui sont des questions particulièrement difficiles dépassant la portée de la plupart des interventions axées sur les jeunes. En outre, même s'il existe un consensus sur l'importance d'améliorer la situation sécuritaire et de renforcer l'environnement général favorable à la croissance du secteur privé (par exemple, l'accès à l'électricité, l'amélioration des infrastructures de transport et autres), la section suivante se concentre sur les recommandations qui pourraient être mises en œuvre dans le contexte d'une intervention potentielle en faveur de l'emploi.

[69] Suivant les recommandations de la Banque mondiale. 2017. *L'agriculture et l'emploi : Favoriser l'emploi productif dans le système alimentaire.*

[70] FIDA (Fonds international pour le développement agricole). 2019. *Créer des opportunités pour les jeunes ruraux. Rapport sur le développement rural 2019*, p. 183.

[71] FIDA. 2019. *Créer des opportunités pour les jeunes ruraux. Rapport sur le développement rural 2019*, p. 172.

## Recommandations

124. **Le Tableau 1 résume les opportunités potentielles d'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur sélectionnées et les actions recommandées pour permettre aux jeunes de saisir ces opportunités.** Comme le souligne le tableau, de nombreuses opportunités d'emploi pour les jeunes partagent les mêmes conditions de réussite et nécessitent des actions similaires.

125. **La plupart des opportunités d'entreprenariat nécessiteront la mise en place d'une formation à l'entreprenariat adaptée, basée sur les dernières expériences de ce qui fonctionne le mieux.** Compte tenu des faibles niveaux d'éducation à Dori et à Fada N'Gourma, la formation doit intégrer des activités visant à transmettre les notions de base de lecture, d'écriture et de calcul. La formation ne doit pas se concentrer uniquement sur les connaissances spécialisées, comme le font les approches traditionnelles de la formation à l'entrepreneuriat. Au contraire, les expériences les plus récentes permettent de conclure que les compétences sociales, l'esprit d'entreprise et la formation à l'initiative personnelle devraient être inclus pour améliorer l'efficacité.[72] Cela s'aligne sur les recommandations du Fonds international de développement agricole (2019) selon lesquelles « l'amélioration des compétences cognitives et non cognitives des jeunes ruraux afin de renforcer leur capacité à s'engager plus pleinement dans la société et l'économie peut être la principale priorité. »[73] La personnalisation de la formation au contexte local, par exemple en l'adaptant aux chaînes de valeur prometteuses identifiées dans cette étude, est essentielle.[74]

126. **Quelques-unes des activités identifiées nécessiteront un savoir-faire technique spécialisé.** C'est le cas pour les segments spécialisés des chaînes de valeur en amont et en aval, comme la fourniture d'aliments améliorés pour animaux ou la production de produits à plus forte valeur ajoutée dans la chaîne de valeur du niébé, ainsi que pour les fonctions auxiliaires telles que la réparation et l'entretien des équipements agricoles. Compte tenu des défis signalés en matière d'EFTP à Dori et Fada N'Gourma, des défis plus larges en matière de formation technique et professionnelle formalisée à l'échelle mondiale,[75] ainsi que du savoir-faire technique hautement spécifique identifié dans ce rapport, les compétences techniques devraient idéalement être fournies dans le cadre d'interventions ciblées, par exemple, par le biais de cours de courte durée, de l'apprentissage au travail ou d'une assistance continue similaire aux services de vulgarisation.

127. **Le manque d'accès au financement a été souligné comme une contrainte importante par les entreprises existantes et les jeunes désireux de créer des entreprises ou de s'engager dans des opportunités d'auto-emploi.** Il a été démontré que les subventions de contrepartie et les subventions en espèces accordées aux entreprises encouragent l'emploi au Burkina Faso[76] et ont un rendement

[72] McKenzie, David. 2020. "Formation des petites entreprises pour améliorer les pratiques de gestion dans les pays en développement : Reassessing the Evidence for 'Training Doesn't Work'". Document de travail de recherche sur les politiques 9408, Banque mondiale ; McKenzie, David, et Christopher Woodruff. 2021. "Training Entrepreneurs". *VoxDevLit* 1 (2).
[73] FIDA. 2019. *Créer des opportunités pour les jeunes ruraux. Rapport sur le développement rural 2019*, p. 183.
[74] Voir, par exemple, McKenzie, David. 2020. " Formation des petites entreprises pour améliorer les pratiques de gestion dans les pays en développement : Reassessing the Evidence for 'Training Doesn't Work'". Document de travail de recherche sur les politiques 9408, Banque mondiale.
[75] Voir, par exemple, Blattman, Christopher, et Laura Ralston. 2015. *Générer de l'emploi dans les États pauvres et fragiles : Evidence from Labor Market and Entrepreneurship Programs.* SSRN : https://ssrn.com/abstract=2622220 ou http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2622220.
[76] Résultats préliminaires d'une évaluation d'impact en cours dans le cadre du projet de pôle de croissance de Bargé (P119662).

significatif ailleurs.[77] De même, les subventions accordées aux travailleurs indépendants dans le cadre des activités d'inclusion économique ont contribué de manière significative à l'augmentation des activités génératrices de revenus chez les personnes pauvres et vulnérables de la région.[78] Il convient toutefois de noter que les subventions en espèces semblent être plus efficaces lorsqu'elles sont associées à des interventions en faveur de l'entrepreneuriat et à des interventions psychosociales, tant pour les individus[79] que pour les entreprises.[80]

128. **Certaines des possibilités d'emploi identifiées nécessitent l'accès à des intrants spécialisés, qui pourraient être fournis en établissant des liens avec les marchés d'intrants.** Pour garantir l'accès aux intrants requis, par exemple pour la production d'aliments pour animaux améliorés, les jeunes qui aspirent à devenir entrepreneurs devraient bénéficier d'un soutien pour accéder aux marchés d'intrants pertinents. Cela peut se faire en soutenant la formation d'associations là où il y a une masse critique ou en conseillant les individus sur l'accès aux intrants nécessaires. Cela se fait fréquemment dans le cadre des activités d'inclusion économique.[81]

129. **Le manque d'accès à la terre et à l'eau représente un obstacle majeur.** Avec la diminution des terres disponibles en raison du changement climatique et la réduction de la superficie des parcelles individuelles en raison d'héritages répétés, les jeunes ont de plus en plus du mal à accéder à la terre. De même, l'accès à l'eau devient de plus en plus litigieux. Par conséquent, les recommandations tentent de se concentrer sur les opportunités d'emploi qui ne dépendent pas de l'accès à la terre et à l'eau. Pour les exceptions de l'élevage et de la production laitière, il pourrait être possible d'assurer l'accès à des terres et à de l'eau en quantité suffisante en mettant en œuvre des accords de partage dans le cadre d'associations ou de groupes de producteurs ainsi que des interventions ciblées des municipalités locales.

130. **La question du genre devra faire l'objet d'une attention particulière.** Comme l'a montré l'analyse, les femmes ont tendance à avoir des niveaux d'éducation et d'alphabétisation plus faibles et sont plus susceptibles de travailler au sein de la famille. En particulier à Fada N'Gourma, elles sont nettement moins susceptibles d'occuper un emploi salarié. Il est donc conseillé d'axer les formations potentielles d'alphabétisation sur les femmes et de leur fournir spécifiquement des compétences de base. Des formations axées sur le genre sont de plus en plus souvent mises en œuvre pour éliminer la discrimination et offrir une formation spécifique aux femmes. Ces formations ont montré qu'elles conduisaient à de meilleures pratiques et connaissances commerciales chez les femmes entrepreneurs.[82] Une autre façon de renforcer l'emploi des jeunes femmes est de concentrer le soutien sur les activités à fort potentiel. L'expérience suggère que des activités telles que la préparation de nourriture en dehors du foyer et la transformation alimentaire à petite échelle soient particulièrement prometteuses pour les

[77] De Mel, Suresh, David McKenzie, et Christopher Woodruff. 2008. "Les rendements du capital dans les microentreprises : Evidence from a Field Experiment ". *The Quarterly Journal of Economics* 123 (4) : 1329-1372. https://doi.org/10.1162/qjec.2008.123.4.1329.

[78] https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/pathways-out-extreme-poverty-cost-effectiveness-productive-inclusion-measures.

[79] Ibid.

[80] De Mel, Suresh, David McKenzie, et Christopher Woodruff. 2008. "Les rendements du capital dans les microentreprises : Evidence from a Field Experiment ". *The Quarterly Journal of Economics* 123 (4) : 1329-1372.

[81] Voir l'annexe E de la Banque mondiale. 2021. *Rapport sur l'état de l'inclusion économique 2021*.

[82] Il convient toutefois de noter que les études comparant les formations orientées vers le genre aux formations traditionnelles n'ont pas encore été publiées, ce qui rend impossible toute déclaration sur leur efficacité comparative (McKenzie, David. 2020. " La formation des petites entreprises pour améliorer les pratiques de gestion dans les pays en développement : Reassessing the Evidence for 'Training Doesn't Work'". Policy Research Working Paper 9408, Banque mondiale).

jeunes femmes.[83] La production de produits à plus forte valeur ajoutée à base de farine de niébé et la transformation du lait pourraient donc être particulièrement pertinentes pour les jeunes femmes de Dori et de Fada N'Gourma.

131. **Les multiples actions recommandées pour chaque opportunité d'emploi identifiée suggèrent que les interventions devront regrouper les actions pour permettre aux jeunes d'accéder aux opportunités identifiées.** Comme le montre le Tableau 1, la plupart des opportunités d'emploi nécessitent de s'attaquer à plusieurs contraintes en même temps. La conclusion de regrouper les solutions s'aligne sur les preuves empiriques les plus récentes, qui ont montré que les interventions groupées ont souvent plus d'impact que les interventions individuelles. Une récente évaluation d'impact des interventions d'inclusion économique dans le Niger[84] a montré que la combinaison de subventions en espèces avec un soutien psychosocial (formation aux compétences de vie et sensibilisation de la communauté) ainsi qu'un ensemble de mesures de base (coaching, facilitation à l'épargne de groupe, formation à l'entrepreneuriat et amélioration de l'accès aux marchés) a augmenté le revenu des entreprises de 102 % par rapport à un groupe de contrôle, soit 5 points de pourcentage de plus que sans la composante psychosociale.[85]

132. **Fournir un ensemble de mesures variées aux jeunes de Dori et de Fada N'Gourma semble également le plus approprié étant donné l'incertitude persistante résultant de l'insécurité et des niveaux croissants de déplacement.** Comme la situation sécuritaire dans les deux zones continue de se dégrader, toute intervention devrait permettre aux jeunes d'adapter leurs activités si nécessaire. La mise en œuvre d'une série de mesures ciblant les opportunités d'emploi identifiées tout en fournissant aux jeunes des outils flexibles semble donc la proposition plus pertinente pour les deux zones identifiées par cette étude. Cela permet en outre de garantir l'adaptabilité, étant donné que la population des deux villes continue d'augmenter avec les personnes déplacées et que les jeunes risquent de plus en plus d'être eux-mêmes déplacés.

133. **Du côté de la demande de main-d'œuvre, l'analyse souligne la nécessité de renforcer l'efficacité globale et l'environnement commercial des chaînes de valeur sélectionnées.** Les marchés des intrants agricoles continuent d'être inefficaces et ne sont pas en mesure de répondre à la demande. Le renforcement de la fourniture de semences et d'engrais améliorés et la réduction des distorsions introduites par la fourniture publique représentent une priorité dans les chaînes de valeur du niébé, des petits ruminants et des produits laitiers. Le manque de concurrence dans le segment de la collecte du lait de la chaîne de valeur laitière dans la région du Sahel réduit en outre la concurrence dans la chaîne de valeur et entrave le pouvoir de négociation des producteurs de lait, diminuant leurs incitations à produire, et contribuant potentiellement à une augmentation des prix. Garantir la concurrence entre les collecteurs de lait améliorerait donc le fonctionnement de la chaîne de valeur et augmenterait l'efficacité, la productivité et potentiellement l'emploi. L'absence de valorisation des cuirs et peaux représente une opportunité manquée dans les chaînes de valeur des petits ruminants à Dori et à Fada N'Gourma. L'évaluation de la faisabilité et de la rentabilité d'une transformation plus poussée des cuirs et des peaux devrait donc être une priorité dans les deux sites.

[83] Tschirley, D., J. Snyder, M. Dolislager, T. Reardon, S. Haggblade, J. Goeb, L. Traub, F. Ejobi, et F. Meyer. 2015. " La transformation du régime alimentaire en cours en Afrique : Implications pour l'emploi dans les systèmes agroalimentaires ". *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies* 5 (2) : 102-136.

[84] La même évaluation d'impact a été reproduite au Burkina Faso, mais les résultats sont encore en suspens.

[85] https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/pathways-out-extreme-poverty-cost-effectiveness-productive-inclusion-measures.

134. **D'un point de vue méthodologique, l'analyse souligne l'importance d'inclure les jeunes et leurs perceptions dans l'analyse des défis de l'emploi des jeunes et dans le développement de solutions.** Les enquêtes existantes prennent rarement en compte les aspirations des jeunes et peu de processus d'élaboration des politiques incluent les jeunes. Cependant, le travail qualitatif réalisé dans le cadre de cette analyse a permis d'identifier des contraintes et des opportunités qui n'étaient pas perçues autrement et a mis en évidence une série de considérations supplémentaires à prendre en compte lors de l'analyse de l'emploi des jeunes et de la conception de politiques et de programmes bénéficiant particulièrement aux jeunes.

## Opérationnalisation des recommandations

135. **Les recommandations identifiées nécessitent de regrouper la formation à l'entrepreneuriat, la formation technique, l'accès au financement, l'accès aux marchés et le soutien psychosocial, entre autres - une intervention de type inclusion économique semble donc la mieux placée pour les rendre opérationnelles.** L'Encadré 2définit l'inclusion économique et souligne certains des résultats prometteurs dans la région du Sahel. En s'appuyant sur ces leçons et les actions recommandées mises en évidence dans le Tableau 1, une combinaison d'activités ciblant les contraintes identifiées pour l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur identifiées dans les régions du Sahel et de l'Est pourrait améliorer considérablement les résultats de l'emploi des jeunes.

136. **Une intervention d'inclusion économique, ciblant les chaînes de valeur identifiées, devrait être composée d'au moins les mesures suivantes :**

- **Facilitation de l'épargne collective** pour améliorer l'accès au financement ;
- **Des subventions en espèces** pour améliorer l'accès au financement et permettre les investissements, qui pourraient être modérées par un concours (simplifié) de plans d'affaires ;
- **Un accompagnement et une formation à l'esprit d'entreprise**, qui doivent être sensibles à la dimension de genre, pour permettre la création de nouvelles entreprises et améliorer la productivité des entreprises existantes ;
- **Soutien à l'accès aux marchés** pour certaines activités (par exemple, la production d'aliments pour animaux) ;
- **Soutien psychosocial** (par exemple, par le biais d'une formation aux aptitudes à la vie quotidienne et d'une sensibilisation de la communauté) pour améliorer les compétences non techniques et non cognitives ;
- **Formation technique ciblée,** axée sur les activités identifiées comme à fort potentiel dans le Tableau 1 ;
- **Soutien en matière d'alphabétisation et de calcul**, en particulier pour les femmes qui ont un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes.

137. **Un accent particulier sur les chaînes de valeur identifiées pourrait être assuré par la communication et la sensibilisation, tandis que les plans d'affaires (simplifiés) pourraient être utilisés pour sélectionner les activités dans les chaînes de valeur à fort potentiel.** Une communication claire

soulignant la priorité accordée aux chaînes de valeur à fort potentiel identifiées serait nécessaire pour garantir une concentration sur ces activités éprouvées. L'éligibilité à la participation à une intervention potentielle (ou à certaines parties de celle-ci, comme une composante de subvention en espèces) pourrait être modérée par la préparation de plans d'affaires (simplifiés) par les jeunes. Cela s'appuierait sur les preuves qui suggèrent que la sélection des bénéficiaires de l'emploi des jeunes améliore le succès des interventions. Les concours de plans d'affaires simplifiés pourraient donc être utilisés pour cibler les jeunes motivés tout en permettant la sélection des activités dans les chaînes de valeur à fort potentiel identifiées.

138. **Pour s'assurer que les contraintes liées à la demande sont identifiées rapidement et atténuées dans la mesure du possible, le secteur privé formel et les agences gouvernementales doivent être inclus dans la préparation et la mise en œuvre de toute intervention potentielle.** Cela concernerait les associations sectorielles, les représentants du secteur privé comme les chambres de commerce locales et nationales, et les ministères responsables des chaînes de valeur concernées. Leur participation à la préparation et à la mise en œuvre de l'intervention pourrait permettre d'identifier et de traiter conjointement les contraintes affectant la chaîne de valeur dans son ensemble, garantissant ainsi l'intégration des mesures relatives à l'offre et à la demande.

139. **De même, les jeunes doivent être impliqués dans la conception d'une intervention proposée.** Les jeunes sont rarement consultés de manière systématique, mais les recherches menées dans le cadre de cette étude ont montré leur empressement à participer et à prendre en main leur avenir.

140. **Toute intervention devrait envisager de cibler spécifiquement les populations vulnérables telles que les jeunes femmes et les personnes déplacées.** L'analyse montre que les jeunes femmes ont tendance à être plus défavorisées et plus susceptibles de souffrir de formes d'emploi précaires. De même, les personnes déplacées ont tendance à être particulièrement privées d'opportunités économiques. Pour garantir la prise en compte des considérations de cohésion sociale, il convient d'inclure à la fois les PDI et les communautés d'accueil.

Encadré 2 : L'inclusion économique dans la région du Sahel

**Définir l'inclusion économique**

Le rapport sur l'état de l'inclusion économique 2021 définit les programmes d'inclusion économique comme « un paquet d'interventions multidimensionnelles et coordonnées qui aide les individus, les ménages et les communautés à accroitre leur revenu et leurs actifs. Les programmes d'inclusion économique visent donc à faciliter le double objectif de renforcement de la résilience et des opportunités pour les individus et les ménages qui sont pauvres. Ces objectifs sont atteints par le renforcement des liens entre la communauté et l'économie locale. »

**Des résultats prometteurs au Sahel**

Au Burkina Faso, un programme d'inclusion économique a été piloté avec un financement de la Banque mondiale dans le cadre du Projet filets sociaux (P124015), offrant aux bénéficiaires un ensemble de mesures de base consistant en un accompagnement, une facilitation de l'épargne collective, une formation à l'entrepreneuriat et un meilleur accès aux marchés ; une allocation forfaitaire en espèces ; et des interventions psychosociales sous la forme d'une formation aux compétences de vie et d'une sensibilisation de la communauté aux aspirations et aux normes sociales. Bien que les résultats d'une évaluation d'impact au Burkina Faso ne soient pas encore disponibles, les résultats d'une évaluation d'impact de la même combinaison d'activités au Niger ont montré des effets importants sur les revenus des entreprises non agricoles des ménages, ainsi que du bétail et de l'agriculture,

augmentant de 49 à 102 % selon la combinaison d'activités. Quelle que soit la combinaison d'activités, les ménages ont développé de nouvelles sources de revenus.[86]

[86] https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/pathways-out-extreme-poverty-cost-effectiveness-productive-inclusion-measures.

Tableau 1 : Actions recommandées pour améliorer l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur sélectionnées

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| **Dori** | | | |
| **Niébé** | Réparation et entretien d'équipements agricoles | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la réparation et l'entretien des types d'équipements agricoles les plus courants<br>• Renforcement de l'apprentissage au travail dans les ateliers de réparation existants<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'acheter les outils et les équipements nécessaires à la réparation et à l'entretien des types d'équipements agricoles les plus courants<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Fourniture du battage en tant que service (à travers plusieurs chaînes de valeur) | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir l'équipement et les moyens de transport nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements.<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Fourniture de services de stockage | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les solutions de stockage sûres et durables, notamment par le biais de services de vulgarisation<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir l'équipement et les moyens de transport nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | | • Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Production de produits à plus forte valeur ajoutée à base de farines de niébé | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les techniques de production et sur les normes sanitaires et phytosanitaires spécifiques aux produits à base de farines de niébé, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir les équipements requis et de réaliser les investissements nécessaires dans les moyens de production<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Vente et exportation de produits à base de farines de niébé | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans des stocks et d'obtenir des moyens de transport de marchandises<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'accès aux marchés nationaux et internationaux, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée |
| **Petits ruminants** | Production d'aliments améliorés pour animaux | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Accès aux intrants<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les techniques de production et sur les normes sanitaires et phytosanitaires spécifiques à l'alimentation animale, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir les équipements requis et de réaliser les investissements nécessaires dans les moyens de production |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | | • Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'accès aux marchés pour des intrants spécifiques, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'un soutien ciblé |
| | Culture et exploitation de la végétation naturelle | • Savoir-faire technique<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la culture et l'exploitation de la végétation existante, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu.<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant.<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Élevage et engraissement des animaux | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès à l'eau<br>• Accès à la terre | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la santé animale et les moyens les plus efficaces de détenir et d'engraisser les petits ruminants, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir du bétail, des aliments pour animaux et d'autres intrants nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'obtention de l'accès à la terre et à l'eau par la mise en place d'accords de partage dans le cadre d'associations ou par un soutien ciblé des municipalités |
| | Achat et revente d'animaux | • Savoir-faire technique (limité)<br>• Accès au financement | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la santé animale et sur les moyens les plus efficaces de détenir et de transporter les petits ruminants, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | • Compétences entrepreneuriales | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir un stock et des moyens de transport<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant.<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Production de cuirs et de peaux | • Investissement du secteur privé dans une tannerie<br>• Savoir-faire technique | • Effort concerté des secteurs public et privé pour établir la viabilité des installations de transformation et encourager les investissements dans ce domaine<br>• Fourniture d'une formation technique ciblée aux jeunes désireux de trouver un emploi dans les installations de transformation ou de contribuer à la transformation en fournissant des produits ou des services auxiliaires, y compris en matière de santé et de sécurité concernant le travail avec des produits chimiques |
| | Vente et exportation de produits animaux | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans des stocks et d'obtenir des moyens de transport de marchandises<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'accès aux marchés nationaux et internationaux, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée |
| **Produits laitiers** | Production d'aliments pour animaux | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Accès aux intrants<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les techniques de production et sur les normes sanitaires et phytosanitaires spécifiques à l'alimentation animale, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir les équipements requis et de réaliser les investissements nécessaires dans les moyens de production<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements.<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant.<br>• Soutien à l'accès aux marchés pour des intrants spécifiques, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée. |
| | Élevage d'animaux et production de lait | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès à l'eau<br>• Accès à la terre | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la santé animale et les normes sanitaires et phytosanitaires pour la production et le stockage du lait, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir du bétail, des aliments pour animaux et d'autres intrants nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'obtention de l'accès à la terre et à l'eau par la mise en place d'accords de partage dans le cadre d'associations ou par un soutien ciblé des municipalités |
| | Collecte de lait | • Enlèvement des barrières à l'entrée<br>• Accès au financement | • Soutien à l'accès au segment de la collecte du lait, notamment par un soutien au dialogue avec les associations de producteurs et de transformateurs<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans les équipements nécessaires et d'obtenir des moyens de transport des marchandises<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | Transformation de lait (production de lait écrémé ou pasteurisé, savon, produits cosmétiques, yaourt, gapal, fromage, etc.) | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les techniques de production adaptées aux différents produits, ainsi que sur les normes sanitaires et phytosanitaires pour le stockage et la transformation du lait, notamment par le biais d'un encadrement continu (visant l'auto-emploi ainsi que l'emploi salarié dans les entreprises existantes)<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir les équipements requis et de réaliser les investissements nécessaires dans les moyens de production<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Vente et exportation de produits laitiers | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans des stocks et d'obtenir des moyens de transport de marchandises<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Soutien à l'accès aux marchés nationaux et internationaux, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| **Fada N'Gourma** | | | |
| **Niébé** | Production, réparation et entretien de matériel agricole | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la production, la réparation et l'entretien des types d'équipements agricoles les plus courants<br>• Renforcement de la formation technique en cours d'emploi dans les ateliers de réparation existants<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'acheter des outils, des équipements et d'autres intrants nécessaires à la production, à la réparation et à l'entretien des types d'équipements agricoles les plus courants<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Fourniture de services de battage (à travers plusieurs chaînes de valeur) | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir l'équipement et les moyens de transport nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Fourniture de services de stockage | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les solutions de stockage sûres et durables, notamment par le biais de services de vulgarisation<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir l'équipement et les moyens de transport nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | | • Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Production de produits à plus forte valeur ajoutée à base de farines de niébé | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les techniques de production et sur les normes sanitaires et phytosanitaires spécifiques aux produits à base de farines de niébé, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir les équipements requis et de réaliser les investissements nécessaires dans les moyens de production<br>• Soutenir l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant.<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Vente et exportation de produits à base de farines de niébé | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans des stocks et d'obtenir des moyens de transport de marchandises<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'accès aux marchés nationaux et internationaux, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée |
| **Petits ruminants** | Production d'aliments améliorés pour animaux (par exemple, à base de déchets de coton) | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Accès aux intrants<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur les techniques de production et sur les normes sanitaires et phytosanitaires spécifiques à l'alimentation animale, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir les équipements requis et de réaliser les investissements nécessaires dans les moyens de production<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Soutien à l'accès aux marchés pour des intrants spécifiques, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'un soutien ciblé, par exemple en établissant des relations avec les égreneurs de coton pour obtenir des déchets |
| | Culture et exploitation de la végétation naturelle | • Savoir-faire technique<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la culture et l'exploitation de la végétation existante, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Élevage et engraissement des animaux | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès à l'eau<br>• Accès à la terre | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la santé animale et les moyens les plus efficaces de détenir et d'engraisser les petits ruminants, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir du bétail, des aliments pour animaux et d'autres intrants nécessaires<br>• Soutenir l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements.<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'obtention de l'accès à la terre et à l'eau par la mise en place d'accords de partage dans le cadre d'associations ou par un soutien ciblé des municipalités |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | Achat et revente d'animaux | • Savoir-faire technique (limité)<br>• Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la santé animale et sur les moyens les plus efficaces de détenir et de transporter les petits ruminants, entre autres, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'obtenir un stock et des moyens de transport<br>• Soutenir l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance |
| | Production de cuirs et de peaux | • Investissement du secteur privé dans une tannerie<br>• Savoir-faire technique | • Effort concerté des secteurs public et privé pour établir la viabilité des installations de transformation et encourager les investissements dans ce domaine<br>• Fourniture d'une formation technique ciblée aux jeunes désireux de trouver un emploi dans les installations de transformation ou de contribuer à la transformation en fournissant des produits ou des services auxiliaires, y compris en matière de santé et de sécurité concernant le travail avec des produits chimiques |
| | Production de produits carnés de plus grande valeur | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement | • Fourniture d'une formation technique ciblée aux jeunes désireux de trouver un emploi dans les installations de transformation existantes ou de contribuer à la production de produits carnés de plus grande valeur, notamment par la fourniture de produits et services auxiliaires<br>• Octroi de subventions afin de permettre aux jeunes d'investir dans les moyens de production nécessaires et d'assurer d'autres investissements<br>• Soutenir l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements |
| | Vente et exportation de produits animaux | • Accès au financement<br>• Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans des stocks et d'obtenir des moyens de transport de marchandises<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | | • Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'accès aux marchés nationaux et internationaux, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée |
| **Articles d' habillement** | Production d'équipements (par exemple, des métiers à tisser) | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur le travail des métaux et la production de métiers à tisser, y compris par le biais d'un encadrement continu<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'acheter des outils, des équipements et d'autres intrants nécessaires à la production, à la réparation et à l'entretien des types d'équipements les plus courants pour la production de vêtements<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements |
| | Tissage | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur le tissage, y compris sur le lieu de travail et par le biais d'un soutien de type vulgarisation aux entreprises familiales<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'acheter des stocks et les intrants nécessaires<br>• Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements. |
| | Couture | • Savoir-faire technique<br>• Accès au financement | • Fourniture d'une formation technique ciblée sur la couture, y compris sur le lieu de travail et par le biais d'un soutien de type vulgarisation aux entreprises familiales<br>• Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'acheter des tissus et d'autres intrants nécessaires.<br>• Soutien `a l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements |
| | Vente et exportation de tissus ou de produits sur mesure | • Accès au financement | • Octroi de subventions pour permettre aux jeunes d'investir dans des stocks et d'obtenir des moyens de transport de marchandises |

| Chaîne de valeur | Possibilités d'emploi | Conditions de réussite | Actions recommandées |
|---|---|---|---|
| | | • Compétences entrepreneuriales<br>• Accès aux marchés | • Soutien à l'accès à l'épargne et aux petits crédits (par exemple, par le biais de groupes d'épargne ou l'accès aux institutions de microfinance) pour permettre l'épargne et les investissements<br>• Fourniture d'une formation à l'entrepreneuriat, y compris l'alphabétisation de base et l'apprentissage du calcul, le cas échéant<br>• Fourniture d'une formation à l'initiative personnelle aux entrepreneurs de subsistance<br>• Soutien à l'accès aux marchés nationaux et internationaux, notamment par le biais d'un soutien à la formation d'associations et d'une aide ciblée |

# Annexe 1 : Cadre pour mesurer et classer les chaînes de valeur

Tableau 2: Cadre pour mesurer et classer les chaînes de valeur

| | Poids (%) | Critères | Variables |
|---|---|---|---|
| **Échelle, durabilité et compétitivité** | 30 | Échelle et portée existantes | Niveau de production et d'emploi et part du PIB national/régional |
| | | | Nombre d'entreprises |
| | | | Taux de croissance |
| | | | Quotient de localisation |
| | | Compétitivité | Part des exportations dans la production |
| | | | Part du panier d'exportation national |
| | | | Taux de croissance |
| | | | Part de marché |
| | | | Composition du marché |
| | | | Qualité des exportations |
| | | | Indice de participation aux chaînes de valeur mondiales (valeur ajoutée directe ; valeur ajoutée indirecte) |
| | | | Croissance des GVC |
| | | | Intensité des emplois dans les GVC |
| | | Potentiel de valorisation et d'ajout de valeur en aval | Productivité par rapport aux normes de l'industrie |
| | | | Existence d'une ou de plusieurs entreprises chefs de file concurrentes |
| | | | Capacités locales |
| | | | Structure des chaînes de valeur |
| | | Exigences en matière d'investissement | Coût moyen des investissements (par ha, par m²) |
| | | | ROI typique |
| **Impact sur l'emploi** | 30 | Ampleur/intensité des emplois | Nombre d'emplois |
| | | | Part des emplois nationaux/régionaux |
| | | | Emplois par million de dollars de production |
| | | Multiplicateur d'emploi | Multiplicateur d'emploi |
| | | | Création d'emplois indirects |
| | | Adéquation avec les petits exploitants | Part des PME dans la production |
| | | | Part des PME dans les entreprises |
| | | | Taille moyenne des entreprises |
| | | Emplois à court et à long terme | Pour les cultures agricoles = délai avant les revenus de la plantation |
| | | Atteindre les groupes cibles | Nombre/part d'emplois : jeunes, femmes, informel, micro/petites entreprises, groupes spécifiquement ciblés (travailleurs jeunes et femmes) |
| | | | Nombre et part des ménages pauvres dépendant des revenus de la chaîne de valeur |
| | | | Quotient de localisation de l'emploi |
| **État de préparation** | 25 | Organisation et représentation | Nombre d'organisations représentatives |
| | | | Nombre de membres ; évaluation du niveau d'activité des organisations |
| | | | Degré de participation et de leadership de toutes les parties de la chaîne de valeur. |

| | Poids (%) | Critères | Variables |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **Additionnalité** | 15 | Interventions en cours | Nombre et nature des initiatives de la chaîne de valeur des donateurs, du gouvernement et d'autres acteurs. |

Note : GVC = Global value chain ; ROI = Return on investment.

# Annexe 2 : Chaînes de valeur présélectionnées

## Dori

Tableau 3: Chaînes de valeur présélectionnées pour Dori lors de l'atelier participatif au niveau national

| Chaîne de valeur | Rang |
|---|---|
| **Un marché et un potentiel d'emploi confirmés** | |
| Petits ruminants | 1 |
| Niébé | 2 |
| Aquaculture | 5 |
| Produits laitiers | 3 |
| Énergie solaire | 6 |
| L'exploitation artisanale de l'or | 8 |
| **Potentiel de marché confirmé ; potentiel d'emploi incertain** | |
| Engraissement du bétail | 4 |
| Articles d'habillement | 11 |
| Tourisme | 9 |
| **Un marché et un potentiel d'emploi incertains** | |
| Services de restauration | 10 |
| Tissage | 12 |
| Travail du cuir | 7 |

## Fada N'Gourma

Tableau 4: Chaînes de valeur présélectionnées pour Fada N'Gourma lors de l'atelier au niveau national

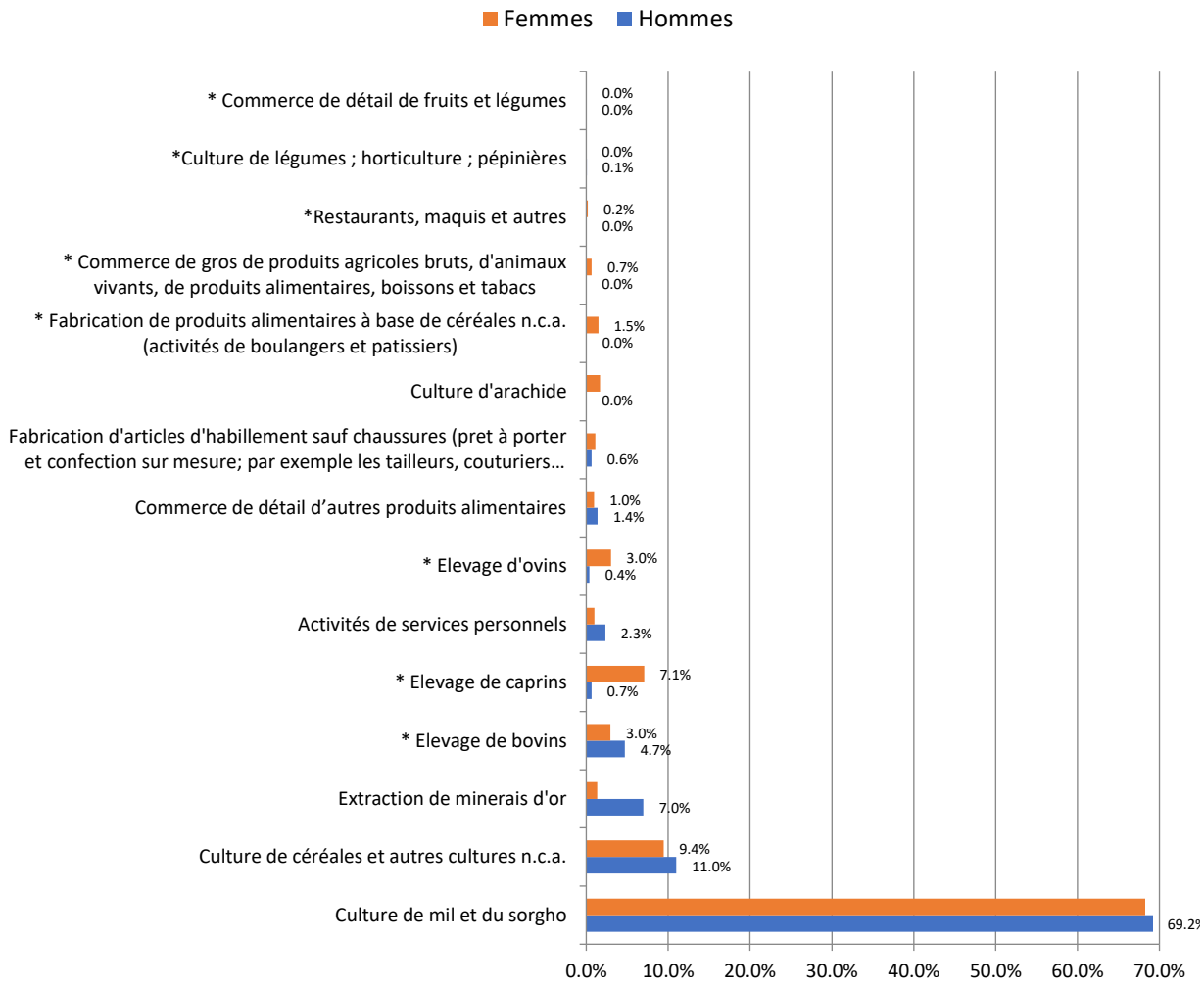
| Chaîne de valeur | Rang |
|---|---|
| **Un marché et un potentiel d'emploi confirmés** | |
| Petits ruminants | 1 |
| Niébé | 2 |
| Volaille | 6 |
| Articles d'habillement | 4 |
| L'exploitation artisanale de l'or | 8 |
| Entretien des motos | 12 |
| Travail des métaux | 9 |
| **Potentiel de marché confirmé ; potentiel d'emploi incertain** | |
| Apiculture | 5 |
| Riz | 7 |
| Tourisme | 9 |
| Coiffure | 11 |
| Bétail* | 2 |
| Maïs | 12 |

| Chaîne de valeur | Rang |
|---|---|
| Soja | 13 |
| **Un marché et un potentiel d'emploi incertains** | |
| Arachides | 15 |
| Travail du bois | 16 |
| Transport urbain | 14 |

Note : * Le bétail a finalement été remplacé par les articles d'habillement par les parties prenantes lors d'un atelier participatif à Fada N'Gourma en raison de son importance pour l'emploi, notamment des jeunes femmes.

# Annexe 3 : Secteurs d'emploi des jeunes

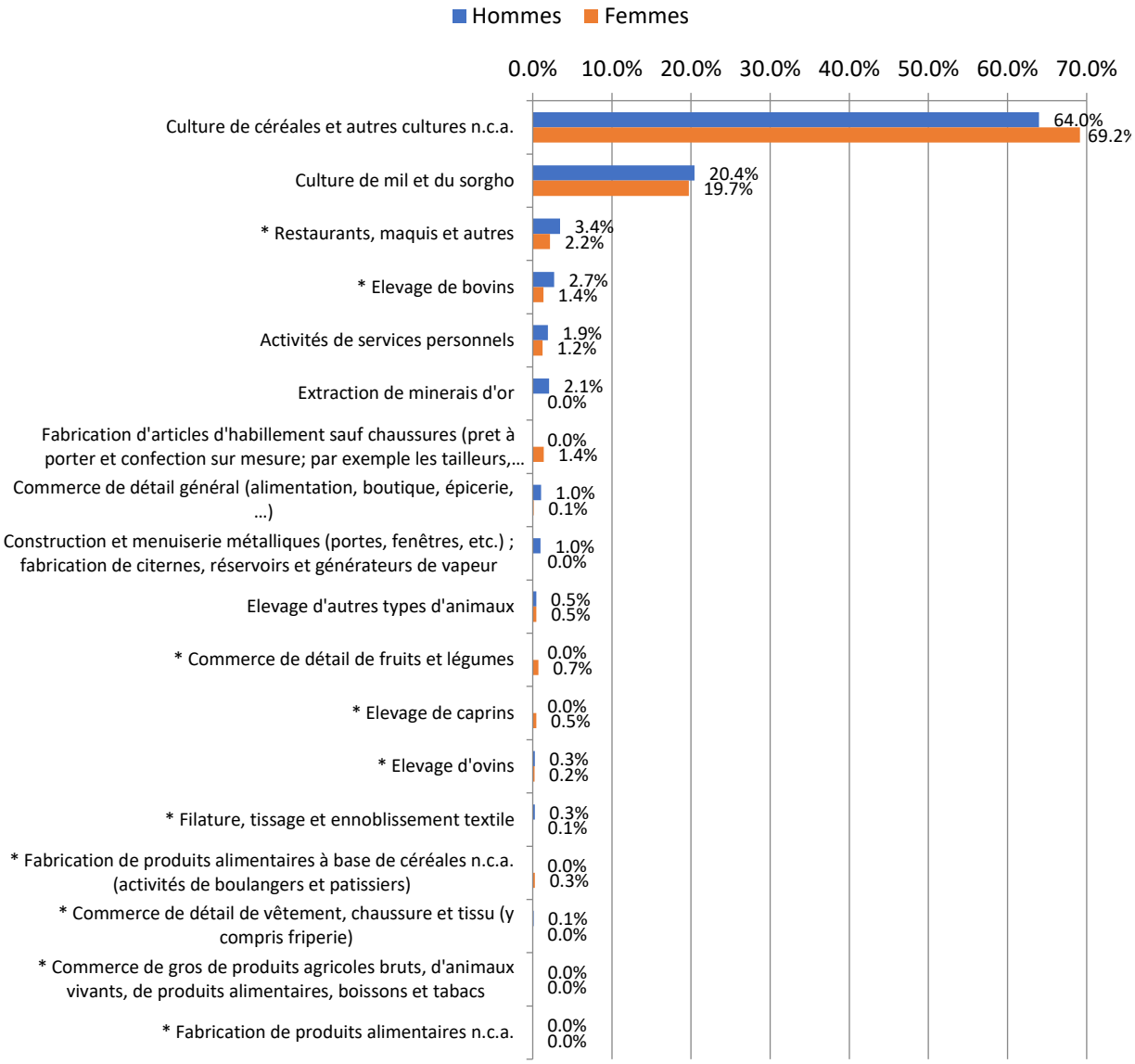
Figure 24 : Secteurs d'emploi pour les jeunes dans la région du Sahel




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

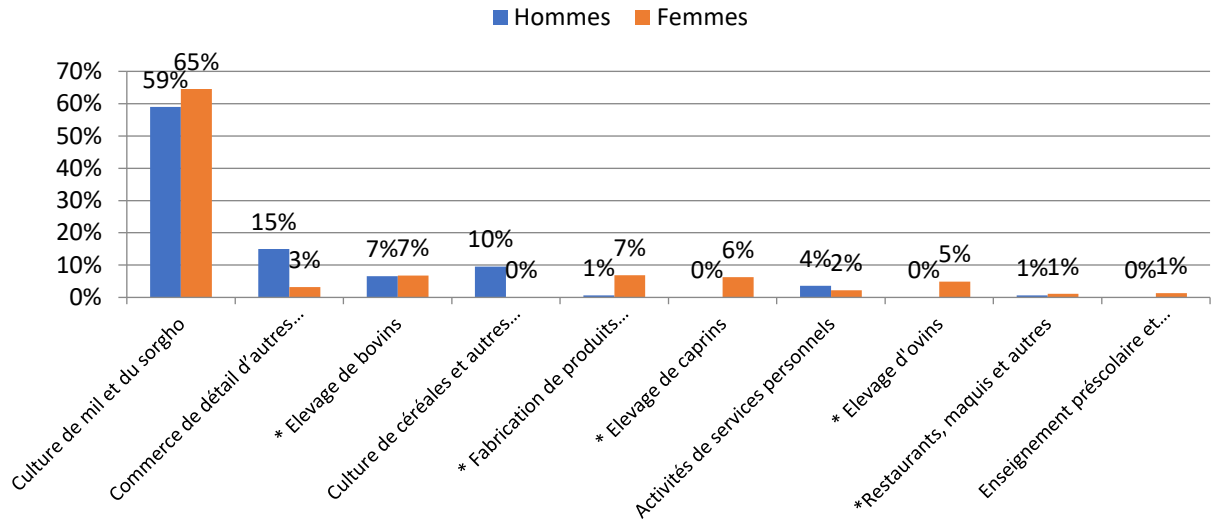
Note : * Secteurs pertinents pour l'analyse de la chaîne de valeur réalisée.

Figure 25 : Secteurs d'emploi des jeunes dans la région Est



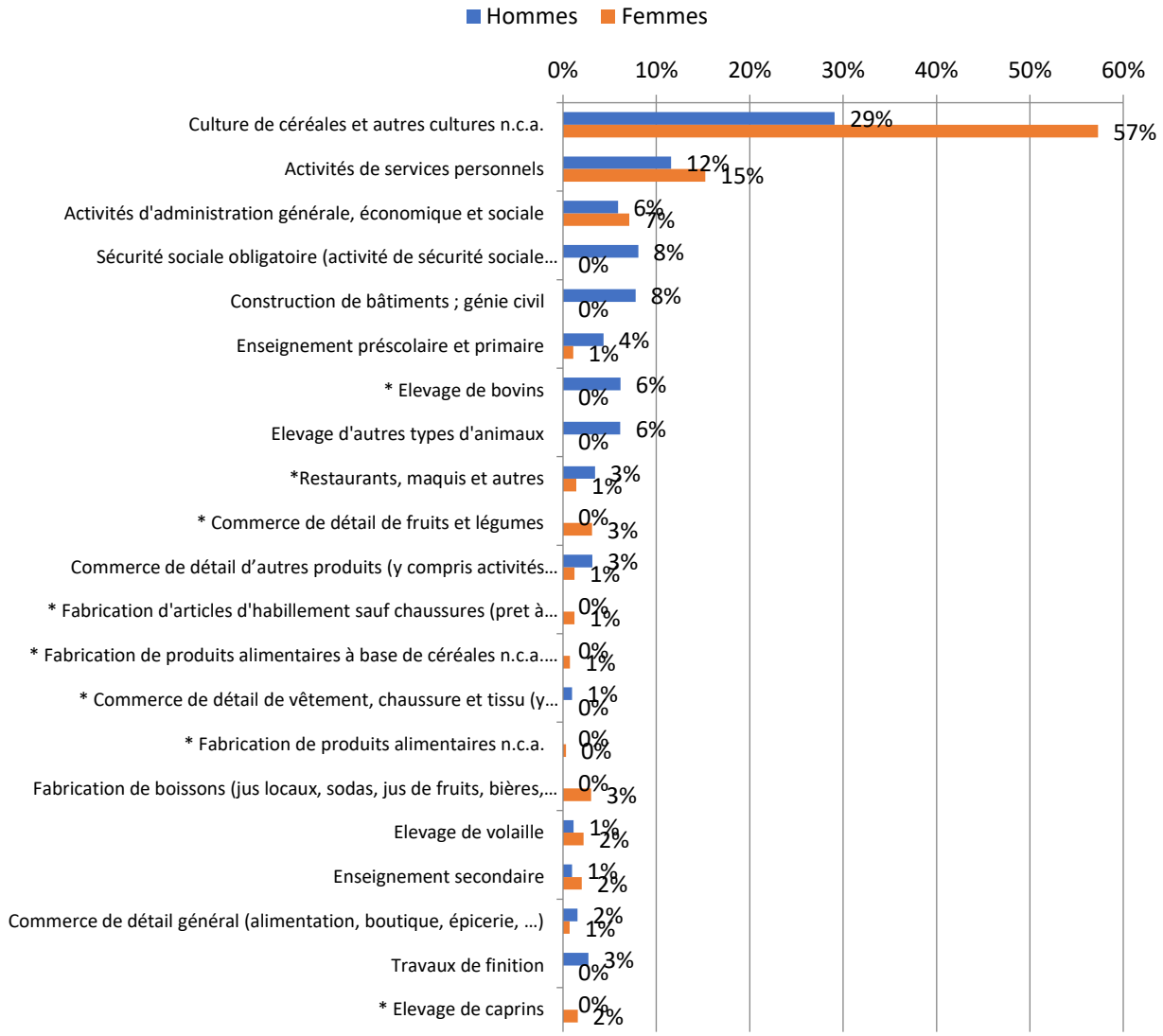

Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.
Note : * Secteurs pertinents pour l'analyse de la chaîne de valeur réalisée.

Figure 26 : Secteurs d'emploi des jeunes à Dori




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.
Note : * Secteurs pertinents pour l'analyse de la chaîne de valeur réalisée.

Figure 27 : Secteurs d'emploi des jeunes à Fada N'Gourma




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.
Note : * Secteurs pertinents pour l'analyse de la chaîne de valeur réalisée.

# Annexe 4 : Résultats en matière d'éducation et d'emploi, reparti par sexe

Figure 28 : Alphabétisation des femmes âgées de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal

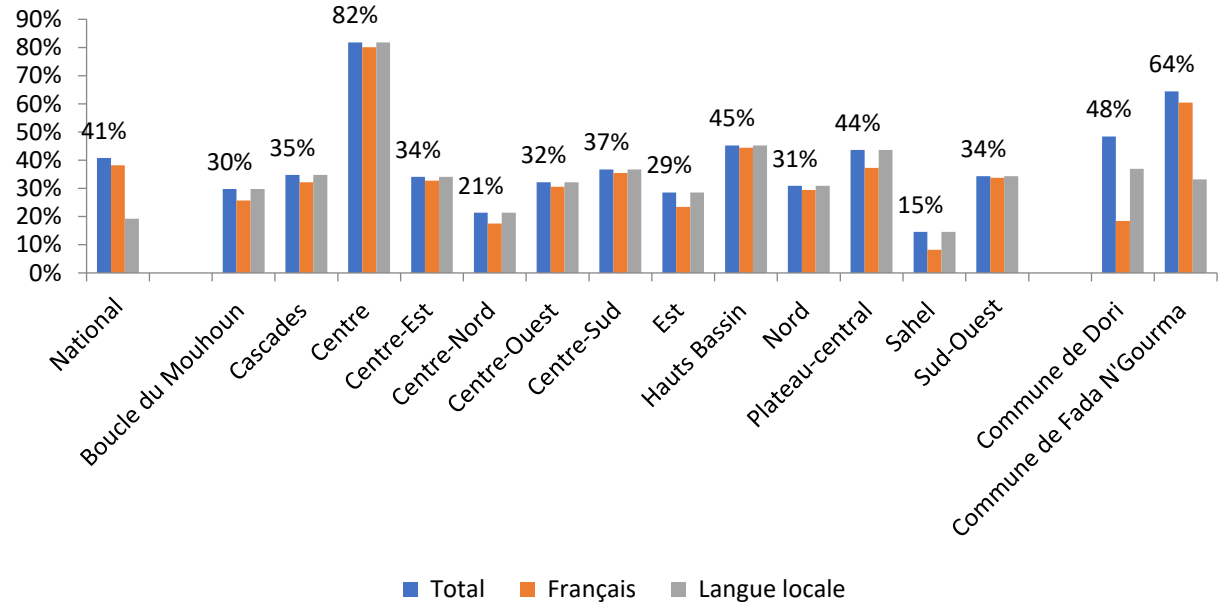



Figure 29: Alphabétisation des hommes âgés de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal

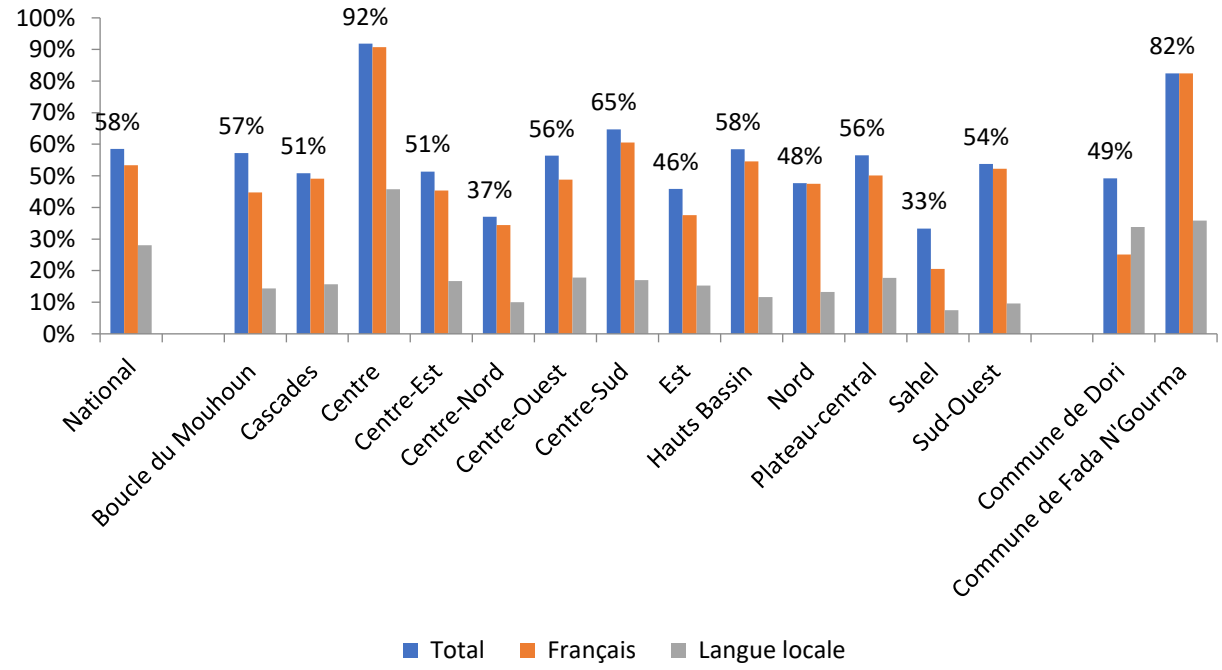


Figure 30: Niveau d'éducation des jeunes, reparti par sexe

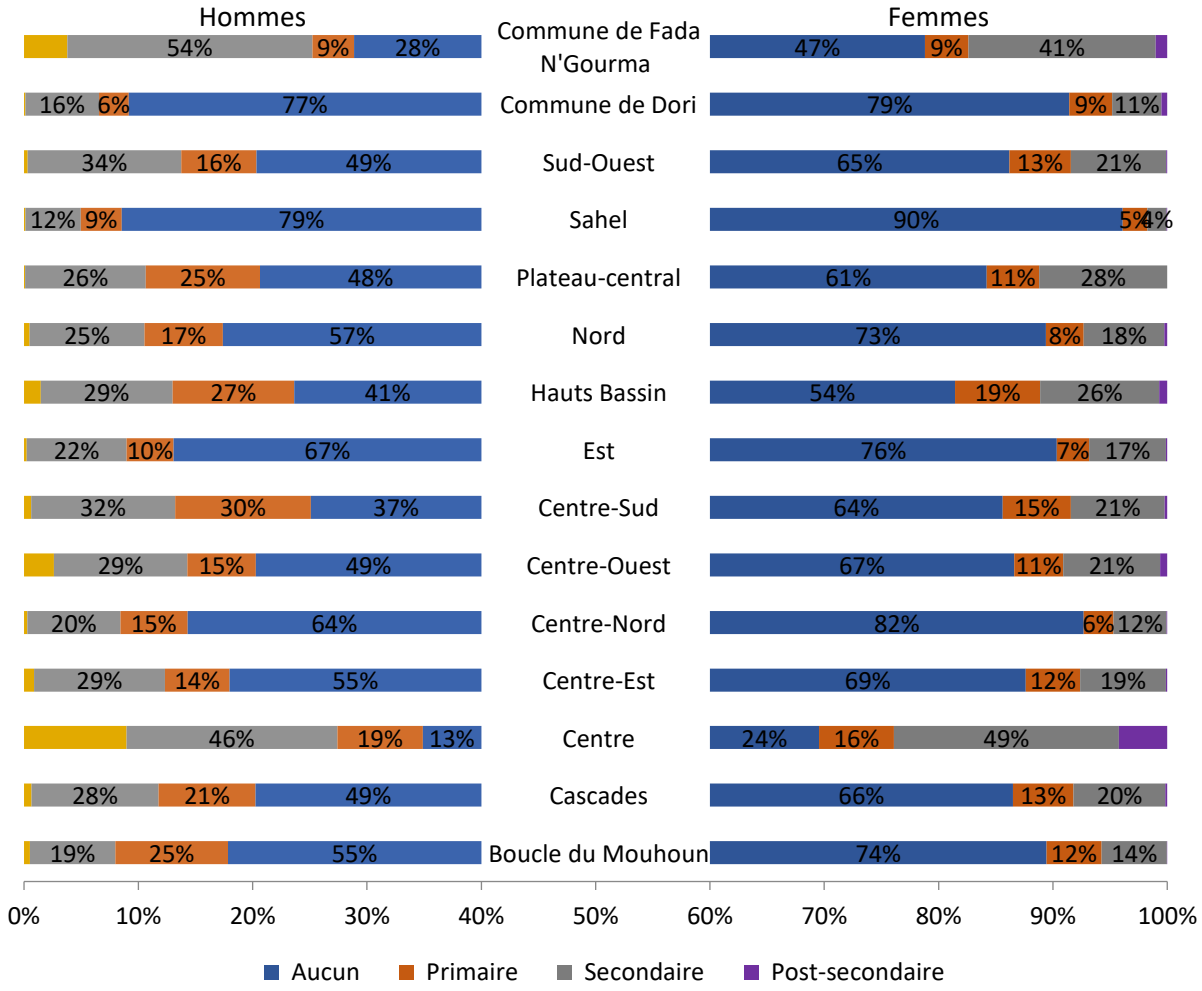


Figure 31: Résultats en matière d'emploi pour les femmes âgées de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal

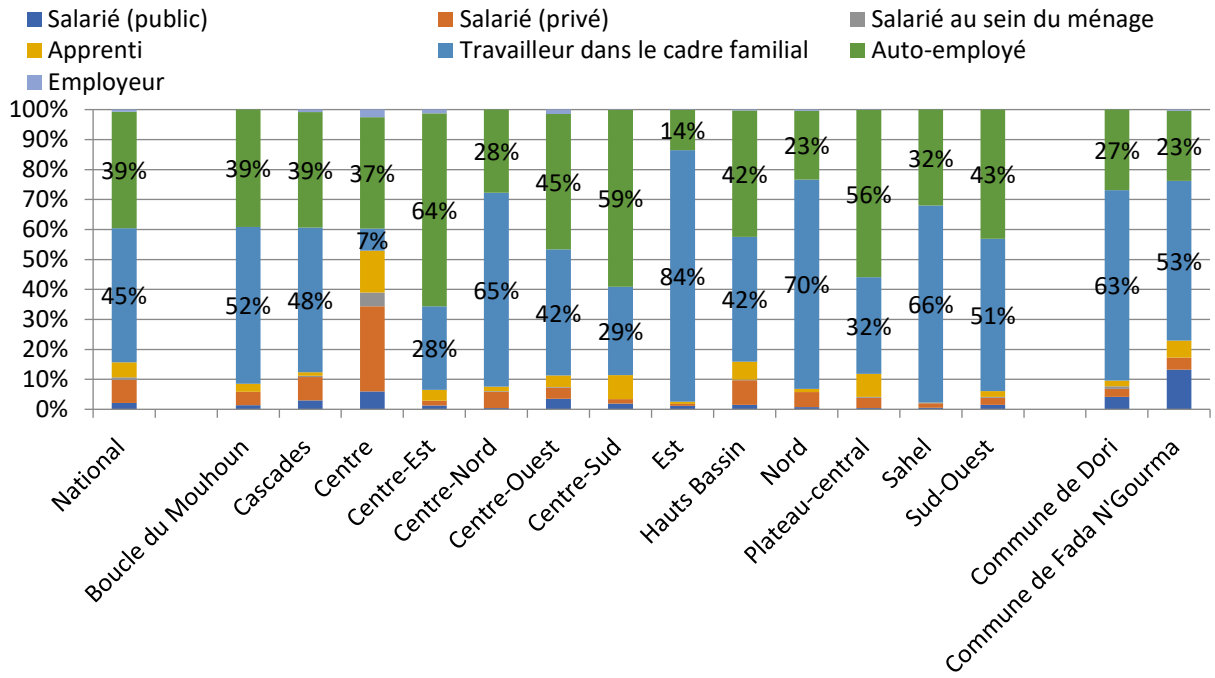
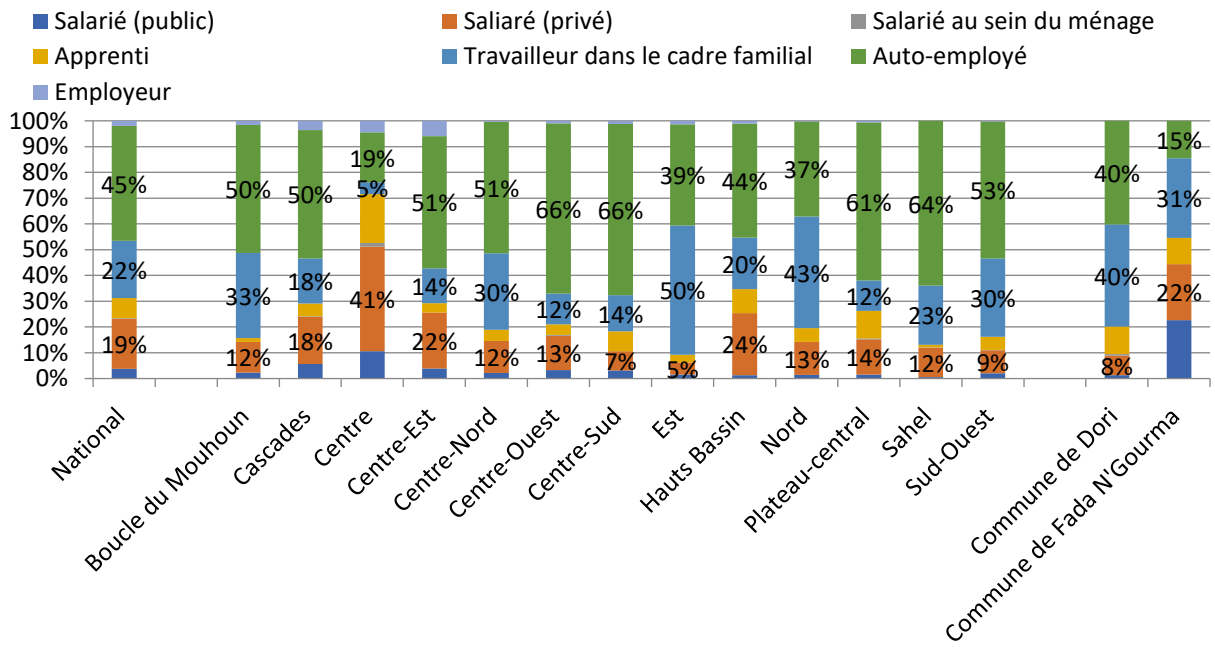


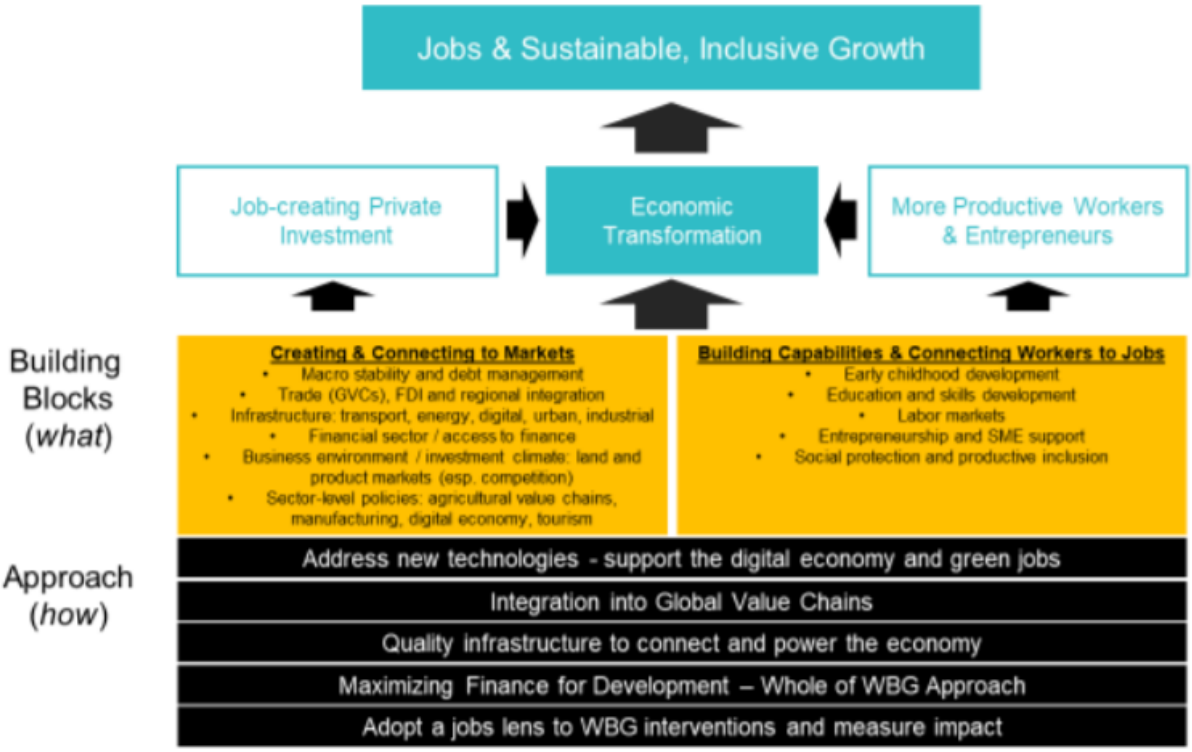

Figure 32 : Résultats en matière d'emploi pour les hommes âgés de 16 à 35 ans aux niveaux national, régional et communal




Source : Sur la base de l'EHCVM 2018/19.

# Annexe 5 : Approche du JET dans IDA19

Figure 33 : Cadre du JET




Source : IDA19. 2019. *Thème spécial : Emplois et transformation économique*.

## Annexe 6 : Méthodologie d'analyse des données qualitatives

Au cours de la première vague de collecte de données qualitatives en février 2020, 110 jeunes sélectionnés au hasard ont été interrogés individuellement, 55 dans chaque ville, les femmes représentant 55 % et 65 % de l'échantillon respectivement à Fada N'Gourma et Dori. Une stratégie d'échantillonnage géographique a été adoptée, visant la saturation plutôt que la représentativité. Les personnes âgées de 25 à 29 ans étaient les plus représentées (44 % de l'échantillon à Fada N'Gourma et 35 % à Dori), suivies des personnes âgées de 30 à 35 ans (33 % à Fada N'Gourma et 31 % à Dori), des personnes âgées de 20 à 24 ans (15 et 29 %, respectivement) et enfin des personnes âgées de 16 à 19 ans (9 et 5 %). Les entretiens individuels ont suivi un guide d'entretien structuré couvrant des informations socio-économiques sur les jeunes, le contexte familial et le contexte socioculturel, ainsi que la situation professionnelle actuelle et les aspirations. Cinquante autres jeunes sélectionnés au hasard dans chacune de ces deux villes ont été consultés dans le cadre de discussions de groupe.[87] Au total, 210 jeunes ont été interrogés, répartis équitablement entre les deux villes. La collecte d'informations a été complétée par 10 entretiens individuels avec des personnes ressources (par exemple, des responsables d'associations de jeunes et des employeurs) et des membres du gouvernement identifiés grâce à des contacts locaux. Lors de la deuxième vague, en mars 2021, deux autres discussions de groupe ont été menées avec 24 jeunes de la première vague, 12 par ville, qui avaient également participé à l'exercice de priorisation des chaînes de valeur. Les données collectées ont été transcrites,[88] encodées,[89] analysées et résumées. Des considérations éthiques et de protection des données ont été strictement appliquées.[90]

[87] Les entretiens individuels et les discussions de groupe ont été menés par des enquêteurs formés qui avaient pré-testé les instruments d'enquête dans une communauté rurale en dehors de Ouagadougou avant de se rendre sur le terrain. Les discussions de groupe ont été menées par deux enquêteurs de sexe opposé.
[88] 25 % des entretiens ont été transcrits deux fois pour en assurer la qualité.
[89] Utilisation du logiciel d'analyse de données qualitatives NVivo 12.
[90] Notamment par l'obtention des autorisations de collecter des données dans les deux villes, le consentement éclairé de tous les participants et l'attribution d'identifiants anonymes aux participants.